Vol 12 # 19 • Du 14 au 20 Novembre 2018

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Selebrasyon 53 lane ONA

Page 6

English Page 9

VERTIÈRES : LES OUVRIERS MANIFESTERONT !



Voir page 3

Le rendez-vous encore une fois est fixé pour le dimanche 18 novembre 2018. Tous unis contre les pétrovoleurs, contre Jovenel, contre l'impérialisme !



Le Bureau des Avocats Internationaux fustige le communiqué néocolonial du CORE GROUP

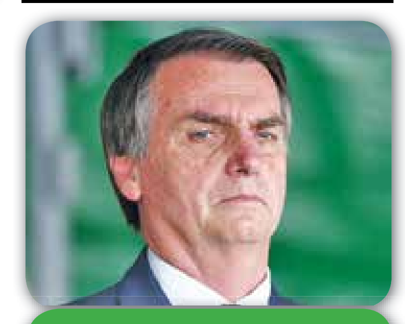
Page 7

OÙ EST CACHÉ YVES LEONARD, PRÉSIDENT JOVENEL MOISE?



Voir page 3

Le nommé Yves Léonard deuxième personne à partir de la gauche, marchant tout juste devant le président Jovenel Moise



Brésil : comment un démagogue d’extrême droite a-t-il pu gagner les élections?

Page 10-11



Les forces israéliennes arrêtent un enfant palestinien de 8 ans près d'Al-Khalil/Hébron

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Quelle suprême ironie !

Par Berthony Dupont

Les événements clarifient toujours certaine situation politique et délimitent avec une parfaite netteté les camps pour les remettre à leur juste place.

A l'instar du candidat à la présidence Moise Jean-Charles avec sa percée noiriste, démagogique au monument abandonné de Vertières ; puis la proposition contradictoire de sortie de crise de l'Opposition du Secteur démocratique et populaire de Marjorie Michel, Schiller Louidor et André Michel, c'est la course électorale qui commence déjà.

L'évolution de la mobilisation populaire demandant des comptes sur l'utilisation des fonds de l'aide vénézuélienne à Haïti est certes impressionnante. Elle avait suscité pourtant de notre part des inquiétudes majeures d'autant que le leadership de ce mouvement d'exigence de reddition de comptes était totalement inconnu. Il ne s'était jamais identifié. C'était une sorte de nébuleuse impossible à appréhender.

Aujourd'hui, la logique que poursuivent actuellement les choses vient d'évoluer vers une voie plus ou moins claire puisque la tête, pour ne pas dire le cerveau de ce mouvement qui tient en haleine le pays depuis quatre mois, vient de s'identifier publiquement par son lancement officiel, le 11 novembre dernier.

On ne sait quel laboratoire le commandite, mais ce mouvement animant la revendication « *où est passé l'argent de Petro Caribe* » serait chapeauté par une organisation toute neuve qui a pris naissance justement après le soulèvement populaire du mois de juillet, soit le 14 juillet 2018. Il s'agit d'une organisation politique dénommée *mouvement #AyitiNouVleA* qui s'est empressée de prétendre qu'elle n'est ni un parti politique ni une organisation non-gouvernementale (ONG).

Mais vers quoi tend réellement cette organisation ? Elle se présente « en tant qu'un mouvement social pour le changement en Haïti. Un groupe de citoyens et citoyennes engagés qui sont décidés à *mettre leur compétence et leur expertise ensemble de façon à proposer un nouveau modèle de société en Haïti où tous les haïtiens pourront vivre avec dignité. Basée sur 3 principes fondamentaux : Respect, engagement et solidarité.*

Et ces principes correspondent aux 3 réalités suivantes : faiblesses de nos institutions, la problématique de la justice sociale et le financement pour le développement d'Haïti. » L'organisation continue dans sa présentation pour dire : « si quelqu'un croit qu'Haïti peut changer, sa place est avec nous » (Voir youtube #AyitiNouVleA)

Que ces propos semblent alléchants au premier naïf venu! Mais alors quelle main invisible, quelle main de renard se cache derrière ce bavardage? A lire le guide « *Idée avant Leader* » du mouvement *#AyitiNouVleA,* on est bien édifié. Comportant 9 propositions basées sur 3 axes, il conclut en dernière analyse qu'il se prépare pour les prochaines élections. Bah !

La suprême ironie à propos de ce mouvement qui ne se veut pas politique est d'apprendre, de façon indirecte, que le mouvement #AyitiNouVleA aurait pour dirigeants (encore dans les coulisses) le recteur de l'Université Quisqueya Jacky Lumarque, ex-candidat à la présidence de la plateforme Vérité de René Préval, Madame Michèle Duvivier Pierre-Louis, Premier ministre du même Préval, Reginald Boulos, un des grands décideurs politiques œuvrant dans l'ombre; Jacky Vorbe et la professeure Patricia Camilien.

Il se pourrait bien que le dernier Premier-ministre de Préval, Jean-Max Bellerive, impliqué de façon présumée dans la dilapidation des fonds Petro Caribe soit un membre influent de ce mouvement. Mais attendons de voir l'évolution au grand jour de cette organisation qui pue le bourgeois.

Ce qui frappe et surprend le plus, c'est l'infrastructure et l'impressionnant matériel de travail dont cette organisation est dotée alors qu'elle vient à peine de prendre naissance. D'où viennent les fonds qui alimentent cette entreprise manifestement cossue ? Qui pis est, c'est que ni l'Opposition du Secteur démocratique et populaire, ni *#AyitiNouVleA,* ni *Pitit Dessalines* n'ont fait aucune référence que ce soit à la lutte des classes, n'ont fait allusion, dans leurs interventions respectives, au niveau de vie scandaleuse des classes privilégiées, véritable handicap à l'avancement des laissés-pour-compte. Ces trois engeances politiques n'ont rien soufflé de la domination impériale du pays.

Ces mystificateurs qui viennent tromper les masses font bien partie des couches ou des classes dirigeantes qui lient leur sort à l'Occident capitaliste et pratiquent une politique de duperie néfaste à l'avancement de la cause haïtienne. Leur optique générale est injuste puisqu'elle n'est guère conforme aux intérêts du peuple opprimé et exploité. En fait, ce petit cartel de larrons a voulu faire d'une pierre deux coups : utiliser les masses populaires comme tremplin et parallèlement enfourcher le mouvement PetroCaribe, leur cheval de bataille, de façon à réformer l'Etat pourri et corrompu.

En attendant, la seule conclusion qui s'impose à notre esprit est que le véritable objectif que poursuivent les maitres à penser de nos conspirateurs locaux qui ont toujours prouvé concrètement leur engagement à l'égard de l'impérialisme ne pouvait être que le souci et la détermination de désorienter les masses défavorisées qui elles-mêmes sont en train de combattre avec sincérité la corruption dans une perspective de vraie justice et d'un lendemain meilleur.

Les masses populaires doivent rester fermes, avec la volonté de ne point céder, de résister à tous les projets de l'impérialisme et de démasquer ses desseins et ses conspirations contre les peuples qui le gênent.

Seuls les opportunistes et les naïfs peuvent être dupes des menées de la bourgeoisie cachée derrière cette jeunesse qu'hypocritement complimentait récemment le Core group. L'ironie suprême, c'est que leur dernier-né, *#AyitiNouVleA,* tout en se déclarant n'être pas un truc politique, n'en est pas moins truffé de vieux renards politiciens. Que les mystificateurs prennent garde !

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: ____________________

Prénom: ____________________

Adresse: ____________________

Ville: ____________________

Etat/Pays: ____________________

Zip Code/Code Postal: __________

Tél: ____________________

E-mail: ____________________

Modalités de paiement

Montant : $ __________

☐ **Chèque** ☐ **Mandat bancaire**

☐ **Carte de crédit**

Numéro : ____________________

Date d'expiration : _______ /______

Code de sécurité : ______________

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
☐ $100 pour un an
☐ $50 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

Où est caché Yves Léonard, président Jovenel Moise?



Yves Leonard et Jovenel Moise



Mr le président, la justice haïtienne est en train de chercher le propriétaire de votre résidence à Pèlerin 5, M. Yves Léonard

Par Thomas Peralte

Il y a plus d'un mois, monsieur le président, le Substitut- Commissaire du Gouvernement de la Croix-des-Bouquets, Me Guillaume Edler avait émis un mandat d'arrêt contre votre ami, le propriétaire de votre résidence à Pèlerin 5, M. Yves Léonard. Celui-ci dans la nuit du lundi 1er au mardi 2 octobre dernier, avait tabassé la mairesse de Tabarre, Nice Simon, pour une affaire relevant, sans doute, de la corruption. Depuis, le type est introuvable. Suite à cette agression, le commissaire du gouvernement près le Tribunal de Première Instance de la Croix-des-Bouquets Yvon Jean-Noël avait été mis en disponibilité pour complicité.

Où est donc passé votre ami Léonard ? En tant que chef de l'Etat, il vous revient, à vous définitivement, selon la Constitution, d'assurer la bonne marche des institutions. Voilà qu'un de vos proches copains est recherché par la justice, qu'on n'arrive pas à lui mettre le grappin dessus, et puis vous faites la sourde oreille, et puis vous discourez de corruption et de rien, et puis vous vaquez à vos petites combines, et puis vous ne dites mot, et puis vous ne faites rien, comme si vous étiez neutre. Et puis, et puis, livrez Léonard, diantre!

C'est manifestement le propre des gangs PHTK, vous avez agi comme l'avait fait votre prédécesseur Michel Martelly à l'endroit de son ami disparu Evans Daniel. Il n'a jamais fait allusion à son « fournisseur de poudre blanche », voire mentionné son nom, laissant l'impression que le mec lui était totalement inconnu. Quel rose courage !

Président Jovenel, vous êtes présumé d'être impliqué dans le dossier Petro Caribe, impliqué dans une affaire de blanchiment d'argent. Allez-vous nous dire que vous êtes également complice impliqué dans la fuite de Léonard après ses infractions commises contre la mairesse?

Nous exhortons le Substitut-Commissaire du Gouvernement de la Croix-des-Bouquets, Me Guillaume Edler à instamment vous demander où est caché votre ami Yves Léonard, et aussi à le livrer.

Un peu de courage, un peu de décence monsieur le président inculpé !

Vertières : les ouvriers manifesteront !

Par Isabelle L. Papillon

Une grande manifestation est annoncée pour le 18 novembre, jour du 215ème anniversaire de la bataille de Vertières, dans l'optique de continuer à exiger que la lumière soit faite sur les fonds de Petro Caribe, le départ de Jovenel Moise également pour d'autres et la fin de l'occupation du pays pour les progressistes anti-impérialistes.

En ce jour, les ouvriers de la sous-traitance particulièrement ont été motivés par leurs syndicats dans une conférence de presse le lundi 12 novembre à participer activement à cette mobilisation visant tout bonnement le régime en place.

Trois syndicats ont participé à cette conférence de presse. Il s'agit de la Centrale nationale des ouvriers haïtiens (CNOHA), le KOZPAM et le Respect des ouvriers haïtiens de la manufacture (ROHAM). Le coordonnateur général du CNOHA, le syndicaliste Dominique Saint Eloi appelle les travailleurs, paysans, petits commerçants et tous ceux qui évoluent dans des conditions socio-économiques précaires à prendre part activement à la grande mobilisation citoyenne prévue le 18 novembre prochain dans la capitale et des villes de provinces pour que justice soit faite au pays et au peuple haïtien dans le cadre du dossier de dilapidation des fonds Petrocaribe.

Saint Eloi accuse l'administration Moïse/Céant d'être complice des patrons qui refusent d'octroyer un salaire minimum décent aux ouvriers qui vont profiter de cette mobilisation pour continuer à demander que le salaire minimum soit de 1000 gourdes par jour au lieu des 420 gourdes de misère exprimant clairement une exploitation criminelle que les patrons prennent plaisir à imposer aux employés.

Le syndicaliste Pierre Jean Robert a pour sa part exprimé son ras le bol au sujet de ce gouvernement en indiquant clairement son dégoût du système d'exploitation capitaliste qui ne garantit aucun droit fondamental aux travailleurs haïtiens.

Le rendez-vous encore une fois est fixé pour le dimanche 18 novembre 2018. Tous unis contre les pétrovoleurs, contre Jovenel, contre l'impérialisme !



A gauche, le coordonnateur général du CNOHA, le syndicaliste Dominique Saint Eloi



Les ouvriers vont profiter de cette mobilisation pour continuer à demander que le salaire minimum soit de 1000 gourdes par jour



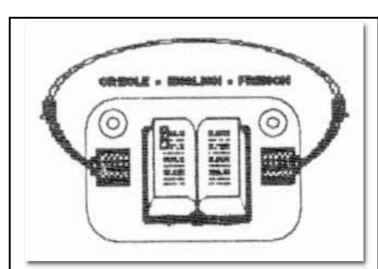


Laurent Lamothe et Bill Clinton oû est passé l'argent de Petrocaribe ?

Director: Florence Comeau
Interlink Translation Services
* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Resumé * Fax Send & Receive
* Much more.
English · French · Kreyòl · Spanish
Tel: 718-363-1585
899 Franklin Avenue, Brooklyn, NY 11225

GET YOUR TAX REFUND FAST
• Income Tax
• Insurance (car, life, home, business)
• Real Estate
• Financial Consulting
• Notary Public
• Translations (from French, Creole, Spanish to English)
• Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
• Faxing (sending and receiving). Copying.
• Electronic Filing
Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)
CHERY'S BROKERAGE

MULTIPLE Service Solutions
Fritz Cherubin
• Income Tax Preparation
• Immigration Services
• Translation of Documents (French, English, Spanish)
• Divorce
• Fax
1374 Flatbush Avenue
Brooklyn NY 11210
718-421-6787



LEARN A NEW LANGUAGE with RINCHER'S SYSTEM
Spanish • English • French • Kreyòl
Kits contain a BOOK and 2 or 3 CDs
Price range: only $25 - $35
Write, call, email, or visit:
Universal Book Store
(formerly Rincher's Book Store)
2716 Church Avenue, Brooklyn, NY 11226
718.282.4033
Email: rincherexpress@gmail.com

Menace de mort contre un Petrochallenger: la justice est alertée

Depuis trois mois, des voix s'élèvent au niveau de la société haïtienne, particulièrement au niveau de la jeunesse pour dénoncer un système de corruption qui s'installe au plus haut sommet de l'Etat. Lancé au départ par des hashtag sur l'internet, le mouvement petro Caribe dénommé petrochallenge n'aura pas mis trop de temps à sortir du virtuel pour passer au réel. Des banderoles dans les rues, des affiches flanquées par cette phrase devenue célèbre « kot kòb petro caribe a » (où est l'argent du fond petro caribe) et des manifestations qui rassemblent de plus en plus de gens acquis à la cause de la lutte contre la corruption en Haïti.



Frantzou Domerçant

L'on n'aurait pas cru que ce mouvement, qui apparemment embrasse une juste cause, aurait des conséquences sur la vie des citoyens qui s'en font les porte-paroles. C'est que nous a fait comprendre l'un des petrochallenger que nous avons rencontré et qui nous a livré ses inquiétudes depuis la grande manifestation du 17 octobre 2018. En effet, après cette grande manifestation, plus précisément en date du 23 Octobre 2018, le citoyen Frantzou Domerçant qui est l'un des fers de lance de ce mouvement est menacé. Il nous raconte que des hommes non identifiés à moto armés de 9 millimètres l'ont agressé physiquement et ont proféré des menaces de mort à son endroit en lui disant de prendre ses distances par rapport à ce mouvement sinon il risque d'y laisser sa peau. Prenant au sérieux leurs menaces, ces hommes de mains sont allés jusqu'à ouvrir le feu sur la barrière principale de Frantzou Domerçant comme pour lui rappeler qu'ils sont prêts à mettre leur menace à exécution au cas où il n'entendrait pas lâcher l'affaire. Depuis ce jour, ce citoyen qui est marié et a un enfant en bas âge, et qui est engagé dans la lutte sur le gaspillage des fonds pétro caribe vit à couvert et il est difficile pour lui de vaquer à ses activités quotidiennes au risque de se faire assassiner par ces bandits.

Pour M. Frantzou, cette situation est anormale. Il croit qu'il a le droit de se positionner par rapport à ce qui se passe dans son pays sans préjudice de sa vie et celle des ses proches. Il fait appel aux autorités policières et judiciaires à qui il a déjà porté plainte de faire ce que de droit pour garantir sa sécurité car sa vie est en danger. Ce petrochallenger croit qu'il doit être libre de participer à la chose publique de son pays. C'est anormal qu'au 18ème siècle un citoyen ne peut pas s'exprimer librement sur ce qui se passe dans son pays croit-il, la liberté d'expression est garantie par la constitution haïtienne et par la déclaration universelle des droits de l'Homme. De plus, au tournant de ce siècle, beaucoup de pays essaient d'éradiquer tant soit peu la corruption dans leur système car elle est une entrave au développement politique, économique et social, il croit que plus que jamais Haïti doit emboîter le pas et ce mouvement est le meilleur moyen pour y parvenir. Ce militant, quoique menacé, se dit prêt à continuer la lutte d'où qu'il puisse être car la génération future doit pouvoir espérer une vie meilleure. Il en appelle aussi aux organismes de défense des Droits Humains leur demandant de lui venir en aide car il croit que ces hommes qui ont proféré ces menaces sont continuellement à ses trousses.

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions du ministère public le Tribunal au vœu de la loi maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre la défenderesse en la personne de Elismène ANTOINE pour faute de comparaitre; pour le profit accueille l'action du demandeur, le sieur Jean Claude NORZELIN aux torts exclusifs de l'épouse vu que cette demande est juste et fondée; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux; ordonne à l'officier de l'Etat civil compétent de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement ; dit qu'un extrait sera publié dans l'une des colonnes d'un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts s'il y échet; commet le sieur Belance FORTUNE huissier de notre tribunal pour la signification du présent jugement ; compense les dépens en raison de la qualité des parties ; fait injonction à tout détenteur des registres où se trouve inscrire le dit acte de ne délivrer copie ou extrait sans faire mention de divorce.
Rendu de nous Me Jean MAINVIEL, juge du siège du tribunal civil d'Aquin, en audience publique civile de ce jour 25 juillet deux mille dix-huit en présence de Me Vanna MANE, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort, assisté du sieur Paulin CIVIL, greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Doyen et du Greffier
Collationnée pour Copie Conforme à la minute

Your First Step
Toward a Secure Future
WRITTEN TEST TO BE HELD FEBRUARY 2 • FILING DEADLINE DECEMBER 12
Correction Officer Trainee
- $40,590 hiring rate
- $42,695 after 6 months
- $48,889 after 1 year
- PAID time off
- GREAT benefits
- Retire after 25 years AT ANY AGE
Apply on-line today or download exam information and applications at: www.cs.ny.gov/exams
Additional information about the position of correction officer is available on our website at www.doccs.ny.gov


Corrections and Community Supervision
ANDREW M. CUOMO, GOVERNOR • ANTHONY J. ANNUCCI, ACTING COMMISSIONER
An Equal Opportunity Employer

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi statue en ses attributions civiles, jugeant à charge d'appel, accueille l'action en expulsion des lieux intentés par le sieur Fritz Volel représenté par le sieur Jude Desrosiers pour être régulière en la forme. En se déclarant compétent, maintient le défaut octroyé à l'audience du treize (13) juin deux mille dix-huit (2018) contre les sieurs et dames Jean Robert Antoine, Yolène Devier, Jackson Barthélémy, Saintil Manicia, Cénéas Marie Mondy, Divinité Lotto, Jean Jean Lotto (Borlette) et Jules Dieurecy pour faute de comparaitre ; et quant au fond, ordonne l'expulsion des lieux des cités ; accorde l'exécution provisoire sans caution du jugement ; les condamne en outre au frais et dépens de la procédure ; commet l'huissier Monétoile Deluscar dudit Tribunal pour la signification du présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Marie Carole Robert BASTIEN, juge en audience publique en ses attributions civiles, ce mercredi treize (13) juin deux mille dix-huit (2018), An 215ème de l'Indépendance avec l'assistance du greffier Luckson Dupas.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier suscités.
Pour ordre de publication
Port-au-Prince, le 5 novembre 2018
Me Chenet Sanon, Avocat

AVIS JUDICIAIRE

Après délibération, sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut contre les assignés pour faute de comparaitre ; pour le profit accueille l'action de la requérante pour être juste et fondée ; ordonne le partage de la succession de feu Charles-Cina Fortuné entre la requérante et les assignés ; lesquelles propriétés situées à Morisseau, Troisième section communale d'Aquin, commet l'arpenteur Rigaud Fleurantin de cette juridiction comme expert, lequel prêtera serment par-devant qui de droit avant de visiter les lieux et les immeubles pour dire s'ils sont partageables en nature, sinon de procéder au lotissement le plus avantageux dans l'intérêt des cohéritiers ; commet en outre le notaire Hugues Danger de la résidence d'Aquin pour les opérations de compte, de liquidation et de partage ; commet l'huissier Ducerlus Nathan pour la signification du présent jugement ; condamne enfin, la succession aux frais et dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Watson BROWN, juge en présence de Me Joassaint Aldrain, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort en audience publique et civile du mercredi vingt cinq(25) juillet deux mille dix-huit (2018), An 215ème de l'Indépendance, avec l'assistance du sieur Paulin CIVIL, greffier.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.
Avec deux mots rayés nuls

AMBIANCE EXPRESS
• Restaurant
• Fritaille
• Patés
1433 Flatbush Avenue
(just off Farragut Road)
Brooklyn, NY
New Location Now Open!
General Manager: Marie S
718.434.4287

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après avoir délibéré conformément à la loi et sur les conclusions du Ministère public, accueille l'action en divorce intentée par la dame Marie Hirida REJOUIT pour être régulière en la forme, se déclarant compétent; maintient le défaut accordé à l'audience du dix-neuf janvier deux mille dix-huit contre le sieur SAINT FELIX Peterson pour défaut de comparaitre; et quant au fond admet et prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre le sieur SAINT FELIX Peterson et la dame Marie Hirida REJOUIT pour injures graves et publiques; ordonne qu'un extrait du dispositif dudit jugement soit, à la diligence de la requérante, transcrit sur les registres à ce destinés de l'officier de l'Etat Civil de la section Sud de Port-au-Prince après que toutes les formalités légales auront été remplies; compense les dépens en raison de la qualité des parties; commet l'huissier Fritz THIMOTHE pour la signification du présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Widner THEANO, juge en audience publique et civile en ses attributions de divorce, ce vendredi vingt cinq(25) février deux mille dix-huit (2018), en présence de Me Michèle CHRISTOPHE, faisant office du Ministère Public, avec l'assistance de Joseph Jean Josué, notre greffier.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier.
Me Daniel Jean Julien, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après avoir délibéré conformément à la loi et sur les conclusions du Ministère public, accueille l'action en divorce intentée par la dame Charles André DANIEL née Marie Nuncia LADOUCEUR pour être régulière en la forme, se déclarant compétent, maintient le défaut accordé à l'audience du vendredi treize (13) avril deux mille dix-huit contre le sieur Charles André DANIEL pour défaut de comparaitre; et quant au fond admet et prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre la dame Charles André DANIEL FLEUR née Marie Nuncia LADOUCEUR et le sieur Charles André DANIEL pour injures graves et publiques; ordonne qu'un extrait du dispositif dudit jugement soit, à la diligence de la requérante, transcrit sur les registres à ce destinés de l'officier de l'Etat Civil de la section Sud de Port-au-Prince après que toutes les formalités légales auront été remplies; compense les dépens en raison de la qualité des parties; commet enfin l'huissier Josué CADET pour la signification du présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Widner THEANO, juge en audience publique et civile en ses attributions de divorce, ce vendredi vingt cinq(25) mai deux mille dix-huit (2018), en présence de Me Quebex JEAN, faisant office du Ministère Public, avec l'assistance de Joseph Jean JOSUE, notre greffier.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier.
Me Daniel Jean Julien, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du ministère public, accueille l'action du demandeur, le sieur Benito PIERRE, en la forme , pour être juste et fondée; maintient le défaut sollicité contre la partie défenderesse à l'audience publique et civile ordinaire du vendredi vingt-sept (27) avril deux mille dix-huit (2018); admet en conséquence le divorce des époux Benito PIERRE d'avec son épouse Lovsky BAPTISTE pour injures graves et publiques , faits prévus aux dispositions de l'article 217 du Code Civil Haïtien; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux, ce, aux torts exclusifs de l'épouse; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement; commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement.
Rendu de nous, Gerty Léon ALEXIS, juge en audience civile, ordinaire et publique du vendredi treize (13) juillet deux mille dix-huit (2018), en présence de Me Aménaïde Pascale RAYMOND, Ministère Public et le Sieur Jean Serge DUVERT greffier du siège.
Pour le cabinet : Me Wilgard MILLIEN, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions du ministère public accueille l'action de la requérante pour être juste et fondée ; maintient le défaut sollicité contre la partie défenderesse à l'audience publique et civile ordonaire du jeudi trente (30) Novembre deux mille dix-sept (2017); admet le divorce de la dame Moise JULMIS femme née Naomie DESRUIS-SEAUX d'avec son époux Moise JULMIS, pour injures graves et publiques ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'Etat civil de la section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement ; commet l'huissier Johnny JEAN de ce tribunal pour la signification du présent jugement.
Rendu de nous, Me Marleine Bernard DELVA, juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi trente(30 novembre deux mille dix-sept (2017) en présence de Me Néhémie JEAN BAPTISTE, Ministère Publique et le sieur Mozart TASSY, Greffier du siège.
Pour le cabinet : Me Wilgard MILLIEN, Avocat

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du ministère public, maintient le défaut déjà octroyé à l'audience du onze mars deux mille quatorze pour le profit, ordonne le partage de la succession de feu Jean Baptiste Coulanges, entre ses héritiers; laquelle propriété située à Lozandier quatrième section communale d'Aquin, bornée au nord par le chemin vicinal de Côte de fer et au sud par la mer des Antilles; dit que nul n'est tenu de demeurer dans l'indivision, que la succession du de cujus doit être partagé dans l'intérêt de ses héritiers; condamne la succession aux frais et dépens, dit l'exécution provisoire sans caution de la décision n'est pas accordée et commet l'huissier Fritz Bernard immatriculé au greffe du tribunal civil d'Aquin pour la signification de cette décision.
Ainsi jugé et prononcé par nous Bonel Amédé, juge en présence de Me Numa Frasile, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, assisté de Me Géraldine Lalanne, greffière en audience ordinaire civile et publique de ce jour deux juillet deux mille quatorze, An 211ème de l'indépendance.
Il ordonné à tous huissiers sur requis etc....
Me Flonel SAINT GEORGES, av

AVIS DE DIVORCE

Il est important de porter à la connaissance du monde des affaires, des ressortissants étrangers et du public en général que le Tribunal Civil de Saint Marc a rendu en audience ordinaire et en ses attributions civiles de divorce, le 10 mai 2016, un jugement ADMETTANT le divorce de la dame Marckyse CADET d'avec son époux Hébert JOACHIM pour injures graves et publiques aux torts de l'époux, PRONONCANT du même coup la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux.
Jamessy GASPARD

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré conformément à la loi et au nom de la République se déclare compétent pour entendre l'affaire en validation de congé de location ; octroie le défaut requis contre le cité Ilfrid Veillard pour sa non-comparution à ladite audience ; en conséquence, ordonne le délai de trois (3) ans au cité pour délaisser les lieux, à charge par lui de payer régulièrement les redevances locatives, sous peine de perdre les bénéfices dudit délai ; dit que le cité sera expulsé sous un simple commandement de payer demeuré infructueux ; dit que le délai commence à courir à partir de la signification du jugement ; commet l'huissier Hermane Joseph pour la signification de la présente décision.
Il est ordonné
En foi de quoi
Me Johnson NAZAIRE, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du ministère public, accueille l'action de la demanderesse, la dame née Malaïka Delly MESIDOR, en la forme , pour être juste et fondée; maintient le défaut sollicité contre la partie défenderesse à l'audience publique et civile ordinaire du jeudi treize (13) juillet deux mille dix-huit (2018); admet le divorce de la dame Malaïka Delly MESIDOR, contre le sieur Thérius GELIN pour injures graves et publiques , faits prévus aux dispositions de l'article 217 du Code Civil Haïtien; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux, ce, aux torts exclusifs de l'époux; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Section Nord de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement; commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement.
Rendu de nous, Gerty Léon ALEXIS, juge en audience civile, ordinaire et publique du vendredi treize juillet deux mille dix-huit, en présence de Me Aménaïde Pascale RAYMOND, Ministère Public et le Sieur Jean Serge DUVERT greffier du siège.
Pour le cabinet : Me Wilgard MILLIEN, Av

Le Core group: un cor douloureux aux pieds de la nation

Par Fanfan la Tulipe

"Le monde est dangereux à vivre ! Non pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire".

Albert Einstein

Personne ne peut tolérer un cor aux pieds, d'autant que c'est vachement gênant quand ce n'est pas fichument douloureux. Un cor (ou durillon, ou œil-de-perdrix) est un épaississement de la couche superficielle de la peau, l'épiderme. La différence entre le cor, l'œil-de-perdrix et le durillon tient principalement à leur localisation. Le durillon se forme au niveau de la voûte plantaire, alors que le cor apparaît plutôt sur l'articulation de l'orteil, et l'œil-de-perdrix entre les orteils. Rarement, le durillon peut également se former au niveau des doigts ou de la paume de la main

La formation d'un cor est la conséquence de microtraumatismes dus à un frottement répété par exemple. La peau active la fabrication de kératine et s'épaissit pour protéger les tissus avoisinants. Déformation des orteils et port de chaussures inadaptées, mal ajustées, étroites, raides, trop serrées, ou trop hautes sont les principales causes de formation de cors. Affection bénigne, le cor au pied peut néanmoins nuire à la marche, peut devenir douloureuse, ou même s›infecter.

Ce texte n'étant pas un exercice médical, le toubib s'esquive tout de suite tout en soulignant qu'en dehors des "recettes de grand-mère", les crèmes anti-callosités à base d'acide salicylique, la pierre ponce humidifée ou une lime, pour ne citer que celles-là, restent les modalités thérapeutiques classiques. Exceptionnellement, en cas de cors sévères aux pieds, on recourt à la chirurgie qui consiste simplement à ôter le cor au bistouri. Pour les besoins de cette rubrique, nous y reviendrons.



Le Core group: un cor douloureux aux pieds de la nation, un durillon entretenu par la corruption d'un président (centre, 1ère rangée) incompétent, inadapté, mal ajusté, inculpé de surcroît



Helen Meagher La Lime, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres et Chef de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH) rencontre le président Jovenel Moïse au Palais national

Alors, vous qui avez suivi mon œil, mon clavier et mon incursion dans le jargon *toubibique*, vous avez sans doute pressenti où je voulais en venir: le *durilloneux* Core group est une anomalie politico-diplomatique qu'on caractériserait fort aisément de **cor aux pieds de l'avancement démocratique et du développement économique harmonieux et continu d'Haïti,** puisque depuis quatorze ans et *kèk* ce ramassis de sinécuristes grassement payés par l'argent des contribuables, ces bons à rien spécialisés dans l'ingérentiel, l'immixtionnel, l'interventionnel, l'intrusionnel, le *komokyèl*, le *chanpwèl*, ne cessent de nous empêcher de marcher, politiquement parlant, d'avancer, et portent atteinte à la souveraineté nationale.

Et puis, c'est quoi le Core Group ? C'est quoi ce machin qui s'est auto-proclamé instance obligée, avant-centre, arrière central, arbitre et juge de touche à la fois, afin soi-disant de "promouvoir le dialogue avec les autorités haïtiennes (sic) et de contribuer à une action efficace de la communauté internationale en Haïti" (resic). Quelle mouche a donc piqué cette engeance malveillante aux grandes dents jusqu'à vouloir s'imposer envers et contre nous parce que détentrice de la force absolue?

Comme disent les Américains: *what the heck*! Et puis flûte! Pourquoi faut-il que le dialogue soit **seulement avec les *zotorités constipées***? Par quelle opération luciférienne ce Core group est-il tombé sur terre de l'enfer des bandits internationaux? Comment ont-ils pu avoir le culot de s'inviter à la table de la souveraineté nationale? *What the hell*! Que diable veulent-ils depuis toutes ces années qu'ils sont un cor aux pieds de l'avancement du peuple haïtien?

États-Unis, Canada, Union européenne, OEA, Allemagne, António Guterres, Michel Temer, Jair Bolsonaro, je vous interpelle pour vous dire: *afè pa nou pi sal*. Alors, qui vous rend si hardis de venir troubler depuis plus de quatorze ans la source d'eau démocratique à laquelle le peuple haïtien veut se désaltérer? Vous dites promouvoir la démocratie ou vouloir la promouvoir, est-ce la bonne façon de faire en nous forçant dans la gorge d'abord un voyou-*bandi-legal*, misogyne ordurier, petro-complice, puis un inculpé avide de nous faire avaler des bananes pourries jusqu'à nous étouffer, lui aussi un *pétroneux*, un *caribéen*, un *pyetab boujwa yo*, et en plus un *caravanier* démagogue et *gwògmagòg*?

Dans le cadre de ce cor aux pieds dont il est question ici, il est impératif de souligner que le Core group fait partie d'une très grande famille tentaculaire, économico-politico-sécuritaire, au sein de laquelle nous retrouvons l'OEA, l'UE, le FMI, la Banque mondiale, la CIA, le MOSSAD, le M-16 britannique, la Bundesnachrichtendienstes allemande, la direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE) française, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) pour ne citer que ces pieuvres-là. Autant de cors aux pieds des pays du Sud pour retarder sinon bloquer leur développement rationnel dans une perspective de "bien vivre" et de partage équitable des biens collectifs.

Revenons au Core group-Haïti. Depuis 2004, cette engeance malveillante, méchante, médisante, haineuse, fielleuse, dénigreuse, venimeuse n'a cessé de *fourrer sa bouche*, je veux dire, de se mêler des affaires du pays, soit mielleusement, soit presque insolemment. Il n'est question que de démocratie, de promotion du dialogue, de dialogue inclusif (sic), de stabilité des institutions, de soutien à la stabilité et au développement durable du pays (resic), que sais-je encore.

En avril 2011, l'OEA-Core group saluait la bonne tenue des *hillarytes*, sinon hilarantes élections *chanpwèl* qui amenaient l'énergumène Martelly au pouvoir. José Miguel Insulza avançait sans sourciller que les opérations électorales s'étaient déroulées "dans le cadre des lois électorales et de la Constitution" (sic), un fait qui «va contribuer à renforcer l'Etat de droit et la démocratie représentative en Haïti» (resic). Martelly aurait remporté l'élection présidentielle avec 67,57% des suffrages exprimés. Le Core group salua l'avènement du sans vergogne Martelly: "gage d'un nouveau départ vers le développement durable du pays" (sic).

En mars 2014, Mme Sandra Honoré, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Haïti et les membres de la Communauté Internationale en Haïti représentés au sein du « Core Group » (les ambassadeurs du Brésil, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de l'Union Européenne, le Chargé d'Affaires a.i. du Canada et le Représentant spécial de l'Organisation des États Américains (OEA) saluaient la signature de l'accord « EL Rancho» aidé de la médiation complice de la Conférence Episcopale d'Haïti (CEH), présidée par le rusé Cardinal Chibly Langlois, en fait une arnaque politique, une escroquerie à nulle autre pareille.

Mme Honoré disait que "les représentants de la communauté internationale en Haïti, estiment que cet accord constitue un premier pas vers un consensus national (sic) œuvrant au renforcement des institutions démocratiques et de la bonne gouvernance (resic) et encouragent l'ensemble des acteurs politiques haïtiens à franchir les étapes nécessaires devant mener à la tenue, en 2014, d'élections libres, équitables et inclusives". On sait ce qui arriva: cette ruse cardinalo-sweetmickiste échoua piteusement. Éventuellement, l'élection *tètbòbèch* de Jocelerme Pivert par l'Assemblée nationale fut saluée par le Core group, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations-Unies en Haïti, Sandra Honoré, dans un communiqué daté du 15 février 2016. Ils en profitèrent pour renouveler leur invitation « à tous les acteurs concernés à œuvrer ensemble pour la bonne réalisation de tous les points » de l'accord paraphé par l'Exécutif et le Parlement le 5 février 2016.

On peut signaler que les résultats du premier tour de la présidentielle tenue le 25 octobre 2015 avaient été largement contestés par l'opposition qui condamnait un « coup d'État électoral » au profit de l'ancien président Michel Martelly. Le 6 novembre 2015, le «Core Group», flamberge interventionniste au vent "prend note de la publication des résultats préliminaires des élections du 25 octobre et lance un appel à tous de continuer à participer de façon responsable [...] Le «Core Group» réitère son appel à tous les acteurs à continuer de participer au processus électoral avec responsabilité, respect et retenue, dans l'attente des résultats définitifs du premier tour des élections présidentielles ainsi que les résultats préliminaires des élections législatives et municipales. Un ordre déguisé?

Alors que le président Privert nommait cinq membres d'une "Commission de vérification" des élections du 25 octobre, une brochette de diplomates du Core Group, irrités, apeurés par la matérialisation imminente de cette instance de vérification se portaient vers le Sénat de la République pour rencontrer des sénateurs et leur vendre la nécessité de la poursuite la plus simple possible du processus électoral de 2015, en fait leur imposer un tel choix. De quel droit?

De fil en aiguille, on en vint aux élections qui devaient amener la "victoire" du poulain de la bourgeoisie, Jovenel Moïse, le paysan qui grimpa jusqu'à mériter de la confiance des *ti lolit*. À cette occasion, le 4 janvier 2016, le Core Group» félicitait le nouveau président "élu", Jovenel Moïse, du *Parti haïtien tèt kale* (Phtk), suite aux résultats définitifs de la présidentielle du 20 novembre 2016. Il encourageait tous les acteurs à «respecter ces résultats définitifs et à travailler de manière constructive à l'achèvement pacifique du cycle électoral, conformément aux dispositions du décret électoral et du calendrier établi». Malheur aux trublions de l'opposition qui oseraient contester l'exemplaire honn**êteté et sérieux du président du CEP, Léopold Berlanger, le cheval de Troie au service des Boulos, Apaid et Washington! Malheur! Car ils seront foudroyés**.

La dernière performance du Core group montrant son ingérence partisane dans nos affaires est évidente dans deux de ses derniers communiqués. Le premier en date du 9 juillet exprimait " sa préoccupation suite aux manifestations marquées d'actes de violence et de pillage, qui ont largement paralysé le pays durant ce week-end, avec des effets négatifs sur l'économie". De l'exaspération, de la frustration amère, de la misère extême, de la faim *klowòx* tenaillant le ventre des "violents pillageurs", de l'arrogante richesse des nantis: pas un seul mot.

Celui du 2 novembre dépasse les bornes. D'abord les membres du club diplomatico-maffieux "rappellent la légitimité démocratique du gouvernement d'Haïti et des institutions élues et que, dans une démocratie, **le changement doit se faire en passant par les urnes et non par la violence**». Ah bon! Un peu comme les choses s›étaient passées en 2003-2004 lorsque des agents des "Special Forces" états-uniennes s›étaient amenés avec leurs urnes kidnappantes et déportaient un président légitimement élu vers une destination inconnue du kidnappé et de son épouse. C›était à la suite d›intenses propagandes médiatiques et de déstabilisation par une intense mobilisation dite *grennnan-bounda*.

Oui, le Core group, la communauté internationale, la CIA surtout savent comment déstabiliser des pouvoirs légitimes. Permettez quelques exemples (non exhaustifs):

1950. Élu à la tête du Guatemala en 1950, Jacobo Arbenz tente de libérer le pays de la tutelle des entreprises états-uniennes, en particulier la United Fruit Company. Celle-ci détient le monopole de la banane, une importante ressource économique du pays. En 1952, Arbenz entreprend une réforme agraire basée sur l'expropriation des grands domaines mal exploités. Il favorise la redistribution des terres aux paysans pauvres.

Une centaine d'agents de la CIA sont chargés de l'armement du colonel Carlos Castillo Armas et de l'entraînement de ses quelque centaines de "rebelles" (Bonjour, Guy Philippe!). L'engeance, ou plutôt états-unienne organise aussi le boycottage du café et de la vente d'armes au Guatemala. Elle met sur pied une vaste opération de propagande véhiculant dans les médias l'image d'une révolution communiste en marche au Guatemala, ce qui contribue au succès de son opération.

Un mois avant le coup d'État de juin 1954, elle distribue des tracts et annonce l'invasion de Castillo Armas dans une radio clandestine. L'opération militaire de renversement commence le 15 juin. Démoralisée, l'armée guatémaltèque croit que les bombardiers qui survolent la capitale sont le prélude à une invasion américaine. Quelques jours plus tard, le président Arbenz abdique et Armas prend le pouvoir.

1951, le farouche nationaliste Mohamad Mossadegh nationalise le pétrole iranien aux mains de la Anglo Iranian Oil Company (AIOC). Les Majlis (le parlement) votent la *Oil Nationalization Act* qui ordonne la fermeture des consulats britanniques et chasse le personnel des raffineries détenues par la AIOC.

C'est la guerre. La CIA exécute alors l'opération *Ajax* pour le compte de l'AIOC et du shah en exil: déclenchement d'un faux mouvement révolutionnaire par le Tudeh, le parti communiste iranien infiltré par des agents états-uniens, saccage du grand bazar, simulation d'attentats et attentats réels, intimidations, manifestations factices, incendie d'une grande bibliothèque à Téhéran mise sur le compte des communistes, Mossadegh décrit par la presse comme un "agent communiste" de Moscou, parlementaires majlis achetés par la CIA, "révolution populaire", bref, une opération *grenn nan bounda*

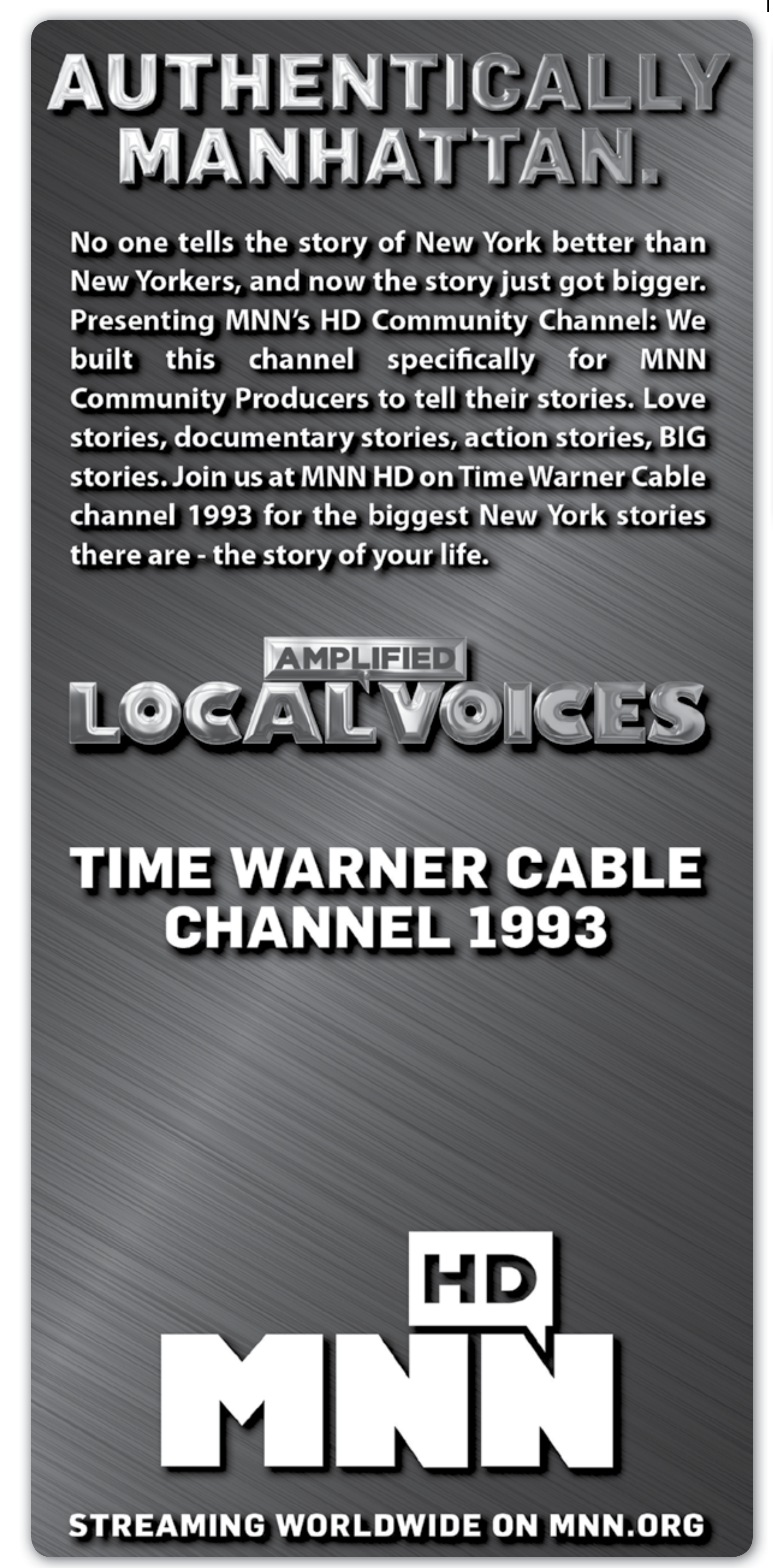
suite à la page(18)

JETCO Shipping
• Boxes, Barrels, Containers
• Cheapest Rates & Best Service
• Door to Door Service to All 10 Haitian Departments
• Shipping within 6 Weeks
Etienne Victorin
963 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
Office: 718.856.2500
Cell: 347.998.7112

Inite lit kont lakoripsyon (ULCC) atake ansyen minis Roosevelt Bellevue !


Ansyen Minis Roosevelt Bellevue

Gouvènman Moise/Céant ap eseye fè yon ti jefò nan dosye koripsyon an pou montre bònfwa yo. Se woulo konpresè pèp la yo pè ki fòse yo ap pran men yo. Se konsa Inite lit kont lakoripsyon (ULCC) mande karebare komisè Gouvènman Pòtoprens la Mèt Me Clamé-Ocman Daméus pou l mete aksyon piblik anmouvman kont ansyen minis afè sosyal ak travay la Roosevelt Bellevue au tout chèf kabinè li a san bliye administratè li a ak 7 lòt moun ankò.



Selebrasyon 53 lane ONA


Batiman Ofis Nasyonal Asirans granmoun sou Delma a


Direktè jeneral ONA a Chesnel Pierre

Jedi 8 novanm ki sot pase a, Ofis Nasyonal Asirans granmoun (Ona) te selebre 53zyèm anivèsè li nan lokal li ki nan Delma 17. Kote pè Roland Victor te chante yon mès aksyondegras pou sandout kontinye beni bwat sa a pou l kapab toujou pran lajan travayè yo pou l bay gwo potanta yo.

Plizyè pèsonalite politik ak ofisyèl te prezan, Direktè jeneral ONA a limenm Chesnel Pierre te fè yon bilan kote li fè konnen Enstitisyon an anbònsante men sa pa vle di malere ak malerez k ap kontribye yo jwenn yon peni nan men ONA. Direktè a deklare tout mezi li pral pran, ajisteman li pral fè ak sa li reyalize men sa anpil moun nan popilasyon an t ap tann li pa janm di yo. Eske lis moun, sitou ofisyèl nan Leta a ki te prete lajan pou plis pase 50 lane rive renmèt lajan an. Malere ki kontribye yo pa kab jwenn lajan prete. Se gwo zotobre yo ki jwenn lajan epi yo pa menm peye dèt yo.

Ki sa menm yo t ap selebre nan ONA a, eske se 53 lane depi y ap piye lajan travayè yo pou prete granmèg nan peyi a ? Ona pa janm sèvi malere yo ki toujou ap fè lanavèt devan ofis sa a. Menmlè lajan ONA a se lajan travayè yo, men yo pa janm prete yo anyen.

Manifestasyon pou mande jistis pou Kapi Minthor





Famasyen Kapi Minthor

Depi madi 30 oktob 2018 la, moun pa janm sispann mande ki mò ki touye administratè direksyon depatmantal ministè Sante Piblik ak Popilasyon Depatman Nòdès la, famasyen Kapi Minthor, yo te jwenn kadav li nan lokalite « Ti Koulin » tou prè Karakòl.

Se yon zak kriminèl se pa banditis paske yo pa vòlè machin li. Se poutètsa, jou ki te dimanch 11 novanm lan, anpil zanmi ak fanmi Kapi te pran lari pou mande : Jistis pou li !

Moun yo te mache nan diferan lari Kayès yon katye nan Twoudinò. Manifestasyon an te tounen mal paske kèk kay nan zòn lan te boule. Se reyaksyon patizan viktim lan te fè paske yo panse kriminèl la rete nan lokalite a.

Kolektif 07Jiyè 2018. Renouvo Demokratik pou sipòte lit Pèp Ayisyen an!!!

Kominote a an jeneral: Laprès ak Medya: Zanmi/kanmarad yo:

KOLEKTIF 07JIYÈ2018 POU SIPOTE LIT PÈP AYISYEN AN! wè zwazo mechan yo vle kwense pèp la, you fwa ankò, lan nouvo dinamik politik popilè pèp la kreye lan soulèvman 6, 7 Jiyè 2018 la. KOLEKTIF la aplodi konsyans sosyal ki pouse pèp la rete konsistan pou li fè mobilizasyon nasyonal mèkredi 17 Oktòb 2018 la ki kreye panik lan mitan moun ki gen gouvènay peyi a lan men yo. KOLEKTIF la konsyan pwogresis lan Nouyòk paka rete endiferan ak sa mas popilè ap fè pou chanje kondisyon klas li, chanje kondisyon lavi li.
KOLEKTIF la lan nòt sa a ap pote kontribisyon li pou fè lit la vanse, lan yon konferans ak laprès dimanch 18 Novanm 2018 la @ 5 :00 pm lan lokal LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL, 836 Rogers Avenue, Bwoulin, NY.
KOLEKTIF la ap envite kominote ayisyen an, ayisyen/ayisyèn konsyan e konsekan, tout fòs pwogresis lan Nouyòk vin kontribiye e patisipe lan asiste pèp ayisyen an defann dwa ayisyen li pou l viv kòm sa dwa lan peyi li...
Konferans laprès Dimanch 18 Novanm 2018 lan koresponn ak planifikasyon pèp la lan komemorasyon dènye batay VÈTYÈ pou lendepandans peyi a, men sitou pou rapousuiv mobilizasyon li deklanche 7 Jiyè 2018 la...

Siyatè : KOLEKTIF 07JIYÈ2018 RENOUVO DEMOKRATIK KAKOLA AYISYEN KONSÈNE AYITI LIBETÉ

N.B-Tanpri fè atansyon: Sweet Miki lan pretansyon l pou l derespekte patriyòt ayisyen lan imigrasyon an, pretann pèfòme mèkredi 21 Novanm 2018 lan SOBS, 204 Varik Street lan Manhattan (212-243-4940), lan mezi si nou pa pwoteste, si nou pa denonse li...
KOLEKTIF 07Jiyè2018...

Le Bureau des Avocats Internationaux fustige le communiqué néocolonial du CORE GROUP

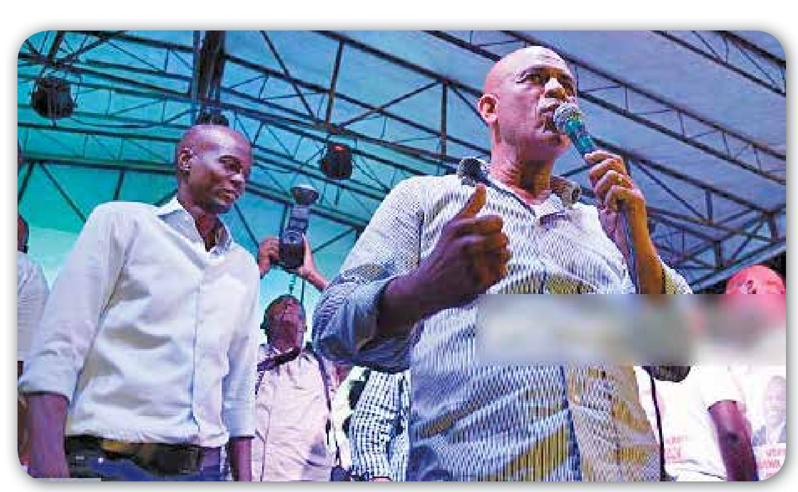
Le Bureau des Avocats Internationaux (BAI), dans sa mission première de défendre les droits des plus démunis, les droits inaliénables, imprescriptibles et inhérents à la personne humaine, en particulier ceux des victimes du choléra importé par la MINUSTAH, des femmes victimes de viol, d'agression sexuelles et autres abus de droit, **dénonce avec la dernière rigueur le communiqué néocolonial, honteux et raciste du CORE GROUP,** relatif à l'engagement du peuple Haïtien dans la lutte pour la réalisation du procès petro-caribe, impliquant particulièrement des anciens et actuels hauts fonctionnaires d'Etat corrompus qui ont dilapidé les 3.8 milliards de dollars américains, devant contribuer au développement d'Haïti.

En effet, dans un communiqué de presse publié le 2 novembre 2018 (1), les membres du CORE GROUP ont salué l'engagement du peuple haïtien exprimé notamment dans la mobilisation du 17 octobre pour que lumière soit faite sur la gestion des « fonds publics », tout en s'arrogeant le droit de donner la leçon suivante au peuple haïtien: « Les membres du groupe rappellent la légitimité démocratique du gouvernement d'Haïti et des institutions élues et que, dans une démocratie, le changement doit se faire en passant par les urnes et non par la violence ».

Le BAI constate que ce communiqué apparait dans un contexte où monsieur Jovenel Moise fait face à plusieurs mobilisations de grandes envergures depuis son accession irrégulière à la présidence d'Haïti, signe d'un rejet national lié à une crise de légitimité chronique dont il souffre : d'abord les mouvements de protestation nationale contre le budget criminel 2017-2018, puis les émeutes des 6,7 et 8 juillet suite à l'augmentation du prix de l'essence à la pompe et surtout, la mobilisation nationale du 17 octobre et l'annonce des trois nouvelles journées de mobilisations nationales (18, 19 et 20 novembre).

Le BAI voit alors en ce communiqué néocolonial cancéreux, masqué par une rhétorique démocratique démagogique, pour voler au secours du pouvoir illégitime et anti-démocratique de Jovenel MOISE, un rappel de l'histoire récente d'Haïti caractérisée par le double jeu cynique de cette communauté internationale qui compromet l'avenir du peuple Haïtien. Car, à chaque fois que l'on invite le peuple haïtien en ses comices, cette communauté internationale qui prétend défendre les valeurs démocratiques et institutionnelles, répond toujours présent pour mépriser le vote populaire au profit des consensus politiques afin d'imposer un président mal élu. Et à chaque fois qu'il y a un président démocratiquement élu, cette communauté internationale le renverse au profit des consensus politiques afin d'imposer un président de facto.

Ainsi, ce communiqué néocolonial du CORE GROUP révèle encore une fois l'irresponsabilité, voire le caractère génocidaire de l'ingérence des puissances impérialistes comme les Etats-Unis, le Canada, la France, les Nations-Unies entre autres, qui veulent condamner Haïti à répéter les mêmes erreurs pour enfoncer davantage le peuple haïtien dans la misère. C'est un témoignage authentique du mépris de cette communauté internationale envers les efforts du peuple haïtien pour combattre la corruption, l'impunité et pour construire une société réellement démocratique, socialement juste et équitable.



Les soi-disant pays amis ou organisations internationales regroupés au sein du CORE GROUP ont fabriqué ce régime tèt kale (versions 1 et 2)

A cet effet, le BAI honore la participation massive du peuple haïtien dans la mobilisation nationale du 17 octobre pour exiger que lumière soit faite sur ce vaste scandale de corruption, en dépit des actes d'intimidation perpétrés contre des militants la veille de la journée du 17 octobre et d'une campagne de peur orchestrée par le pouvoir, faisant croire qu'il allait y avoir une explosion de violence.

Cependant, le BAI appelle à la vigilance citoyenne car ces ennemis historiques du peuple haïtien, en l'occurrence les soi-disant pays amis ou organisations internationales regroupés au sein du CORE GROUP qui ont fabriqué ce régime tèt kale (versions 1 et 2), en guise d'une poursuite judiciaire donnant lieu à un procès équitable, proposent des élections au peuple haïtien en lutte et assoiffé de justice, revendiquant une conférence nationale souveraine pour aborder les grandes questions nationales.

Le BAI rappelle au CORE GROUP que le peuple haïtien est assez intelligent pour comprendre sa politique de deux poids deux mesures envers son pays. Alors que le CORE GROUP garde son silence sur les grandes questions nationales concernant les intérêts supérieurs du peuple haïtien, par exemple : pourquoi le CORE GROUP ne se préoccupe-t-il pas de la consultation et du dédommagement revendiqués par les victimes du choléra, vu que les Nations-Unies qui ont introduit le choléra en Haïti et les grands pays donateurs des Nations-Unies, sont tous des membres de cette communauté internationale? Cette épidémie introduite par les Nations-Unies en Haïti, est-elle une arme épidémiologique de destruction massive destinée à exterminer les pauvres avec la complicité du CORE GROUP ? Pourquoi le CORE GROUP ne s'intéresse-t-il pas à l'indue dette, évaluée de nos jours à plus de 21 milliards de dollars, que la France doit restituer à Haïti ? Pourquoi le CORE GROUP ne s'intéresse-t-il pas à la réserve d'or de la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) emportée par les marines américaines le 17 décembre 1914 ? Pourquoi le CORE GROUP n'exige-t-il pas aux Nations-Unies, qui est son membre, de prendre en charge la responsabilité des enfants abandonnés nés des casques bleus ?

Pourquoi le CORE GROUP n'a-t-il pas supporté la note du 25 février 2018 où Madame Susan D. Page, la représentante spéciale et chef de la MINUJUSTH, avait salué la mobilisation des citoyens haïtiens et la nomination d'un juge d'instruction dans le cadre du dossier petro-caribe? Pourquoi le CORE GROUP ne se prononce-t-il pas sur la situation douloureuse des 7 familles dont le pouvoir a détruit leurs maisons pour les expulser de force dans le voisinage de monsieur Jovenel MOISE à pèlerin 5 ? Mais, à chaque fois que le peuple haïtien décide de prendre son destin en main, le CORE GROUP est toujours présent pour le blâmer.

Donc, face au silence complice du CORE GROUP sur les grandes questions d'intérêt national haïtien, le BAI comprend que les membres du CORE GROUP sont, de toute évidence, les ennemis historiques des intérêts du peuple haïtien. Ce dernier doit demander des comptes à cette communauté internationale qui instrumentalise les Conzé nationaux contre la nation.

En ce sens, le BAI pense qu'il revient au peuple haïtien de juger et de décider de la voie à prendre, de manière souveraine, libre et indépendante, conformément aux idéaux du bien-être pour tous qui ont guidé toutes les luttes de libération nationale.

Pourquoi, le BAI exhorte le peuple haïtien à bouder le communiqué néocolonial du CORE GROUP lui demandant d'abdiquer la lutte contre la corruption et l'impunité. Par conséquent, le BAI approuve la poursuite de la mobilisation, non seulement pour que lumière soit faite sur le fonds petro-caribe mais aussi et surtout, pour revendiquer une société alternative où les droits fondamentaux du peuple haïtien seront respectés, notamment le droit à l'auto-détermination et les droits économiques, sociaux et culturels.

Mario JOSEPH, Av
Bureau des Avocats Internationaux

Notes

GEFFRARD, Robenson (2018, 05 nov). « Le Core Group revient au-devant de la scène ». Le Nouvelliste (Port-au-Prince), sur le site Le nouvelliste. Consulté le7 novembre 2018. https://lenouvelliste.com/article/194566/le-core-group-revient-au-devant-de-la-scene

Port-au-Prince, le 12 novembre 2018

Dossier Petro Caribe : Des pièges à éviter

Par J. Fatal Piard

Danmijann gen bouchon l
Boutèy fiyòl gen bouchon l
Tèt Kale resi jwenn bouchon l
Pwovèb Ayisyen

« Du train où vont les choses, un jour, les pauvres n'auront plus rien à manger que les riches ». Depuis plus d'une année, le dossier de la dilapidation des 3.8 milliards par les mafias structurelles et conjoncturelles défraie quotidiennement la chronique. Pire que la catastrophe hautement destructrice du 12 janvier 2010, le séisme économique connu sous le nom de Pétro Caribe préoccupe tous les compatriotes tant en Haïti qu'à l'étranger qui disposent encore d'un reliquat de convenance.

Plusieurs groupes et acteurs sociaux s'y impliquent dont certains investissent beaucoup d'énergies et de moyens pécuniaires tout en s'exposant ainsi que leur famille à la cruauté des dilapidateurs. Pourtant, il se trouve que les objectifs sont divers et fort souvent tellement contradictoire. Si bien de structures s'activent pour exiger le jugement des dilapidateurs et la restitution de ces fonds détournés, d'un autre coté, des avocats du diable, grassement soudoyés avec ces mêmes fonds, remuent ciel et terre pour les défendre et du coup créer d'amples diversions et venir à bout de cette mobilisation pourtant irréversible.

En dépit des preuves accablantes qui font état de la culpabilité arrêtée des dilapidateurs d'Inite de Tèt Kale et de leurs acolytes de cette oligarchie de pirates, ces avocats du diable sont prêts à tout tenter de disculper ces complices pourtant notoires. *Mezanmi, pou jan m konnen nonm Miki a te frekan pase chen bout ke* !!! *Jounen jodi gade kouman dosye Petwo Karibe a fè l rantre kou fò kòb. De mouch frape li sispèk. Depi kèk tan li bijo vlope ke l foure l anba vant li si w konn chen ki pete nan legliz. Si se pat dosye Petwo Karibe sa a pèp Ayisyen an t ap antrave ak pil vakabon ak zagoloray GNB sa yo.*

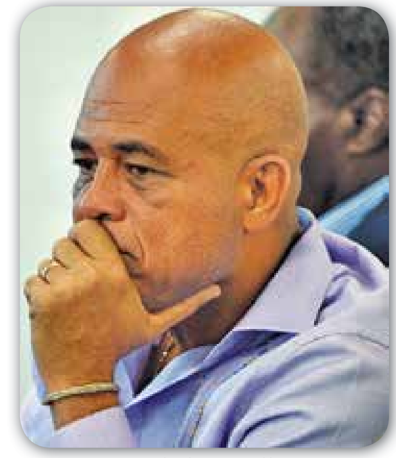
Cependant, pour la gravité de leurs actes d'escroquerie à grande échelle, cette vaste campagne n'a pas atténué l'arrogance provocatrice des véritables dilapidateurs ainsi que les roueries insensées de leurs défenseurs dépourvus de la moindre moralité. *Devan tout pil milyon gang Tèt Kale a envesti pou l achte lang Pewo Joudalis, fòk se yon operasyon koukouwouj dèyè dechèpiyè Petwo Karibe yo ki pou ta fè moun serye resi gen yon ti lapè ak yo.*

Kot kòb Petwo Karibe a ?

Une vaste campagne de sensibilisation a été déclenchée pour alerter l'opinion publique tant nationale qu'internationale sur l'impact négatif de cette catastrophe économique sur le développement du pays. Cette démarche avait pour objectif de revendiquer la restitution des 3.8 milliards détournés par les ministres des gouvernements successifs Préval/Pierre Louis, Préval/Bellerive, Martelly/Conille, Martelly/Lamothe, Martelly/Paul et Privert/Jean/Charles.

Considérant que les accusés sont aussi notoires, toute personne sensée ne saurait comprendre pourquoi l'on persiste encore à demander Kot Kòb Petwo Karibe a ? Non non non, persister à demander aux dilapidateurs avérés par où sont passés ces fonds, c'est trop leur accorder le bénéfice du doute, ce qui est à leur avantage. C'est avéré que les 3.8 milliards de Petro Caribe ont été dilapidés par les ministres des divers gouvernements suscités.

Alors, point n'est besoin de leur demander par où serait passés lesdits fonds ? Ces fonds sont encore enfouis dans leurs coffre forts ou servaient à renflouer leurs comptes en banque à l'étranger Au cas où la justice de Jovenel Moise, de Boulos, de Cherif Abdallah prioriserait la stratégie de *trennen pye, kase fèy kouvri sa*, la justice populaire doit les prendre en charge et la solution est trouvée. Ainsi, quand la colère inextinguible de cette population déchainée les emmènerait jusqu'aux salons luxueux de leurs donjons qu'ils croyaient imprenables, tout serait réglée définitivement.



Michel Martelly

Les victimes de Petro Caribe

L'on ne saurait aborder le dossier cuisant de Petro Caribe sans faire allusions aux nombreuses victimes qui ont payé de leur vie dont certains sont des témoins extraordinairement gênants. Il convient en tout premier lieu de mentionner le nom d'Alix Gassant Junior. Ce prête nom de l'un des principaux cleptopétromanes en l'occurrence Laurent Salvador Lamothe, fut assassiné en plein midi à l'angle des rues Nicolas, Magloire Ambroise juste à proximité du restaurant « 5 coins ».

Avec ce crime crapuleux au vu et au su de tous, Lamothe a commencé par éliminer un premier témoin extrêmement gênant qui pourrait témoigner de l'astuce et de la supercherie de son mentor Laurent Salvador Lamothe. Car c'est ce même Alix Gassant Junior qui était chargé de monter des compagnies fantômes pour faciliter la signature de faux projets permettant à Lamothe de siphonner à sa guise une part considérable des 3.8 milliards de

suite à la page(14)

LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE



La Différence Auto School
836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226
Manager: Ernst Sevère
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

PetroCaribe, à quand les premières arrestations ?

On entend de plus en plus cette question dans les conversations entre les citoyens en Haïti comme dans la diaspora. Pourtant, cette interrogation paraît, pour certains, exagérée, voire comme une provocation. Pour d'autres, en revanche, elle n'est nullement en contradiction avec le cours des choses. Car la population veut voir des actions concrètes. Fortes. Surtout après la grande mobilisation du 17 octobre dernier. Bientôt ce sera le tour d'autres grandes manifestations nationales annoncées pour les 17 et 18 novembre 2018. D'une part pour célébrer le 215e anniversaire de la victoire de la bataille du 18 novembre 1803 sur l'armée française par les esclaves et d'autre part pour réclamer justice pour le détournement des fonds de PetroCaribe. L'opinion publique s'impatiente donc. En effet, compte tenu de l'ampleur qu'a prise cette affaire, il serait étonnent que d'ici la fin de l'année, un, deux, voire plus d'accusés ne soient pas interpellés par la police ou ne soient pas mis à la disposition de la justice dans le cadre du dossier PetroCaribe.

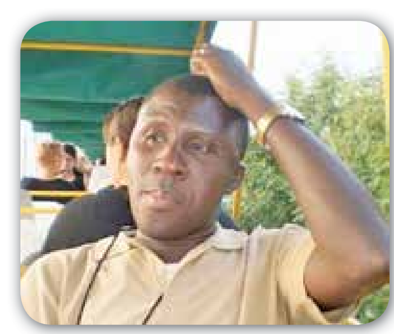
Cette affaire devient aujourd'hui une sorte de baromètre avec lequel l'on mesure le degré de l'indépendance du pouvoir judiciaire et la justice en particulier par rapport au gouvernement et au pouvoir de l'argent en Haïti. Et certaines organisations des droits humains, entre autres, la « Fondasyon Je Klere » (FJKL) qui vient de publier un Rapport de 16 pages sur le dossier PetroCaribe dans lequel elle fait part d'une série de recommandations globales aux pouvoirs publics, suivent de prêt l'évolution et le cheminement du dossier vers un procès PetroCaribe. Entretemps, d'autres craignent qu'il y ait trop d'argent en jeu et ceci, selon eux, risque de bloquer la marche du dossier vers le Palais de justice de Port-au-Prince. Enfin, certaines voix suggèrent plusieurs petits procès pour mauvaise gestion des fonds PetroCaribe. Ensuite, un grand procès national contre les fraudeurs pour plusieurs chefs d'accusations parmi lesquels : faux et usage de faux en écriture publique, surfacturation et enrichissement illicite, etc.

De l'argent, parlons en justement. Il existe un débat sur la somme exacte que constituent les fonds PetroCaribe. D'après certaines informations en circulation, cette affaire de 3.8 milliards de dollars n'existe point. Car, selon les auteurs qui tentent de calmer le jeu à défaut d'éteindre le feu, les 3.8 milliards représentent en réalité la totalité des fonds qui était disponible pour des projets de développement. Pas la partie qui a été détournée et qu'ils estiment à une infirme quantité. D'ailleurs, selon le responsable d'un cabinet d'avocats qui se prépare à défendre un ancien grand commis de l'Etat dans cette affaire, c'est sous cet angle qu'il compte attaquer les Petro/accusateurs le jour où l'affaire sera effectivement devant la justice. Étant convaincu que sous peu son client sera arrêté et mis en prison en attendant le fameux procès. D'après lui, beaucoup de ses confrères qui ont déjà été approchés par divers présumés Petro/voleurs, et même par la DGI (Direction Générale des Impôts) qui se porterait Partie civile au nom du gouvernement, cherchent à se mettre d'accord sur une somme ne dépassant pas cinquante millions de dollars qui ont été détournés, même si pour le moment aucun mandat d'arrêt n'a été lancé.

Car, tous demeurent persuadés aussi bien que leurs futurs clients qu'un Petro/procès est inévitable. Selon ce cabinet d'avocat, si l'affaire ne concernait pas autant d'argent et surtout des personnalités de haut rang et de la haute société, il est presque certain que depuis longtemps il y aurait eu beaucoup d'arrestations. Malgré tout, la pression populaire et politique est forte sur les épaules du Président Jovenel Moïse et le Premier ministre Jean Henry Céant. Ils ne pourront pas étouffer le dossier ni protéger ces anciens hauts fonctionnaires de l'Etat qui sont pour la plupart leurs amis. Bien qu'en grève depuis un mois, un autre avocat du barreau de Port-au-Prince avance qu'il y a trop d'intérêts en jeu pour que PetroCaribe finisse dans un tiroir comme ceux de l'ULCC (Unité de Lutte Contre la Corruption) ou de l'UCREF (Unité Centrale de Renseignements Financiers). Selon cet avocat connu sur la place de Port-au-Prince, ce procès qui devient inévitable arrivera avec son lot de surprises.

« Il y a des gens insoupçonnées de la bourgeoisie haïtienne et proches des différents régimes politiques et de l'opposition d'hier et d'aujourd'hui qui sont mouillées presqu'autant, sinon plus, que la plupart des accusés connus du grand public ». « Contrairement à ce que le petit peuple et Me André Michel croient, les gens qu'ils pointent du doigt ne sont que des porteurs de valises ou des receleurs», avance-t-il. « Les vrais bénéficiaires des fonds volés ou détournés se trouvent derrière leurs comptoirs de magasins, leurs bureaux d'entreprises de BTP à Pétion-Ville ou dans les sièges des banques en Haïti ou à l'étranger » croit savoir un autre confrère. PetroCaribe, d'après tous ces avocats qui commencent discrètement à enquêter pour le compte de certains accusés, serait un Iceberg qui ne livre qu'une infirme partie de sa surface. Allant à comparer PetroCaribe à une pieuvre dont chaque tentacule, selon eux, peut occasionner ou faire des victimes collatérales.

Une façon de dire que ce procès auquel ils croient tous serait un piège pour la classe politique, le secteur des affaires et le pouvoir en place. La sortie et la montée en puissance de l'affaire PetroCaribe, la population n'y est pour rien. Les vrais intéressés se servent d'elle et de sa capacité de nuisance pour animer la tension, un point c'est tout. Quant aux leaders et chefs de file de l'opposition, ceux qu'on voit en tête des manifestations pour la restitution de plus de trois milliards de dollars de fonds pillés, détournés et gaspillés ils seront surpris après le procès de voir combien ils ont été aussi manipulés. PetroCaribe se présente définitivement comme une Auberge espagnole où chacun prend ce qui l'intéresse. Tout le monde ne vient pas pour le même objectif. Certains y viennent par pure opportunisme. A la place des accusés, ils feraient pires. Qu'importe ! C'est l'occasion de prendre leur revanche sur ceux qui les ont toujours oubliés dans la séparation du gâteau. Estimant qu'aujourd'hui le dossier PetroCaribe est leur dernière chance d'accéder au pouvoir.

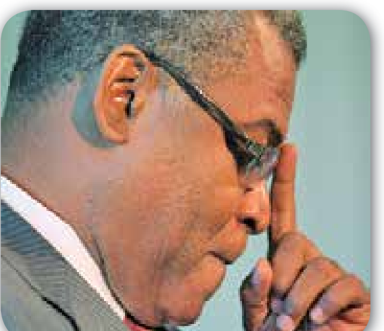


Le Commissaire du gouvernement, Me Clamé Ocnam Daméus parait un peu mal à l'aise dans le dossier PetroCaribe

En tout cas, pour s'installer dans les Palais de la République. Ils feront tout pour conduire ce dossier jusqu'au procès. Une façon de créer de nouvelles opportunités. D'autres au contraire, cherchent à se faire un nom et être vus et connus de la population. Dans leur calcul, des places seront forcément libérées dans l'hypothèse où un procès ait lieu. Ils sont en première ligne. Pour eux, c'est maintenant au jamais. Avec la confusion qu'entretiennent les protestataires entre la dilapidation des caisses publiques, le départ du chef de l'Etat, le détournement des fonds PetroCaribe et le mécontentement général de la population dans une conjoncture politique et économique assez pessimiste, personne ne sait sur quelle situation cela peut déboucher. Ainsi, cette vague de contestations signifie qu'une occasion s'ouvre à leur ambition. Pour être dans le carré de tête, ils acceptent d'aller au charbon et d'alimenter les chaudières de la locomotive pourvu que cela finisse sa course dans un tribunal correctionnel. Fondant l'espoir que cette machine destructrice qui ne fait aucune distinction entre la paille et les grains, entre le bon grain et l'ivraie finit par laisser place nette à une nouvelle équipe adepte de la devise: ôte-toi que je m'y mette.

Mais dans cette affaire de restitution des fonds PetroCaribe, il y a aussi les jaloux. Ceux qui voient passer sous leurs yeux des millions et millions de dollars US sans pouvoir y toucher. Ce sont des petits soldats, ceux qu'on appelle les petits personnels. Ceux qui font le sale boulot en pillant les caisses de l'Etat pour le compte de leurs patrons, des hauts fonctionnaires, des ministres et autres hauts cadres de la fonction publique. Ces petites mains qui retranscrivent les ordres de leurs patrons sans pour autant bénéficier de la moindre gratification et reconnaissance. Frustrés et jaloux, aujourd'hui, ils se délectent comme du petit lait de cette montée de la population contre ceux qu'on appelait autrefois : les grands mangeurs. Cette catégorie de manifestants est une source, une mine d'information pour les organisateurs des manifestations publiques. Se servant de leur connaissance parfaite du dossier PetroCaribe, disposant des noms des bénéficiaires, ils alimentent les chefs de PetroCaribe/Challenge en informations utiles de première main.

Ils sont, en fait, les vrais informateurs de l'opposition qui se contente de mettre en perspective les infos obtenues. Enfin, PetroCaribe suscite aussi une haine vis-à-vis de ceux qui ont fait de cette manne financière leur compte courant. En effet, brouillés avec tous les pouvoirs sans jamais y parvenir à quelque chose, ces Petro/contestataires estiment que maintenant c'est leur tour de faire un peu d'argent sur le dos de l'Etat ou des contribuables. Trop longtemps ignorés par ceux qui détiennent tous les pouvoirs, ces contestataires et chefs de bandes dans le dossier PetroCaribe trouvent injuste qu'ils n'ont jamais été appelés par un pouvoir quelconque à intégrer le système. Pour eux, c'est une question de vie ou de mort. PetroCaribe devient donc une aubaine qui leur permet de prendre leur revanche. Ils ne comprennent pas que celui qui était leur voisin vivant modestement monte rapidement en gamme. Passe d'une échelle à l'autre en si peu de temps grâce à la corruption et ces fonds publics destinés à améliorer justement la vie de toute la population, pas une seule catégorie. Bref, PetroCaribe sert différemment les intérêts des uns et des autres.



Ces quatre ex-hauts fonctionnaires se trouvent dans l'œil du cyclone judiciaire vu qu'ils se situent au centre de l'affaire PetroCaribe. Laurent Lamothe et Jean Max Bellerive ; Wilson Laleau et Yves Germain Joseph

Chacun y trouve son compte et une raison pour monter aux créneaux non seulement contre le Président Jovenel Moïse qui semble être de jour en jour menacé par une crise sociopolitique majeure à l'instar de ses prédécesseurs, mais surtout contre les présumés Petro/voleurs qui, jusqu'à maintenant, se la coulent douce soit en Haïti soit à l'étranger. D'où l'interpellation des pouvoirs publics par une population de plus en plus impatiente de voir derrière les barreaux tous ceux ayant effectivement participé au pillage des fonds PetroCaribe et de détournement de l'argent public. La question que l'on se pose maintenant, c'est par qui commencer ? A en croire ce qui se dit dans les salons tamisés de la haute bourgeoisie et l'inquiétude chez certains accusés potentiels, il y a quatre personnalités dont les noms deviennent une référence dans le dossier. Il paraît évident que s'il devrait y avoir arrestation dans les semaines ou mois à venir, ce seraient forcément elles. Il s'agit des anciens Premiers ministres Laurent Lamothe et de Jean Max Bellerive. Il y a ensuite Wilson Laleau, ancien ministre du Commerce et de l'Industrie et ex-chef de cabinet du Président Jovenel Moïse.

Enfin, Yves Germain Joseph, ancien ministre de l'Economie et des Finances et ex-Secrétaire général du Palais national. Ces quatre ex-hauts fonctionnaires se trouvent dans l'œil du cyclone judiciaire vu qu'ils se situent au centre de l'affaire PetroCaribe. Par la fonction qu'ils ont occupée dans le passé et leur rôle déterminant dans les sorties de fonds en tant qu'ordonnateurs, il paraît difficile qu'ils ne fassent pas partie des premières charrettes des Petro/inculpés pour détournements de fonds publics, délit d'initié, etc. L'opinion publique ne comprendrait jamais que des petits fonctionnaires puissent se retrouver sous les verrous et que ces quatre hauts commis de l'Etat puissent rester en liberté. Ils ne pourront non plus comparaître à titre de témoins dans un probable procès où des subalternes risquent des peines à vie et aux travaux forcés pendant que ces personnages clés du système qui avaient la haute main sur les Comptes publics et les fonds PetroCaribe se baladent en toute tranquillité au vu et au su de tous. Même pour eux ce serait risqué.

Le plus gros problème maintenant pour les Petro/accusateurs, c'est le temps. On a compris que la justice ne souhaite pas aller plus vite que la musique. Elle veut rester sereine pour frapper juste et peut-être très fort. Les responsables de l'appareil judiciaire prennent leur temps. Le Commissaire du gouvernement, Me Clamé Ocnam Daméus, qui semble bénéficier du soutien du nouveau Premier ministre Jean Henry Céant, parait un peu mal à l'aise dans le dossier. Ce Commissaire du gouvernement, toujours prompt à diligenter des mandats à comparaître, touche ce dossier qui peut lui coûter son poste avec des pincettes. Déjà en difficulté dans l'affaire du Commissaire divisionnaire de police, Berson Soljour, impliqué, lui, dans l'agression d'un avocat et du Greffier en chef du

suite à la page(15)

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

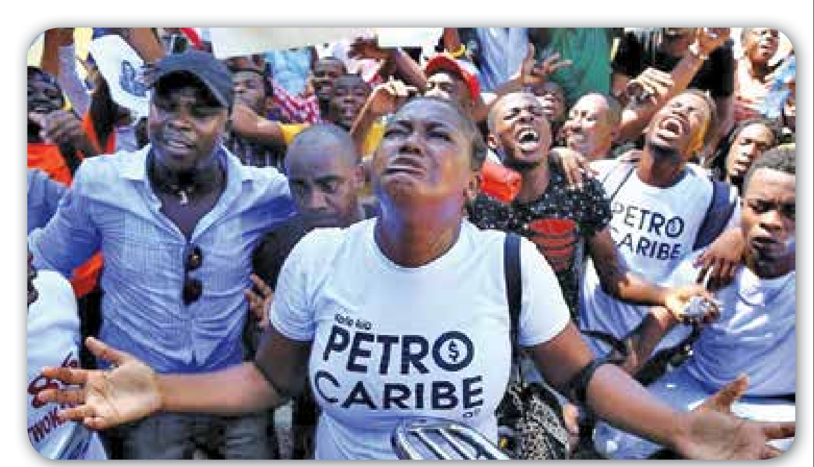
- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



The PetroCaribe Scandal and its Historical Precedents

by Catherine Charlemagne

(The first of two parts)



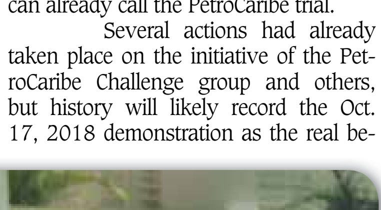
History will likely record the Oct. 17, 2018 demonstration as the real beginning of this PetroCaribe uprising

Clearly, the PetroCaribe affair is gaining momentum. With every passing day, Haitian society becomes more engrossed with this scandal which exposes the outrageous conduct of our leaders vis-à-vis public funds.

Haitian government corruption has long been a cancer slowly but surely weakening the state, for which we had found no cure. But it seems that the PetroCaribe issue might finally help bring us a better tomorrow. Indeed, as popular protests grow over the theft of PetroCaribe funds, no one can say how far things will go. PetroCaribe is like big book in which each page turned plunges us deeper into the plot, that is to say, every new development heightens our surprise and suspense.

The PetroCaribe dossier dates back to the presidency of the late René Préval and epitomizes the extent of public corruption in Haiti over the past 40 years.

For a long time, civic leaders, grassroots movements, and, in general, political opposition groups were looking for a burning issue to galvanize, focus public attention on, and create unity around combating this scourge which is ruining the nation, but political instability made it impossible to find this common ground. None of the three actors mentioned above had enough credibility or financial resources to create so heterogeneous and so popular a movement as we have seen in recent months. It required this particular moment, which has swept up every Haitian citizen in the mobilization.




Former Provisional Electoral Council (CEP) member Yolette Mengual was removed as General Director of the Ministry of Haitians Living Abroad (MHAVE). She was accused of corruption in the 2016 elections, and nobody could understand how Pres. Moïse could appoint her to run a ministry when she was already indicted for corruption

The crux of the new unity is demanding accountability for public funds. Everyone is asking: when will Haiti demand accountability? Today, Haiti's credibility is on the line. Our neighbors don't understand how such a brave and intrepid people can accept without a word that what is rightfully theirs is lost to the profit of a few individuals, those now being called Petro-thieves. The theft and squandering of PetroCaribe funds once again undermines our leaders' honor and reputation of our leaders, because they did nothing concrete for the country with these funds.

Our Caribbean and Latin American neighbors have also received from our Venezuelan friends loans to modernize their respective countries by improving the social and economic conditions of their compatriots. The loans were intended for national development of all the countries that benefitted from a PetroCaribe agreement. The interest rate was exceptionally low, practically nil.

In the Dominican Republic, the past nd present rulers of this country have made use of this money even beyond what was asked of them. They built major highways, modernized the public transport sector, invested in the education and health sectors, and generally modernized the country, as can be seen by visitors arriving at any of the country's major international airports.

But across the Haitian border, PetroCaribe funds were used for something else, and it shows. Thus, today's protestors are uniting, converging their strength, concentrating their energy and their financial means to allow their claims to be heard by the state authorities.

After some scattered demonstrations, they realized those would win nothing from the government. So, they agreed on a date, that of Oct. 17, 2018, to launch their "long march" to what we can already call the PetroCaribe trial.

Several actions had already taken place on the initiative of the PetroCaribe Challenge group and others, but history will likely record the Oct. 17, 2018 demonstration as the real beginning of this PetroCaribe uprising. The success of this great national and popular demonstration can be considered Act I of the play that will lead to an anticipated trial. The movement's leaders are themselves surprised at the magnitude of what they launched a few months ago, first on social media networks and then by marching in Port-au-Prince's streets asking: *"Kote Kòb PetroCaribe a?"* meaning literally "*where did the PetroCaribe money go?*"

If using Haiti's historic dates, like the Oct. 17 anniversary of the assassination of Emperor Jean-Jacques Dessalines, Haiti's founding father, can serve to force state authorities to shed light on the use of PetroCaribe funds, why not? This only further proves that, even in death, Dessalines' ideals remained intact.

In any case, the government certainly did not expect such a huge mobilization on Oct. 17, 2018 of millions of people nationwide. It was shaken on its foundations and out of its complacency. Completely panicked, President Jovenel Moïse, who is now trying to save his presidency (if not his skin), has no doubt realized that the PetroCaribe issue is rooted in his government's arrogance and contempt at facilitating the difficult work of justice.

Suddenly, he abruptly separated without notice from 16 advisors and his two highest aides – chief of staff Wilson Laleau and Secretary General of the Presidency Yves Germain Joseph – both accused of embezzlement of PetroCaribe funds, by a simple decree dated Oct. 19, 2018.

A few days later, it was the turn of a corruption icon, the former Provisional Electoral Council (CEP) member Yolette Mengual, to be removed General Director of the Ministry of Haitians Living Abroad (MHAVE). She was accused of corruption in the 2016 elections, and nobody could understand how the head of state could appoint Ms. Mengual to a post of running a ministry even though she was already indicted for corruption. (However, President Moïse himself came into office indicted for laundering millions of dollars.)

By firing these high public officials, the President is trying to extinguish the flames which are racing towards his house, which is not safe. It was also the first positive results for the organizers of the Oct. 17 protest, who want even more significant gestures from Moïse.

Because, the goal is nothing less than the arrest of all those named in the two reports of Senate Commissions led respectively by Senators Youri Latortue and Evallière Beauplan on the use of PetroCaribe funds. The dismissal of Wilson Laleau and Yves Germain Joseph, the two highest officials implicated in the PetroCaribe affair and threatened with prosecution, is seen as an open window for this trial so demanded by the outraged population that these people could only find refuge in the National Palace to escape justice.

In addition to these two officials, who were released by the President and practically put in the hands of Haiti's Attorney General (*Procureur de la République*), during the same week, two other former senior state officials were summoned by the Port-au-Prince prosecutor to answer questions about PetroCaribe funds: former Prime Minister Laurent Lamothe and the contractor Patrice Milfort, General Manager of General Construction SA. They were invited to come say what they know about the use of PetroCaribe funds.

In the opposition's crosshairs since the discovery of this large-scale corruption, Laurent Lamothe remains one of the main accused in this scandal. He was for a time both Prime Minister and the Minister of Planning and External Cooperation under President Michel Martelly. He has already been heard several times by a judge, but there has never been any follow up. This time, he did not respond to the invitation of the state prosecutor Clamé Ocnam Daméus on Oct. 23, 2018. As for Patrice Milfort of General Construction SA he also did not go to the prosecutor's office to explain why his company did not execute the contracts that it had earned. \

Meanwhile, new Prime Minister Jean Henry Céant has tried several initiatives to try to calm down tensions.

In addition to a weekly press conference to give the media and the general public information on the progress of the case before the judiciary, an independent commission is supposed be formed, including various pressure groups. But the prime minister had a hard time convincing those concerned to join this Commission. Moreover, even before the invitations were officially launched, almost all the members of the organized civil society and respected officials all already indicated that the Commission does not interest them. According to them, they don't want to be pressured, their place is not in any Commission, even if it is independent. Their role is to put pressure on public authorities to move institutions, not to integrate into them, which would be counterproductive.

At the same time, the Prime Minister's office has published a document in which is compiled a collection of texts

suite à la page(14)

TPS for Haitians to be Extended until 2020



Many Haitians have demonstrated against the Trump administration's cut-off of TPS. Now a Federal judge has effectively delayed the departure of Haitians hold TPS for at least six months

by Kim Ives

U.S. District Judge Edward Chen has again ruled in favor of the nine plaintiffs in a Federal lawsuit charging that the Trump administration's termination of Temporary Protected Status (TPS) is racist, illegal, and inhumane. The decision all but guarantees that some 50,000 Haitians living and working in the U.S. under TPS will not have to leave the country by Jul. 22, 2019 (as the TPS termination order dictates), but can stay at least until January, or possibly September, 2020.

The extension also applies to some 198,000 other TPS holders from El Salvador, Nicaragua, and Sudan.

In June, Judge Chen rejected a motion by the defendant, the Department of Homeland Security (DHS), to dismiss the lawsuit, which was brought in March. The complaint argues that "deportation of TPS holders will impose extraordinary harm on their minor U.S. citizen children, as well as on the TPS holders themselves and their communities," that "U.S. citizen children of TPS holders face an impossible choice between the care and support of their parents [abroad], and the rights and benefits of U.S. citizenship," that "TPS holders face irreparable harm from being forced to return to countries they fled decades ago," that the administration's "adoption of a new rule for making TPS determinations was motivated in significant part by racial and national-origin animus" as "evidenced by numerous statements made by President Donald J. Trump and other officials in his administration," and that "DHS's TPS terminations were based on an arbitrary interpretation of the TPS statute, breaking with decades of prior practice without explanation."

In a press release, the Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH) explained that "Haitians with TPS who didn't re-register for it in 2017 or 2018 out of fear, confusion, or another good reason can and should seek to re-register now" because the U.S. government "has agreed to give such applications 'presumptive weight' as being filed late for good cause – meaning they should be granted and then entitled to the TPS extensions" until 2020.

The U.S. government has appealed Judge Chen's order to the Ninth Circuit Court of Appeals, but it has agreed, while the court's order is in effect, to certain important measures including automatic nine month extensions, starting in April 2019, unless the Appeals Court rules in their favor. But it is almost certain that no Appeals Court ruling will be made before April 2019.

Furthermore, the IJDH explains, "TPS work and legal status will be automatic for those registered" and there will be "no need to pay for employment authorization cards or further registration." TPS holders "can rely on their existing (to-be-expired) EAD [Employment Authorization Document] or TPS approval notice, as well as the Federal Register Notice, as valid authorization to work or as proof of legal status in the United States.

"They do not need to pay any further money to the U.S. government and should not need to pay for additional legal assistance either," the IJDH adds.

Even if Chen's decision is overruled by the Appeals Court, the U.S. government has agreed to at least six months of additional protection. "In the event the preliminary injunction is reversed and that reversal becomes final, DHS will allow for an orderly transition period," the government states.

In other words, the IJDH explains, "the earliest that TPS holders from [Haiti, El Salvador, Nicaragua, and Sudan] could lose their legal status is about six months after the appeals court's decision," which likely will not come until the middle of 2019. And whatever the Appeals Court's ruling, it will surely be appealed to the U.S. Supreme Court.

The case has been brought in the Northern District of California, and the plaintiffs are from Haiti, El Salvador, and Sudan, representing diverse organizations fighting to defend TPS, including the National TPS Alliance, CARECEN-Los Angeles, the International Union of Painters and Allied Trades (IUPAT), UNITE-HERE, and African Communities Together. They are represented by the ACLU of Southern California, the National Day Laborer Organizing Network, and Sidley Austin LLP.

BRÉSIL : COMMENT UN DÉMAGO
PU GAGNER LE


Jair Bolsonaro, président élu du Brésil

Par Jorge Martin

Jair Bolsonaro a remporté le second tour des élections présidentielles brésiliennes avec 55 % des voix, l'emportant sur Haddad – le candidat du Parti des Travailleurs (PT) – qui en a obtenu 45 %. Le moindre espoir d'un miracle de dernière minute a été écrasé. Ce résultat est un revers pour la classe ouvrière et les pauvres. Nous devons comprendre ce qu'il signifie, ce qui a mené à cette situation et quelle stratégie devrait suivre le mouvement ouvrier confronté à ce gouvernement réactionnaire.

Le deuxième tour de la campagne présidentielle a été extrêmement polarisé. Il y a eu une mobilisation de la base d'une partie de la gauche pour tenter de stopper Bolsonaro, et des dizaines de milliers de personnes étaient présentes à de grands rassemblements pour Haddad à Sao Paulo, San Salvador de Bahía, etc. Dans un avant-goût de ce qui attend les Brésiliens sous le gouvernement Bolsonaro, la police, suivant les ordres du tribunal électoral, a mené une grande campagne pour empêcher les meetings publics « contre le fascisme » dans les universités et les locaux syndicaux, en enlevant les drapeaux antifascistes des facs et des campus et même en saisissant les journaux syndicaux. Tout cela a été fait au nom de « l'équité électorale » dans la mesure où ces actions étaient considérées comme de la « propagande électorale » enfreignant la loi. Encouragés par la rhétorique de Bolsonaro, il y a eu des agressions de militants de gauche de la part de petites bandes fascistes, dont le meurtre de Moa do Katendê, un maître de capoeira.

Le mouvement ouvrier doit répondre vigoureusement à ces attaques, notamment par l'organisation de comités d'auto-défense syndicale et des rassemblements étudiants, et rejeter toute forme de censure ou de restriction de la liberté d'expression.

Le Brésil de Bolsonaro : un régime fasciste?

Cependant, ceux qui aujourd'hui se lamentent de la victoire du « fascisme » au Brésil font erreur. Le fascisme est un régime politique basé sur la mobilisation des masses petites-bourgeoises enragées sous la forme de bandes armées, dans le but d'écraser les organisations de la classe ouvrière. Historiquement, le fascisme est arrivé au pouvoir après que la classe ouvrière a été vaincue lors de plusieurs révolutions manquées à cause de l'absence d'une direction correcte. Sur la base de ces défaites et des opportunités manquées, la démoralisation et les bandes fascistes ont pu écraser les organisations de travailleurs.

Ce n'est pas la situation du Brésil aujourd'hui. Bolsonaro ne s'appuie pas sur des bandes fascistes armées. Il y a en effet des groupuscules fascistes au Brésil, et ils seront encouragés par cette victoire. Ils sont dangereux et doivent être combattus de front. Mais la classe ouvrière brésilienne n'a pas été vaincue ; en fait, elle n'a pas encore commencé à agir de façon significative.

Souvenons-nous que cela fait deux ans que Trump a été élu aux États-Unis. À l'époque, de nombreux commentateurs libéraux et certains à gauche ont aussi parlé de la victoire du fascisme aux États-Unis. Trump est sans le moindre doute un politicien réactionnaire et sa politique représente une attaque contre les travailleurs, les femmes, les homosexuels, les migrants... Mais ce serait une erreur que de décrire la situation américaine comme une dictature fasciste. En réalité, les groupes suprémacistes blancs aux États-Unis qui ont tenté de prendre la rue suite à l'élection de Trump ont trouvé sur leur route des mobilisations de masse qui les ont largement dépassés en nombre. Il y a eu une série de grèves des enseignants très militantes (et victorieuses) dans un grand nombre d'États. Il y a une plus grande polarisation de la société sur la droite, mais aussi sur la gauche.

Ce que nous verrons probablement au Brésil est la continuation d'un processus (qui avait déjà commencé avant l'élection) menant à l'apparition de caractéristiques bonapartistes au sein de l'État. Ç'avait été évident avec l'utilisation d'un juge comme arbitre politique lors de l'opération Lava Jato, dirigée contre Lula, l'emprisonnant et lui interdisant de se présenter aux élections, etc. Mais en même temps, la base pour un régime avec des caractéristiques bonapartistes est très faible, dans les conditions de grave crise économique et avec le discrédit généralisé de tous les partis traditionnels et des institutions de la classe dirigeante.

Comment cela a-t-il pu se produire?

Les commentateurs libéraux et certains à gauche sont restés médusés devant le résultat de cette élection. Ils ne parviennent pas à comprendre. Comment est-ce possible ? Un démagogue d'extrême droite a été élu démocratiquement. Comment des millions de personnes ont pu voter pour quelqu'un défendant ouvertement des points de vue si odieux?

Ils ont recours à toutes sortes d'explications qui n'expliquent rien : c'est la faute des réseaux liés aux églises évangéliques, ou de la campagne de fake news sur WhatsApp. Il en va de même quand la classe dirigeante essaie d'« expliquer » les grèves et les révolutions comme étant le fait d'« agitateurs communistes ». Déjà, dans les années 1990, il y a eu au Brésil une immense campagne de propagande contre Lula : « ce n'est qu'un métallo sans expérience ni la moindre qualification », « c'est un communiste », « il n'a même pas de diplôme universitaire ». Cela, cependant, ne l'a pas empêché de finalement remporter l'élection, avec 61 % des voix.

En Grande-Bretagne, nous avons vu une campagne sans précédent de diabolisation de Jeremy Corbyn où l'ensemble de l'establishment a lancé les accusations les plus invraisemblables et outrageantes contre lui (il serait antisémite, un ami du Hamas, un amoureux du terrorisme, une marionnette de Poutine, etc.). Rien de tout ça n'a vraiment eu d'impact. Au contraire, il a gagné en soutien sur la base de son programme de renationalisation, d'éducation gratuite, de logement pour tous...

Dans les faits, la victoire de Bolsonaro est un produit de la crise prolongée du Parti des Travailleurs (PT). Quand Lula a été élu pour la première fois en 2002, il a été investi sous la forme d'une alliance avec les partis bourgeois. Il a nommé Meirelles, un banquier venu des États-Unis, comme président de la Banque Centrale, respecté les accords avec le FMI et mené une politique d'austérité fiscale. Il a aussi porté une contre-réforme sur le système des retraites. Ce n'est pas le lieu de faire un bilan complet de son gouvernement, mais il suffit de dire qu'il n'a représenté aucun défi fondamental pour le pouvoir de l'impérialisme ni pour la classe dirigeante brésilienne. Cependant, il a pu profiter de la stabilité relative découlant d'une période de croissance économique.

Quand Dilma Rousseff a été élue en 2010, la situation avait déjà commencé à changer. Sa politique était similaire à celle initiée par Lula, mais un pas plus à droite. Son collaborateur était le politicien bourgeois Michel Temer. Elle a nommé le chef des propriétaires terriens et des éleveurs son ministre de l'Agriculture et un agent officiel du FMI son ministre des Finances. La différence prin-



Le PT, qui était au pouvoir depuis plus d'une décennie, était perçu comme une part de cet establishment contre lequel la jeunesse se dressait



Bolsonaro s'est servi des réseaux sociaux et des églises évangéliques pour diffuser son message, un mélange de mensonges, de demi-vérités, d'une haine hystérique du « communisme du PT » et un appel à « rendre à nouveau le Brésil grand »

OGUE D'EXTRÊME DROITE A-T-IL ES ÉLECTIONS?



Le bilan des gouvernements PT – reposant sur le vote du prolétariat pour rester au pouvoir et la mise en place d'une politique capitaliste en alliance avec les partis bourgeois – a détruit la réputation du parti et brisé une grande partie de ses liens avec la classe ouvrière organisée, pavant la voie pour la victoire de Bolsonaro

cipale était qu'elle a dû faire face à une crise économique et pas à la croissance. Suivant le ralentissement de l'économie chinoise, l'économie brésilienne est entrée dans une récession sérieuse entre 2014 et 2016, dont elle ne s'est toujours pas remise.

Déjà, en 2013, il y avait eu des manifestations massives de la jeunesse contre l'augmentation des frais de transport, auxquelles les gouverneurs régionaux ont répondu par une brutale répression, qui avait reçu le soutien total du gouvernement national. Le mouvement de juin 2013 a reflété l'opposition globale faite à l'ensemble de l'establishment par une couche croissante de la jeunesse, mais aussi des travailleurs. Le PT, qui était au pouvoir depuis plus d'une décennie, était perçu comme une part de cet establishment contre lequel la jeunesse se dressait. Plutôt que de changer sa politique, Dilma annonça un ensemble de privatisations et de mesures d'austérité. Les manifestations de 2013 ont été suivies par des manifestations de masse en 2014 contre les Jeux olympiques, elles aussi réprimées violemment. Afin de gérer ces manifestations, le gouvernement Dilma introduit une série de lois (sur les organisations criminelles, l'anti-terrorisme...) qui ont drastiquement réduit le droit de protester et de manifester.

L'élection de 2014 et la destitution de Dilma

L'élection de 2014 a marqué un tournant dans ce processus. Dilma a fait en sorte de l'emporter au second tour en s'appuyant sur la mobilisation du vote PT de la classe ouvrière, sur la base de la lutte contre la politique droitière du candidat bourgeois, Aécio Neves. Cependant, elle a trahi ses propres électeurs en s'appliquant ensuite à mettre en œuvre la politique que Neves défendait : l'austérité, des coupes budgétaires, des privatisations et des attaques contre les droits des travailleurs.

Son taux de popularité qui avait dépassé 60 % en 2012-2013 s'effondra à 8 % en 2015 – le plus bas parmi tous les présidents depuis la restauration de la démocratie. C'est à ce moment, constatant sa faiblesse, que les politiciens bourgeois de son gouvernement commencèrent à entreprendre de la retirer du pouvoir par sa destitution.

Ensuite, quand ils virent le danger que représentait Lula devenant candidat et remportant les élections (étant donné que beaucoup de gens se souvenaient de lui comme ayant dirigé dans une période de croissance, sans compter son lien avec les traditions historiques, révolutionnaires, du PT), la justice est intervenue contre lui avec une accusation de corruption. Il a été déclaré coupable, bien qu'aucune preuve véritable n'ait été produite en faveur du crime dont on l'accusait. Ils ont ensuite étendu plus loin les limites de leur propre capacité à rendre justice en l'empêchant de se présenter. Même à ce moment, cependant, alors que Lula était en tête dans les sondages, il y avait plus de gens pour dire qu'ils ne voteraient pour personne plutôt que pour lui, révélant un dégoût global du système politique dans son ensemble.

On peut donc dire, par conséquent, que le bilan des gouvernements PT – reposant sur le vote du prolétariat pour rester au pouvoir et la mise en place d'une politique capitaliste en alliance avec les partis bourgeois – a détruit la réputation du parti et brisé une grande partie de ses liens avec la classe ouvrière organisée, pavant la voie pour la victoire de Bolsonaro. Même quand les politiciens bourgeois étaient occupés à retirer Dilma du pouvoir, le PT et les syndicats n'ont pas organisé la moindre défense sérieuse. Il y eut des rassemblements et des manifestations, beaucoup de menaces, mais aucune campagne sérieuse de mobilisation croissante et soutenue.

La situation a empiré quand l'impopulaire gouvernement Temer a continué et intensifié les attaques contre la classe ouvrière. Il y eut d'immenses rassemblements « Fuera Temer » (Dehors Temer) et finalement une grève générale en avril 2017. Les travailleurs brésiliens et la jeunesse ont montré qu'ils étaient prêts à se battre, mais leurs dirigeants n'ont pas mené ni encouragé cette lutte, et de fait, tout le potentiel d'une riposte s'est dissipé.

Bien sûr, Bolsonaro s'est intelligemment servi des réseaux sociaux et des réseaux des églises évangéliques pour diffuser son message, un mélange de mensonges, de demi-vérités, d'une haine hystérique du « communisme du PT » et un appel à « rendre à nouveau le Brésil grand ». Ces méthodes, ceci dit, n'ont eu un tel impact qu'à cause de la politique désastreuse du PT et de son bilan de gouvernement.

Il y avait, bien sûr, d'autres facteurs, tels que la terrifiante crise économique au Venezuela (qui est en dernière analyse le résultat de la tentative de réguler le capitalisme plutôt que de l'abolir), qui a été utilisé efficacement contre le PT (dont les leaders n'avaient en premier lieu jamais vraiment soutenu la révolution bolivarienne).

« Défense de la démocratie »?

La politique et la stratégie de Haddad au second tour étaient suicidaires. Pendant que Bolsonaro faisait des gestes – tels que promettre un supplément de Noël aux bénéficiaires de la Bolsa Familia, une prestation sociale – pour récupérer les électeurs les plus pauvres qui avaient soutenu le PT au premier tour, Haddad a accompli un virage à droite, dans une vaine tentative de capter le prétendu électorat du centre. Au premier tour, il s'était présenté comme le candidat de Lula, et le visage de ce dernier était largement incorporé à tout le matériel de propagande électorale. Au second tour, Lula a été enlevé des photographies et le rouge du parti remplacé par les couleurs du drapeau national.

Confronté à un candidat « anti-establishment », comme se présentait Bolsonaro lui-même, Haddad pensait pouvoir le vaincre en étant le candidat… de l'establishment ! Il se présentait comme le candidat de la démocratie, enjoignant à l'unité de tous les démocrates (y compris les mêmes partis bourgeois qui avaient poignardé Dilma dans le dos). La seule façon dont il aurait pu récupérer sa base perdue aurait été de mettre en place une campagne sérieuse dénonçant le programme économique de Bolsonaro (privatisations, attaques contre les retraites et autres) et de proposer comme alternative la lutte pour défendre les droits et la condition de la classe ouvrière avec une ligne anti-capitaliste claire. À la place, nous avons eu des appels abstraits à « défendre la démocratie » au dialogue et à la compréhension, et à « renforcer la Constitution ».

Il y avait déjà un taux d'abstention très élevé au premier tour : 20,3 % dans un pays où le vote est obligatoire, le plus haut taux depuis 1998. Au second tour, il était encore plus élevé, 21,3 % (31 millions), avec en plus 9,5 % (11 millions) qui ont voté blanc ou se sont abstenus, ce qui révèle qu'une couche significative de l'électorat rejette Bolsonaro mais ne pouvait non plus se résoudre à voter pour Haddad.



De gauche à droite : Michel Temer, Dilma et Lula



La tâche désormais du PT n'est pas de s'abandonner au désespoir mais plutôt de se préparer pour les batailles à venir

La politique économique de Bolsonaro

Les commentateurs capitalistes se réjouissent de la victoire de Bolsonaro et l'encouragent à mener à bien son programme électoral de privatisations à grande échelle et d'une contre-réforme totale du système des retraites.

« Les marchés ont nourri l'espoir que Mr Bolsonaro tienne ses promesses de réforme économique, particulièrement la révision du coûteux système des retraites brésilien et la privatisation des entreprises nationalisées » disait le Financial Times (29/10/2018). Il ajoute à cela la citation d'une note de Goldman Sachs : « En dernière instance, l'administration est confrontée au défi, à travers la combinaison d'une politique disciplinée et de réformes structurelles, d'accélérer l'ajustement fiscal et de dynamiser l'esprit animal et entrepreneurial, pour finalement libérer le potentiel piégé significatif de l'économie. »

La classe dirigeante juge tous les gouvernements selon une seule règle simple : jusqu'où celui-ci peut porter ses intérêts de classe.

Un tournant important aura lieu quand Bolsonaro tentera de mettre en place son programme, dirigé par l'économiste ultra-libéral « Chicago boy » Paulo Guedes, et qu'il fera face à la résistance organisée de la classe ouvrière, qui n'a pas été vaincue. Comme pour le gouvernement Macri en Argentine, Bolsonaro sera confronté à une vague d'actions syndicales, de mobilisations massives et de grèves générales contre sa politique économique. Qui plus est, sa position n'est pas aussi forte qu'il n'y paraît, car il doit faire passer sa législation par un parlement extrêmement fragmenté où il y a 30 partis différents avec lesquels il devra faire des compromis.

La tâche désormais n'est pas de s'abandonner au désespoir mais plutôt de se préparer pour les batailles à venir. Ce qu'il nous faut en premier lieu est une compréhension claire de comment nous en sommes arrivés là, afin que puisse débuter le processus de reconstruction d'un mouvement combatif de la classe ouvrière.

Il y a aussi des leçons plus générales à tirer de l'expérience brésilienne. Les gouvernements de gauche menant une politique de droite ne feront que préparer le terrain à une victoire de la réaction. On ne peut pas combattre l'extrême droite en appelant à la défense d'un système pris dans la crise du capitalisme et qui l'a lui-même engendrée.

In Defence of Marxism
29 octobre 2018
La Riposte 5 novembre 2018

Discours sur la révolution d'Octobre !

Par Léon Trotsky

1ère partie

Le 7 novembre 1917, les Soviets prenaient le pouvoir, en Russie, sous la direction du Parti bolchevique. Le 7 novembre 1932, à l'occasion de son 15e anniversaire, Trotsky fit une conférence sur la révolution d'Octobre, au Danemark, à l'invitation d'une association d'étudiants social-démocrates danois. Trotsky prit la parole en allemand, au stadium de Copenhague, devant 2500 personnes. Le gouvernement danois avait interdit la radiodiffusion de la conférence, invoquant des objections du roi et de la cour…
Trotsky expliqua brillamment les causes fondamentales de la révolution russe et de sa victoire. Il exhorta la jeunesse à saisir le drapeau d'Octobre 1917 et à lutter pour le socialisme mondial. Ce fut le dernier discours public du révolutionnaire russe.



Léon Trotsky, le 7 novembre 1932, au stadium de Copenhague, au Danemark, à l'occasion du 15e anniversaire de la Révolution Russe

Chers auditeurs,
Permettez-moi dès le début d'exprimer le regret sincère de ne pas avoir la possibilité de parler en langue danoise devant un auditoire de Copenhague. Ne nous demandons pas si les auditeurs ont quelque chose à y perdre. En ce qui concerne le conférencier, l'ignorance de la langue danoise lui dérobe toutefois la possibilité de suivre la vie scandinave et la littérature scandinave directement, de première main et dans l'original. Et cela est une grande perte !

La langue allemande à laquelle je suis contraint de recourir ici est puissante et riche. Mais ma « langue allemande » est assez limitée. Du reste, sur des questions compliquées on ne peut s'expliquer avec la liberté nécessaire que dans sa propre langue. Je dois par conséquent demander par avance l'indulgence de l'auditoire.

Je fus pour la première fois à Copenhague au Congrès socialiste international et j'emportais avec moi les meilleurs souvenirs de votre ville. Mais cela remonte à près d'un quart de siècle. Dans le Ore-Sund et dans les fiords, l'eau a depuis plusieurs fois changé. Mais pas l'eau seulement. La guerre a brisé la colonne vertébrale du vieux continent européen. Les fleuves et les mers de l'Europe ont charrié avec eux beaucoup de sang humain. L'humanité, en particulier sa partie européenne, est passée à travers de dures épreuves ; elle est devenue plus sombre et plus rude. Toutes les formes de lutte sont devenues plus âpres. Le monde est entré dans une époque de grands changements. Ses extériorisations extrêmes sont la guerre et la révolution.

Avant de passer au thème de ma conférence – la révolution russe –, j'estime devoir exprimer mes remerciements aux organisateurs de la réunion, l'Association de Copenhague des étudiants sociaux-démocrates. Je le fais en tant qu'adversaire politique. Il est vrai que ma conférence poursuit des tâches scientifiques-historiques et non des tâches politiques. Je le souligne aussitôt dès le début. Mais il est impossible de parler d'une révolution d'où est sortie la République des Soviets sans occuper une position politique. En ma qualité de conférencier, mon drapeau reste le même que celui sous lequel j'ai participé aux événements révolutionnaires.

Jusqu'à la guerre, le Parti Bolchevik appartint à la social-démocratie internationale. Le 4 août 1914, le vote de la social-démocratie allemande en faveur des crédits de guerre a mis fin une fois pour toutes à ce lien et a conduit à l'ère de la lutte incessante et intransigeante du bolchevisme contre la social-démocratie. Cela doit-il signifier que les organisateurs de cette réunion commirent une erreur en m'invitant, comme conférencier ? Là-dessus, l'auditoire sera en état de juger seulement après ma conférence. Pour justifier mon acceptation de l'invitation aimable à faire un exposé sur la révolution russe, je me permets de rappeler que pendant les 35 années de ma vie politique, le thème de la révolution russe constitua l'axe pratique et théorique de mes préoccupations et de mes actions. Peut-être cela me donne-t-il un certain droit d'espérer que je réussirai à aider non seulement mes amis et sympathisants mais aussi des adversaires, du moins en partie, à mieux saisir maints traits de la révolution qui jusqu'à aujourd'hui échappaient à leur attention. Toutefois, le but de ma conférence est d'aider à comprendre. Je ne me propose pas ici de propager la révolution ni d'appeler à la révolution ; je veux l'expliquer.

La révolution signifie un changement de régime social. Elle transmet le pouvoir des mains d'une classe qui s'est épuisée entre les mains d'une autre classe en ascension. L'insurrection constitue le moment le plus critique et le plus aigu dans la lutte des deux classes pour le pouvoir. Le soulèvement ne peut mener à la victoire réelle de la révolution et à l'érection d'un nouveau régime que dans le cas où il s'appuie sur une classe progressive qui est capable de rassembler autour d'elle la majorité écrasante du peuple.

A la différence des processus de la nature, la révolution est réalisée par des hommes et à travers des hommes. Mais dans la révolution aussi, les hommes agissent sous l'influence des conditions sociales qui ne sont pas librement choisies par eux, mais qui sont héritées du passé et qui leur montrent impérieusement la voie. C'est précisément à cause de cela, et rien qu'à cause de cela que la révolution a ses propres lois. Mais la conscience humaine ne reflète pas passivement les conditions objectives. Elle a l'habitude de réagir activement sur celles-ci. A certains moments, cette réaction acquiert un caractère de masse, tendu, passionné. Les barrières du droit et du pouvoir sont renversées. Précisément, l'intervention active des masses dans les événements constitue l'élément le plus essentiel de la révolution.

Mais même l'activité la plus fougueuse peut rester au niveau d'une rébellion, sans s'élever à la hauteur de la révolution. Le soulèvement des masses doit mener au renversement de la domination d'une classe et à l'établissement de la domination d'une autre. C'est alors seulement que nous avons une révolution achevée. Le soulèvement des masses n'est pas une entreprise isolée que l'on peut déclencher à son gré. Il représente un élément objectivement conditionné dans le développement de la société. Mais l'existence des conditions du soulèvement ne signifie pas qu'on doit attendre passivement, la bouche ouverte. Dans les affaires humaines aussi, il y a, comme le disait Shakespeare, des flux et des reflux : « *There is a tide in the affairs of men which, taken at the flood, leads on to fortune* ».

Pour balayer le régime qui se survit, la classe progressive doit comprendre que son heure a sonné, et se poser pour tâche la conquête du pouvoir. Ici s'ouvre le champ de l'action révolutionnaire consciente où la prévoyance et le calcul s'unissent à la volonté et la hardiesse. Autrement dit : ici s'ouvre le champ d'action du parti.

Un coup d'Etat ?
Le parti révolutionnaire unit en lui le meilleur de la classe progressive. Sans un parti capable de s'orienter dans les circonstances, d'apprécier la marche et le rythme des événements et de conquérir à temps la confiance des masses, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. Tel est le rapport des facteurs objectifs et des facteurs subjectifs de la révolution et de l'insurrection.

Comme vous le savez, dans des discussions, les adversaires – en particulier dans la théologie – ont l'habitude de discréditer fréquemment la vérité scientifique en la poussant à l'absurde. Cette vérité s'appelle même en logique : « réduction ad absurdum ». Nous allons tenter de suivre la voie opposée : c'est-à-dire que nous prendrons comme point de départ une absurdité afin de nous rapprocher plus sûrement de la vérité. En tout cas, on ne peut se plaindre d'un manque d'absurdités. Prenons-en une des plus fraîches et des plus crues.

L'écrivain italien Malaparte, quelque chose comme un théoricien fasciste – il en existe aussi –, a récemment lancé un livre sur la technique du coup d'Etat. L'auteur consacre bien entendu un nombre de pages non négligeables de son « investigation » à l'insurrection d'Octobre.

A la différence de la « stratégie » de Lénine, qui reste liée aux rapports sociaux et politiques de la Russie de 1917, « la tactique de Trotsky n'est – selon les termes de Malaparte – au contraire nullement liée aux conditions générales du pays ». Telle est l'idée principale de l'ouvrage ! Malaparte oblige Lénine et Trotsky, dans les pages de son livre, à conduire de nombreux dialogues, dans lesquels les interlocuteurs font tous les deux montre d'aussi peu de profondeur d'esprit que la nature en a mis à la disposition du Malaparte. Aux objections de Lénine sur les prémisses sociales et politiques de l'insurrection, Malaparte attribue à Trotsky la réponse littérale suivante : « Votre stratégie exige beaucoup trop de conditions favorables ; l'insurrection n'a besoin de rien, elle se suffit à elle-même ». Vous entendez ? « L'insurrection n'a besoin de rien ». Telle est précisément, chers auditeurs, l'absurdité qui doit nous servir à nous rapprocher de la vérité. L'auteur répète avec persistance qu'en octobre, ce n'est pas la stratégie de Lénine, mais la tactique de Trotsky qui a triomphé. Cette tactique menace, selon ses propres termes, encore maintenant, la tranquillité des Etats européens. « La stratégie de Lénine – je cite textuellement – ne constitue aucun danger immédiat pour les gouvernements de l'Europe. La tactique de Trotsky constitue pour eux un danger actuel et par conséquent permanent ». Plus concrètement : « Mettez Poincaré à la place de Kérensky et le coup d'Etat bolchevik d'octobre 1917 eut tout aussi bien réussi ». Il est difficile de croire qu'un tel livre soit traduit en diverses langues et accueilli sérieusement.

En vain chercherions-nous à approfondir pourquoi en général la stratégie de Lénine dépendant de conditions historiques est nécessaire, si la « tactique de Trotsky » permet de résoudre la même tâche dans toutes les situations. Et pourquoi les révolutions victorieuses sont-elles si rares si, pour leur réussite, il ne suffit que d'une paire de recettes techniques ?

Le dialogue entre Lénine et Trotsky présenté par l'écrivain fasciste est dans l'esprit comme dans la forme une invention inepte du commencement jusqu'à la fin. De telles inventions circulent beaucoup dans le monde. Par exemple, aujourd'hui, à Madrid, un livre est imprimé sous mon nom : La vida del Lenin (La vie de Lénine), pour lequel je suis aussi peu responsable que pour les recettes tactiques de Malaparte. L'hebdomadaire de Madrid Estampa présenta ce soit-disant livre de Trotsky sur Lénine en bonnes feuilles des chapitres entiers qui contiennent des outrages abominables contre la mémoire de l'homme que j'estimais et que j'estime incomparablement plus que quiconque parmi mes contemporains.

Mais abandonnons les faussaires à leur sort. Le vieux Wilhelm Liebknecht, le père du combattant et héros immortel Karl Liebknecht, aimait répéter : « l'homme politique révolutionnaire doit être pourvu d'une peau épaisse **»**. Le docteur Stockmann recommandait encore plus expressivement à celui qui se propose d'aller à l'encontre de l'opinion sociale de ne pas mettre de pantalons neufs.

Nous enregistrons ces deux bons conseils, et nous passons à l'ordre du jour. Quelles questions la révolution d'octobre éveille-t-elle chez un homme qui réfléchit ?

1 - Pourquoi et comment cette révolution a-t-elle abouti ? Plus concrètement : pourquoi la révolution prolétarienne a-t-elle triomphé dans un des pays les plus arriérés d'Europe ?

2 - Qu'a apporté la révolution d'octobre ?

3 - A-t-elle fait ses preuves ?

Les causes d'Octobre
A la première question – sur les causes –, on peut déjà maintenant répondre d'une façon plus ou moins complète. J'ai tenté de le faire le plus explicitement dans mon Histoire de la révolution russe. Ici, je ne puis que formuler les conclusions les plus importantes.

Le fait que le prolétariat soit arrivé au pouvoir pour la première fois dans un pays aussi arriéré que l'ancienne Russie tsariste n'apparaît mystérieux qu'à première vue ; en réalité, cela est tout à fait logique. On pouvait le prévoir et on l'a prévu. Plus encore : sur la perspective de ce fait, les révolutionnaires marxistes édifièrent leur stratégie longtemps avant les événements décisifs.

L'explication première est la plus générale : la Russie est un pays arriéré mais elle n'est seulement qu'une partie de l'économie mondiale, qu'un élément du système capitaliste mondial. En ce sens, Lénine a résolu l'énigme de la révolution russe par la formule lapidaire : « la chaîne s'est rompue à son maillon le plus faible ».

Une illustration nette : la grande guerre, issue des contradictions de l'impérialisme mondial, entraîna dans son tourbillon des pays qui se trouvaient à des étapes différentes de développement, mais elle posa les mêmes exigences à tous les participants. Il est clair que les charges de la guerre devaient être particulièrement insupportables pour les pays les plus arriérés. La Russie fut la première contrainte à céder le terrain. Mais pour se détacher de la guerre, le peuple russe devait abattre les classes dirigeantes. Ainsi, la chaîne de la guerre se rompit à son plus faible chaînon.

Mais la guerre n'est pas une catastrophe venue du dehors comme un tremblement de terre. C'est, pour parler avec le vieux Clausewitz, la continuation de la politique par d'autres moyens.

Pendant la guerre, les tendances principales du système impérialiste du temps de « paix » ne firent que s'extérioriser plus crûment. Plus hautes sont les forces productives générales, plus tendue la concurrence mondiale, plus aigus les antagonismes, plus effrénée la course aux armements, et d'autant plus pénible est la situation pour les participants les plus faibles. C'est précisément pourquoi les pays arriérés occupent les premières places dans la série des écroulements. La chaîne du capitalisme mondial a toujours tendance à se rompre au chaînon le plus faible.

Si, à la suite de quelques conditions extraordinaires ou extraordinairement défavorables (par exemple, une intervention militaire victorieuse de l'extérieur ou des fautes irréparables du gouvernement soviétique lui-même), le capitalisme russe était rétabli sur l'immense territoire soviétique, en même temps que lui serait aussi inévitablement rétablie son insuffisance historique, et lui même serait bientôt à nouveau la victime des mêmes contradictions qui le conduisirent en 1917 à l'explosion. Aucune recette tactique n'aurait pu donner la vie à la révolution d'Octobre si la Russie ne l'avait portée dans son corps. Le parti révolutionnaire ne peut finalement prétendre pour lui qu'au rôle d'accoucheur qui est obligé d'avoir recours à une opération césarienne.

On pourrait m'objecter : « vos considérations générales peuvent suffisamment expliquer pourquoi la vieille Russie – ce pays où le capitalisme arriéré reposant sur une paysannerie misérable était couronné par une noblesse parasitaire et une monarchie putréfiée – devait faire naufrage. Mais dans l'image de la chaîne et du plus faible maillon, il manque toujours encore la clé de l'énigme proprement dite : comment, dans un pays arriéré, la révolution socialiste pouvait-elle triompher ? Mais l'histoire connaît beaucoup d'exemples de décadence de pays et de cultures, avec l'écroulement simultané des vieilles classes, où il ne s'est trouvé aucune relève progressive. L'écroulement de la vieille Russie aurait dû à première vue transformer le pays en une colonie capitaliste plutôt qu'en un Etat socialiste. » Cette objection est très intéressante. Elle nous mène directement au c?ur de tout le problème. Et cependant cette objection est viciée, je dirais dépourvue de proportion interne. D'une part, elle provient d'une conception exagérée en ce qui concerne le retard de la Russie ; d'autre part d'une fausse conception théorique en ce qui concerne le phénomène du retard historique en général.

Les êtres vivants, entre autres, les hommes naturellement aussi, traversent suivant leur âge des stades de développement semblables. Chez un enfant normal de 5 ans, on trouve une certaine correspondance entre le poids, le tour de taille et les organes internes. Mais il en est déjà autrement avec la conscience humaine. A la différence de l'anatomie et de la physiologie, la psychologie, celle de l'individu comme celle de la collectivité, se distingue par l'extraordinaire capacité d'assimilation, la souplesse et l'élasticité : en cela même consiste aussi l'avantage aristocratique de l'homme sur sa parenté zoologique la plus proche de l'espèce des singes. La conscience, souple et susceptible d'assimiler, confère comme condition nécessaire du progrès historique aux « organismes » dits sociaux, à la différence des organismes réels, c'est-à-dire biologiques, une extraordinaire variabilité de la structure interne. Dans le développement des nations et des Etats, des Etats capitalistes en particulier, il n'y a ni similitude, ni uniformité. Différents degrés de culture, et même leurs pôles se rapprochent et se combinent assez souvent dans la vie d'un seul et même pays.

N'oublions pas, chers auditeurs, que le retard historique est une notion relative. S'il y a des pays arriérés et avancés, il y a aussi une action réciproque entre eux. Il y a la pression des pays avancés sur les retardataires. Il y a la nécessité pour les pays arriérés de rejoindre les pays progressistes, de leur emprunter la technique, la science, le

suite à la page(16)

Pour saluer la mémoire de Norman Bethune, révolutionnaire, médecin du peuple méconnu

3 mars 1890 – 12 novembre 1939

Par Frantz Latour

«Vous ne pouvez pas parler de l'humanité sans parler de la lutte des classes. Je la prône, et le plus tôt le peuple la fera, le mieux ce sera.»

Norman Bethune

Norman Bethune, c'était le désintéressement, le don de soi, le symbole des valeurs humaines les plus élevées, une force morale indestructible à l'image de Che Guevara. Bethune et Che, deux «hommes nouveaux» qui n'ont jamais défendu d'autres causes que celle des exploités et des opprimés, des pauvres et des plus humbles de la Terre, et qui ont donné leur vie pour leurs idées. Bethune a vécu une vie exemplaire de médecin au service du peuple.

Norman Bethune est né le 3 mars 1890 dans la ville de Gravenhurst en Ontario, au Canada. Il est élevé dans une famille traditionnelle et très religieuse, sa mère une missionnaire presbytérienne, son père un ministre venant d'une famille canadienne bien établie. Reprenant la tradition grand-paternelle, il s'inscrit à l'école de médecine de l'Université de Toronto. Au bout de deux ans, il interrompt ses études pour s'inscrire, en 1911, au *Frontier College*, qui recrute de jeunes collégiens pour aller travailler le jour avec des bûcherons à la construction de chemins de fer et dans les mines, et le soir pour leur enseigner les rudiments de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique.

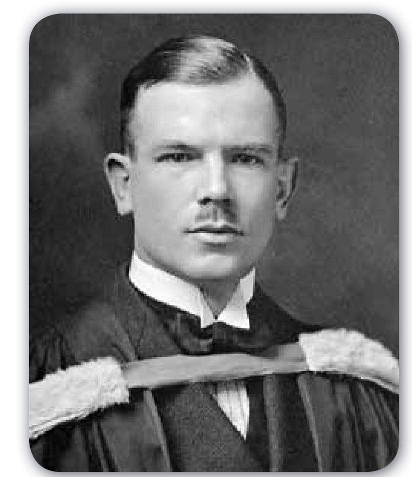


Le Dr. Norman Bethune (extrême-droite) en compagnie du Dr. Richard Brown (à sa droite) et des soldats de la 8è Armée, en campagne dans le Nord de la Chine

C'est son premier contact avec les conditions et mode de vie des travailleurs exploités, et il est déterminé à faire un succès de cette nouvelle expérience. En 1912, il termine deux autres années d'études médicales. Survient la première guerre mondiale; il se porte volontaire dans le corps médical des forces armées. Démobilisé en 1915, il retourne à Toronto compléter ses études de médecine. Il est reçu chirurgien en 1923. Il se marie et déménage à Detroit, aux Etats-Unis. Une vie confortable et une carrière médicale réussie semblent lui sourire. Sa clientèle était en train de se consolider quand il est atteint de tuberculose. Heureusement, il en réchappe.

Norman Bethune était aussi un artiste. Il écrit sur la relation entre l'art et les réalités sociales ambiantes et sur le rôle de l'artiste en tant qu'agent de changement social: « *L'artiste a pour fonction de déranger. Son devoir est d'éveiller les assoupis, d'ébranler les piliers de suffisance du monde. Dans un monde terrorisé par le changement, il prêche la révolution, principe de vie. Il est un agitateur, un trouble-fête, rapide, impatient, positif, turbulent et inquiétant. Il est l'esprit créateur de la vie travaillant dans l'âme des hommes.»*

Développer uniquement ses talents d'artiste et exprimer ses idées ne lui suffit pas. Il aide aussi à promouvoir la créativité et l'expression personnelle chez les enfants en mettant sur pied une école expérimentale à ses frais et devient un activiste dans la lutte contre la tuberculose. Il avait été témoin, à Detroit, des disparités entre les services de santé disponibles pour les riches et ceux des pauvres. Au Canada (où il était retourné en 1928), il se rend compte du fossé entre les services disponibles aux Canadiens anglais et ceux offerts aux Canadiens français. En effet, entre 1930 et 1939, le taux de mortalité due à la tuberculose est, en moyenne, trois fois plus élevé au Québec (français) qu'en Ontario (anglais). Dès lors, il se bat pour enrayer la tuberculose et fait campagne pour une médecine socialisée qui fournisse des soins médicaux aux travailleurs pauvres et aux chômeurs.



Le jeune Norman Bethune dipôlmé médecin en 1912

En 1935, il participe en Union soviétique à un congrès international de physiologie. Il en profite pour visiter les hôpitaux, les cliniques et les sanatoriums. Il y découvre un système complet de médecine socialiste où les services de santé ne sont pas le privilège de nantis mais un droit de tout le peuple. La Grande dépression des années 30 amène au Canada pauvreté et un accroissement de maladies à un rythme sans précédent. Ce qui va porter Bethune à s'impliquer

suite à la page(15)

La mémoire au service des luttes : Miriam Makeba



Par FUIQP & Alain St Victor

Il y a 10 ans, le 9 novembre 2008, la chanteuse et militante sud-africaine Miriam Makeba nous quittait.

Elle est née en 1932 à Johannesburg, en Afrique du Sud, d'un père instituteur (issu du groupe ethnique Xhosa) et d'une mère (appartenant à la population swazi) travaillant comme domestique. Âgée de quelques jours, elle est emprisonnée avec sa mère durant six mois parce que celle-ci vendait de la bière pour subvenir aux besoins de sa famille. À six ans, elle perd son père.

Très jeune, elle est contrainte de faire de nombreux petits boulots pour survivre : bonne d'enfant, laveuse de taxi, etc. Elle commence à chanter dans un bar « par hasard » dira-t-elle plus tard. Repérée par les groupes de chanteurs locaux, elle chante avec les Cuban Brothers, puis devient choriste du groupe Manhattan Brothers. C'est avec ce groupe qu'elle prend en 1952 son nom de scène, Miriam. Devenue une vedette, elle décide d'utiliser son nouveau métier pour dénoncer l'apartheid.

En 1959, pour éviter l'emprisonnement, elle est contrainte à l'exil suite à son apparition dans le film anti-apartheid « Come Back, Africa ». Cet exil durera 31 ans. Pendant toute sa carrière, elle multiplie les chants et les prises de parole contre l'apartheid et le colonialisme. Partout, elle appelle au boycotte de l'Afrique du Sud. Voulant exprimer les différentes cultures du continent africain, elle chante en zoulou, en xhosa, en tswana, en swahili et en arabe.

En 1969, elle épouse le militant des droits civils afro-américain Stokely Carmichael, un des dirigeants des Black Panthers. À cause de ce mariage, elle est contrainte de laisser les États-Unis.

En 1990 elle rentre dans une Afrique du Sud libérée enfin de l'apartheid. En 1992, elle interprète le rôle de sa propre mère dans un film portant sur les émeutes de Soweto de 1976: Sarafina.

En 2005, elle met fin à sa carrière mais décide de continuer à défendre les causes qui ont marqué sa vie.

Miriam aura successivement eu la nationalité algérienne et guinéenne symbolisant ainsi sa conviction panafricaine.

Pendant plusieurs décennies, elle fut le symbole des luttes africaines et du combat panafricain. Pour toutes ces raisons, elle est surnommée Mama Africa.

Repose en paix sœur et camarade. Ton exemple continue à inspirer nos combats d'aujourd'hui.

Texte: FUIQP (Modifications et ajouts ASV)

FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.



• Funerals in All Boroughs
• Transportation of Remains
• Cremation

Nou pale kreyòl.

5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228

GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

Lettre de soutien aux Sœurs de Sainte-Croix

Dirigeantes du Collège Regina Assumpta du Cap-Haïtien, ouverte aux médias et à certaines instances gouvernementales et internationales

Nous, anciennes et anciens du Collège Regina Assumpta du Cap-Haïtien, respectivement membres actifs ou sympathisants de la fédé ration des anciennes et anciens de Regina Assumpta dans l'Etat de la Floride (FARA), de la Fondation des Anciennes de Regina Assumpta dans l'Etat de New-York (FARANE) et de la Fondation des Anciennes et Anciens de Regina Assumpta du Cap-Haïtien (FARACH), de la Province du Québec, Canada, avions appris avec stupeur et douleur la catastrophique destruction de notre Alma Mater, à travers photos et vidéos publiées en temps réel dans les réseaux sociaux; un acte odieux perpétré dans la journée du 8 octobre 2018, sous la direction du Délégué du département du Nord, M. Antonio Jules, Représentant du Président de la République d'Haïti. Nous nous imaginons le désarroi des Sœurs du Collège Regina Assumpta devant une telle décision, très peu honorable, de dirigeants qui devraient normalement se sentir obligés de respecter la compétence de leur fonction.

Nous, membres de ces fondations susmentionnées vivant à l'étranger, restons Haïtiennes et Haïtiens d'origine, Capoises et Capois de naissance ou par adoption. Nous, témoins de tant de dévouement des Religieuses de Sainte-Croix à la cause de l'Education dans un pays qui en a tant besoin, faisons savoir qu'un tel acte déshonore le pays. Nous en sommes indignés!

Comme Anciennes et Anciens du Collège Regina Assumpta, nous savons combien utile s'avère une telle institution à la société haïtienne, et combien il a valu de sacrifices aux Sœurs de Sainte Croix pour ériger et maintenir cet établissement dédié depuis sa conception aux jeunes de tout le Département du Nord.

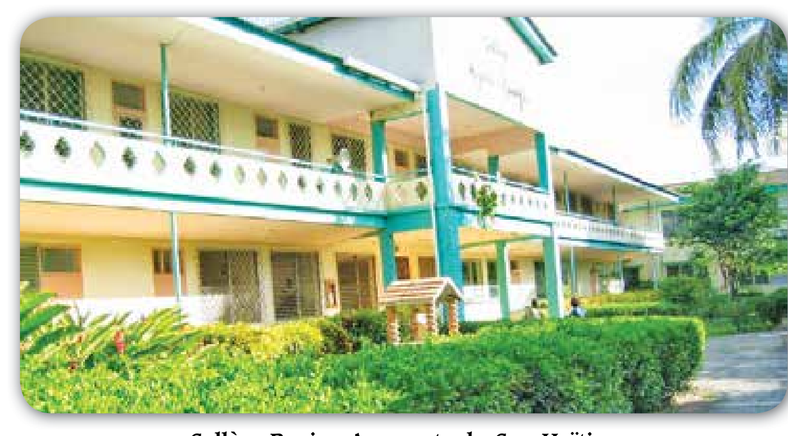
Ainsi, convaincus de l'importance du Campus Regina Assumpta au pays, nous n'avons jamais reculé devant les efforts multiples que requiert l'organisation de levées de fonds pour soutenir les projets du Collège qui nous a formés et dont nous sommes très fiers.

Quand, de surcroît, le rétablissement des faits prouve combien les Sœurs du Collège Regina Assumpta ont essayé par monts et par vaux de convaincre le Délégué départemental et la Mairesse de la ville, Mme Yvrose Pierre à envisager des solutions éprouvées, de loin moins drastiques ou destructives, pourtant applicables et raisonnables, pour le nettoyage du canal en question, qu'il nous soit permis de douter de l'authenticité même du projet prétexté.

En effet, pourquoi même penser à détruire quand le curage reste possible avec des moyens connus beaucoup plus simples, d'autant plus que ce dit curage a toujours été fait régulièrement à l'initiative des Sœurs elles-mêmes. Soyons clairs, une telle décision brutale et violente de démolir est, en fait, non seulement une insulte à l'Education proprement dite, mais aussi à tous ceux et celles qui, aujourd'hui, utilisent avec brio leurs connaissances acquises au Collège Regina Assumpta, tant en Haïti qu'à l'étranger, faisant ainsi honneur à leur Alma Mater.

Le devoir de dirigeants d'un pays n'est-il pas de protéger avant tout leurs citoyens? Pourquoi avoir choisi de détruire cet établissement qui offre un apprentissage de haute qualité à plus de 1 600 jeunes du Département du Nord, au lendemain même de l'ouverture des classes? Cet agissement inacceptable punit non seulement des parents qui se sacrifient pour offrir une éducation d'excellence à leurs enfants, mais aussi ces jeunes eux-mêmes qui s'en retrouvent perdus

Nous invitons les autorités concernées à évaluer l'ampleur des dégâts causés par ces actes dans l'esprit même d'innocents étudiants et à entreprendre les réparations nécessaires.



Collège Regina Assumpta du Cap-Haïtien

Ainsi, aux différentes victimes, Religieuses de Sainte-Croix, parents, professeurs et employés, élèves et étudiants du Collège Regina Assumpta du Cap-Haïtien, nous apportons ouvertement notre soutien indéfectible.

Fait ce 28 octobre 2018

Fédération des Anciennes et Anciens de Regina Assumpa (FARA), Floride P.O. Box 971053 Coconut Creek, Fla. 33097 Mrs Mireille Gaspard Présidente

Fondation des Anciennes et Anciens de Regina Assumpta du Cap Haïtien (FARACH), Québec, Canada 961 Basile Moreau St Laurent, Québec H4L-4A1 Mrs. Andrise César Présidente

Fondation des Anciennes de Regina Assumpta Nord-Est, New-York (FARANE) P.O. Box 7780 Hicksville, NY 11802-7780 Mrs. Linda T. Daniel Présidente

---

Suite de la page (9)

related to the PetroCaribe funds from 2006 to 2018. Prime Minister Jean Henry Céant who presented this kind of "white paper" on the use and the management of the PetroCaribe fund wants by this gesture to make transparent the ongoing process and prove that his government does not intend to hide the truth from the population on the squandering of these funds.

In the process, the Prime Minister also increased the security of the investigating judge in charge of the PetroCaribe case at the Port-au-Prince prosecutor's office. An armored car was even delivered to this judge. Not to mention that he has taken the same steps with members of the Superior Council of the Judiciary Authority (CSPJ) expecting only a frank co-operation of the executive power for justice to take action against those who emptied the state fund without worrying about the rest. The Prime Minister also wrote to the Superior Court of Auditors promising them all the help and assistance they need for their work on this case.

Before these events, the very day of the big Oct. 17 demonstration, the President began Tweeting a lot. Some want him to shed light on all the PetroCaribe corruption, but the most radical want his resignation, especially the political leaders who do not see in this popular PetroCaribe mobilization a mere campaign against corruption in the state apparatus but rather a step towards the departure of President Jovenel Moses from the National Palace.

However, with all the signals issued by the authorities after the big Oct. 17 demonstration, it seems that the authorities are opening an avenue to the Port-au-Prince courthouse and that nothing or nobody will be able to stop the machine ready to crack down on anyone who has participated in any way in this great scandal of the century. According to one accused who is worried about his fate since the Oct. 17 demonstration: there is no doubt, we are moving towards what we called at the beginning of last century the process of the "Consolidation" under the presidency of Nord Alexis between 1903 and 1904.



Former Prime Minister Laurent Lamothe remains one of the main accused in this scandal

(To be continued)

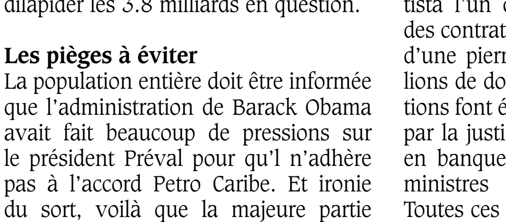
(Translated from the original French by Kim Ives.)

Suite de la page (7)

Petro Caribe.

Ensuite, quelques mois après que ce Lamothe ait ordonné la liquidation de Alix Gassant Junior, lui et son patron direct Miki ont manigancé le scénario d'extrême violence auquel ils ont soumis le juge Jean Serge Joseph jusqu'à ce que mort s'ensuivit. Ainsi disparut le magistrat comme un éclair *menm jan ak yon pappadap.* Sans que personne ne s'y attendait, l'ex directeur du FAES Klaus Ebherwin a été retrouvé dans sa chambre d'hôtel en Floride baignant dans son sang d'un rouge vif.

D'aucuns prétendent qu'il s'agit d'un suicide. Mais, la population entière est bien au courant des centaines de millions tirés des fonds Petro Caribe. Moins de quelques semaines après, l'on a annoncé le suicide de la fille de l'ex-ministre de Duvalier portant le nom Jean Robert Estimé. Cette dame était chargée exclusivement du dossier Petro Caribe. Ceci dit, elle disposait des informations de première main qui pouvaient faire la lumière sur tous les subterfuges dont se servait Lamothe pour dilapider les 3.8 milliards en question.



Les pièges à éviter

La population entière doit être informée que l'administration de Barack Obama avait fait beaucoup de pressions sur le président Préval pour qu'l n'adhère pas à l'accord Petro Caribe. Et ironie du sort, voilà que la majeure partie des fonds détournés a été injecté dans l'économie des Etats Unis. Ainsi, ce serait d'une naïveté déconcertante de croire que l'administration de Trump allait aider Haïti à récupérer ces milliards.

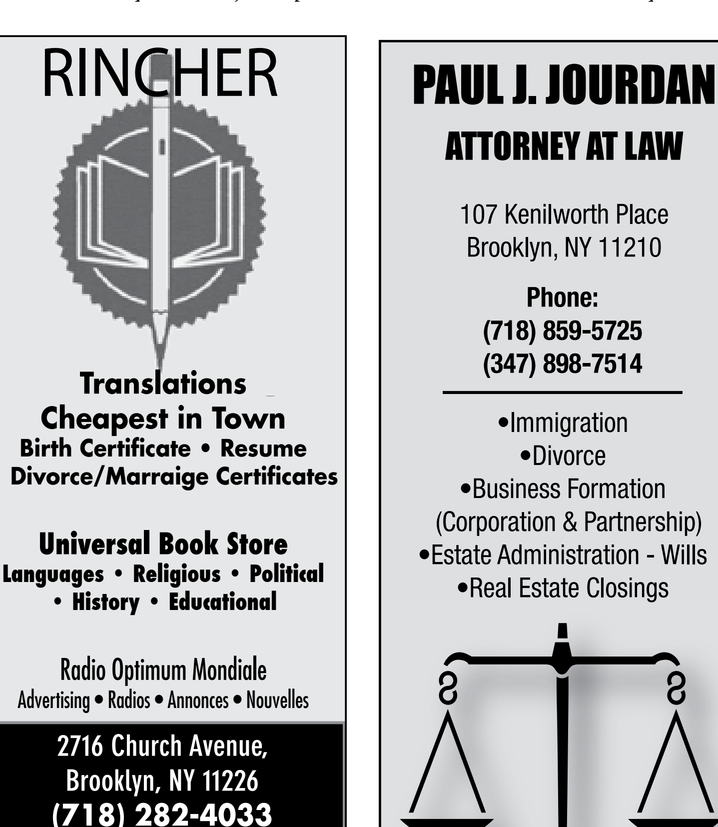
Se ta mande Makou remèt ou kòb Makou te vòlè. La preuve c'est que la justice étasunienne vient de se saisir de tous les comptes du sénateur Bautista l'un des principaux bénéficiaires des contrats bidon dont la simple pause d'une pierre a couté au pays dix millions de dollars. En outre, des informations font état de la mise sous séquestre par la justice dominicaine des comptes en banque des ministres et d'anciens ministres haïtiens en terre voisine. Toutes ces histoires ne sont que des diversions habilement concoctées dans l'objectif de venir à bout de la mobilisation.

Des pièges dans lesquels il ne faut pas tomber. En dernier ressort, la révocation par Jovenel de certains proches ne sert à rien tant qu'ils continuent de se la couler en douce et ce en toute quiétude d'esprit car étant rassuré de l'impunité qui leur sert d'immunité. Le commissaire contesté Ocnam Clamé Daméus, croyant pouvoir amuser la galerie vient de lancer des mandats d'amenée à l'encontre des directeurs du BMPAD.

Et, les pétros challengers sont en droit de se demander qu'en est-il de Miki et de sa femme Gwo Soso, de leur fils Olivier, de Laurent Gagòt qui a boudé une invitation de ce même commissaire du gouvernement *ki se bon matchòpwèl li* et de tous les complices ? En tout cas du train où va la mobilisation, les dilapidateurs des 3.8 milliards n'auront que deux choix.

Soit ils optent pour la justice traditionnelle qui n'est pas encore en mouvement et qui ne le sera jamais, soit ils choisissent la justice populaire qui frappe déjà à leurs portes quoique blindées. Ils n'ont qu'à se souvenir des 6, 7 et 8 juillet dernier ainsi que du 17 octobre. Et, au moment où nous écrivons, il ne reste que 12 petits jours pour la bataille finale qui aura lieu le 18 novembre. A bon entendeur….. saludo, nos ennemis Pétros.





VIENT DE PARAÎTRE : LES CAPSULES DESSALINIENNES



Les haïtiens curieux et intéressés à mieux comprendre Dessalines, cet homme fascinant, conséquent, et exceptionnel de l'humanité noire, peuvent se procurer, au prix de $45. (+ les frais postaux si nécessaires) « Les capsules dessaliniennes » du professeur retraité Raymond Wainwright en téléphonant au no 1-450-933-5451 ou 718-421-0162

Ce livre concis campe le fondateur, à l'aide de 1804 capsules émaillées de poèmes adaptés, de citations appropriées et de significatifs documents authentiques.

Bonne Lecture

Suite de la page (13)

davantage dans les luttes menées par les masses populaires. Il intensifie les débats sur la question de la réforme et de la révolution, et élargit ses rapports avec des militants politiques de la gauche intellectuelle et du monde des chômeurs. Attiré de plus en plus par le communisme, Bethune entre dans les rangs du PC canadien en décembre 1935.

En juillet 1936, à la suite d'une révolte militaire, Franco instaure le fascisme en Espagne. Les Brigades internationales se portent au secours des forces républicaines espagnoles, dont 1200 Canadiens. Bethune est du nombre. Sur le champ de bataille il constate que plusieurs soldats meurent avant de pouvoir être évacués pour être opérés. L'urgence de transfusions sur le terrain même saute aux yeux. Le médecin organise alors une unité mobile de transfusion extrêmement fonctionnelle et efficace célébrée du reste dans le film *Cœur d'Espagne*. A la suite de la victoire des républicains à la bataille de Guadalajara (mars 1937), on lui demande de retourner au Canada pour annoncer la bonne nouvelle et mener une campagne de financement de la cause.

Alors que le docteur Bethune termine sa série de conférences pour sensibiliser l'opinion canadienne à la nécessité de venir en aide à l'Espagne républicaine, les nouvelles abondent qui annoncent les nouvelles agressions fascistes japonaises, massives en Chine. Bethune décide alors de rejoindre Mao Zedong et la résistance chinoise autour de la ville de Yenan, au centre-nord du pays. Il explique à Mao comment des unités mobiles de transfusion sanguine et des opérations pratiquées directement sur le champ de bataille peuvent sauver jusqu'à 75% des soldats blessés. Mao approuve le projet d'unités médicales mobiles dans les zones de guérilla.

Trois semaines plus tard, Bethune rejoint une autre base de résistance couvrant les provinces frontalières du Shansi-Chahar-Hopei où l'aide médicale est encore plus urgente. Il y arrive en juin 1938, accompagné d'une infirmière canadienne. De concert avec le chef militaire guérillero de la zone, il mobilise le corps médical et la population afin d'établir un hôpital modèle pour la région, à compléter au bout de cinq semaines. Un défi relevé dans le temps prévu. Mais Bethune ne demeure pas à l'hôpital, il se déplace avec les forces de la guérilla afin de soigner les blessés. Lorsque les combats sont durs et les blessés nombreux, Bethune doit opérer 18, 24, 36 heures d'affilée. Il refuse son salaire mensuel de 100 yuans et demande qu'on le garde pour un fonds d'aide aux soldats et paysans blessés durant leur convalescence.

À cause d'une conduite héroïque dans des conditions très difficiles, la santé de Bethune va se détériorer. Lors d'une opération chirurgicale, il se coupe un doigt. La plaie va s'infecter. Les médicaments qui pourraient le guérir ne pourront arriver à temps à la base de Shansi-Chahar-Hopei à cause du blocus ennemi. L'infection provoquera une septicémie (infection du système circulatoire et de tous les organes) dont Bethune mourra le 12 novembre 1939, à l'âge de 49 ans.

De Bethune, Mao Zedong a écrit: «*Voilà donc un étranger, qui sans être poussé par aucun intérêt personnel, a fait sienne la cause de la libération du peuple chinois; quel est l'esprit qui l'a inspiré? C'est l'esprit de l'internationalisme…l'esprit du camarade Bethune, oubli total de soi et entier dévouement aux autres apparaissait dans son affection sans bornes pour les camarades, pour le peuple*».

Norman Bethune était la synthèse et le modèle de tout ce qu'il y a de meilleur en chacun de nous, et qu'il avait porté au plus haut degré du dépassement de soi, à l'incandescence même de la générosité humaine la plus pure.

Salut, camarade et confrère Bethune! Repose en paix. L'humanité gardera de toi un immarcescible souvenir.

2 novembre 2018

Suite de la page (8)

parquet de la capitale, une affaire dans laquelle les avocats du Conseil de l'Ordre du barreau de Port-au-Prince réclament promptement sa révocation, Me Ocnam Daméus sait que PetroCaribe n'est pas une affaire comme les autres.

Surtout qu'il s'est trouvé avec le cul (fesses) entre deux chaises : le chef de l'Etat d'une part qui veut satisfaire les revendications des avocats et donc le révoquer et la Primature d'autre part qui souhaite le conserver à la tête du Parquet. Or, dans le dossier PetroCaribe, Me Ocnam Daméus sait qu'il marche forcément sur de la braise. Tous ceux qu'il doit entendre ont en partie contribué à sa fulgurante carrière dans la magistrature. Il leur doit sa place au Palais de justice de Port-au-Prince. Comment ordonner l'arrestation des gens qui ont facilité sa rapide montée dans la hiérarchie de la justice ? C'est un dilemne auquel le Commissaire du gouvernement est confronté depuis que PetroCaribe est placé au centre des débats politico-judiciaires en Haïti. Or, il se trouve que la population attend avec impatience les premières arrestations dans ce dossier. Seule action pouvant calmer un peu l'ardeur des Petro/Challenges qui font de cette affaire une question de principe.

La justice qui a depuis quelques semaines le soutien du Premier ministre pour agir dans ce dossier et qui dispose d'informations supplémentaires depuis la publication par la Primature d'une compilation de textes et de documents, sorte de « Livre blanc » sur l'Accord énergétique entre Haïti et le Venezuela sur le montant réel des fonds PetroCaribe depuis 1996 à 2017 et surtout sur les dépenses réelles qui ont été effectuées, semble travailler dans le silence. Elle attend seulement que des moyens matériels supplémentaires soient mis à sa disposition. Elle guette aussi avec impatience les premiers pas de la fameuse Commission indépendante devant enquêter sur la gestion des fonds PetroCaribe. En tout cas, plus rien ne semble pouvoir empêcher maintenant que les juges en charge du dossier commencent à lancer les mandats d'arrêts contre tous ceux ayant eu accès aux fonds PetroCaribe.

Mais surtout contre les ex-Premiers ministres, ministres de l'Economie et des Finances, ministres de la Planification et tous ceux qui avaient à leur disposition des fonds ou ayant obtenu des contrats relatifs à PetroCaribe devant servir à doter le pays d'infrastructures en tout genre (routes, stades, hôpitaux, bâtiments publics, écoles, etc.). Il ne s'agit pas d'acharnement médiatique ni de harcèlement judiciaire contre les personnes dont les noms sont cités. Il s'agit simplement de faire la lumière sur des fonds qui étaient censés servir à améliorer le quotidien de la population la plus nécessiteuse et l'image du pays en général. Il faut que justice soit faite. La population ne se contentera pas de simple saupoudrage. Il ne suffit pas de faire venir de temps en temps une ou deux personnalités au Parquet de Port-au-Prince pour les entendre juste pour amuser la galerie. Les fonds PetroCaribe appartiennent à tous les contribuables. Ils ne sauraient servir les intérêts d'une infirme minorité qui est déjà la mieux lotie du pays. Et puis nous parlons bien de « principe » qui devrait être respecté. PetroCaribe, même si certains cherchent à l'utiliser à des fins personnelles ou à servir leurs projets politiques, doit servir d'exemple dans un pays où certains croient qu'ils peuvent tout se permettre sans jamais s'inquiéter de la justice encore moins de rendre des comptes pour leurs actes. D'où l'interrogation, à quand les premières arrestations?

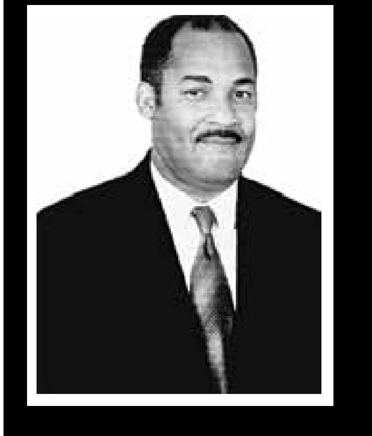
Le combat contre la corruption ne peut être considéré comme un gadget ni ne doit concerner que les petites gens, les sans noms, les sans adresses, ceux qui ne peuvent acheter leur procès et leur condamnation. C'est pourquoi, il faut faire attention à la manipulation dans cette affaire. Plusieurs entités de la société haïtienne, voire de la Communauté internationale, peuvent voir d'un mauvais œil la montée en puissance des revendications de la population réclamant justice et un procès contre les Petro/voleurs. Ces entités, pour diverses raisons qui ne sont pas forcément identiques, peuvent contribuer à faire noyer le poisson. Elles peuvent infiltrer le mouvement, sinon l'initier afin de bien le contrôler ou de l'orienter dans la direction qu'elles souhaitent. On sait aussi que chaque grande personnalité en Haïti dont les noms sont cités dans la dilapidation des fonds PetroCaribe, a une boucle d'oreille chez un des orfèvres d'Haïti qui ne sont pas forcément en Haïti même et n'étant pas prêts à les laisser tomber ni à les voir pourrir à la Prison civile (Pénitencier national) de Port-au-Prince.

Histoire de protéger leurs intérêts politiques, ils sont capables de créer eux-mêmes ce mouvement dont jusqu'à maintenant personne ne peut dire d'où il vient ni qui est son véritable leader. D'ailleurs, d'où vient l'argent qui permet cette mobilisation nationale ? Car il faut bien que l'argent vienne de quelque part. L'impression des tee-shirts, l'argent pour la sonorisation, pour les leaders des organisations populations, etc. Tout cela a un coût. Attention donc pour que PetroCaribe ne soit pas un piège pour barrer la route à tout véritable changement en Haïti ! Gare à des boucs-émissaires qui pourraient être livrés à la vindicte populaire histoire de satisfaire l'envie de la population qui, depuis trop longtemps, attend qu'on fasse le ménage dans les Ecuries d'Augias, c'est-à-dire tracer un exemple. Il ne faut surtout pas conduire un procès à charge contre des sans grades, des braves gens, des petits poissons rouges qu'on trouve dans les aquariums de salon.

Quand les vrais, les grands et les gros requins, les mangeurs d'hommes, ceux qui ont un nom, regardent ce qui devrait être leur procès à la télévision écran plasma sans être inquiétés avec même des sourires aux lèvres. Voilà pourquoi, la population attend les premiers pas de la justice avec quelques arrestations significatives afin de comprendre dans quelle direction l'institution judiciaire entend mener le pays à travers ce qui devient inévitable : le procès PetroCaribe. Pratiquement tout le monde sait qui sont les responsables de ce crime financier contre les intérêts de la nation. Le Commissaire du gouvernement comme les juges d'instructions savent que plus ils trainent les pieds plus ils courent le risque que les Petro/accusés quittent un à un le pays sans jamais y revenir. Le temps joue pour le moment en faveur des fraudeurs. La justice n'a plus de temps à perdre. Les Petro/voleurs sont encore parmi nous. Mais pour combien de temps?

C.C





Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

Greater Brooklyn
Gastroenterology Care

Michel Jose Charles MD, FACG, AGAF

Board Certified Gastroenterology

Office Locations

3621 Glenwood Rd, Brooklyn NY 11210
9408 Flatlands Ave, Brooklyn NY 11236
1381-B Linden Blvd, Brooklyn NY 11212

By Appointment Only

Tel: 718-434-0202 / 718-869-1501
E-mail: charlesmjcharles@hotmail.com
"Giving care, one patient at a time."



Suite de la page (12)

Ainsi surgit un type combiné du développement : des traits de retard s'accouplent au dernier mot de la technique mondiale et de la pensée mondiale. Enfin, les pays historiquement arriérés, pour surmonter leur retard, sont parfois contraints de dépasser les autres.

Dans certaines conditions, la souplesse de la conscience collective donne la possibilité d'atteindre sur l'arène sociale le résultat que l'on appelle, dans la psychologie individuelle, la « compensation ». Dans ce sens, on peut dire que la révolution d'Octobre fut pour les peuples de Russie un moyen héroïque de surmonter leur propre infériorité économique et culturelle.

Mais passons sur ces généralisations historico-politiques, peut-être un peu trop abstraites, pour poser la même question sous une forme plus concrète, c'est-à-dire à travers les faits économiques vivants. Le retard de la Russie au XXe siècle s'exprime le plus clairement ainsi : l'industrie occupe dans le pays une place minime en comparaison du village, le prolétariat en comparaison de la paysannerie. Dans l'ensemble, cela signifie une basse productivité du travail national. Il suffit de dire qu'à la veille de la guerre, lorsque la Russie tsariste avait atteint le sommet de sa prospérité, le revenu national était 8 à 10 fois plus bas qu'aux Etats-Unis. Cela exprime numériquement « l'amplitude » du retard, si l'on peut en général se servir du mot amplitude en ce qui concerne le retard.

En même temps, la loi du développement combiné s'exprime dans le domaine économique à chaque pas dans les phénomènes simples comme dans les phénomènes complexes. Presque sans routes nationales, la Russie se vit obligée de construire des chemins de fer. Sans être passée par l'artisanat européen et la manufacture, la Russie passa directement aux entreprises mécaniques. Sauter les étapes intermédiaires, tel est le sort des pays arriérés.

Tandis que l'économie paysanne restait fréquemment au niveau du XVIIe siècle, l'industrie de la Russie, si ce n'est par sa capacité du moins par son type, se trouvait au niveau des pays avancés et dépassait ceux-ci sous maints rapports. Il suffit de dire que les entreprises géantes de plus de mille ouvriers occupaient aux Etats-Unis moins de 18% du total des ouvriers industriels, contre plus de 41% en Russie. Ce fait se laisse mal concilier avec la conception banale du retard économique de la Russie. Toutefois, il ne contredit pas le retard : il le complète dialectiquement.

La structure de classe du pays portait aussi le même caractère contradictoire. Le capital financier de l'Europe industrialisa l'économie russe à un rythme accéléré. La bourgeoisie industrielle acquit aussitôt un caractère de grand capitalisme, ennemi du peuple. De plus, les actionnaires étrangers vivaient hors du pays. Par contre, les ouvriers étaient bien entendu des Russes. Une bourgeoisie russe numériquement faible qui n'avait aucune racine nationale se trouvait de cette manière opposée à un prolétariat relativement fort, avec de puissantes et profondes racines dans le peuple.

Au caractère révolutionnaire du prolétariat contribua le fait que la Russie, précisément comme pays arriéré obligé de rejoindre les adversaires, n'était pas arrivée à élaborer un conservatisme social ou politique propre. Comme pays le plus conservateur de l'Europe, et même du monde entier, le plus ancien pays capitaliste, l'Angleterre, me donne raison. Le pays d'Europe le plus libéré du conservatisme pouvait bien être la Russie.

Le prolétariat russe, jeune, frais, résolu, ne constituait cependant toujours qu'une infime minorité de la nation. Les réserves de sa puissance révolutionnaire se trouvaient en dehors du prolétariat même : dans la paysannerie, vivant dans un semi-servage, et dans les nationalités opprimées.



Léon Trotsky et Vladimir Lénine

La paysannerie

La question agraire constituait la base de la révolution. L'ancien servage étatique-monarchique était doublement insupportable dans les conditions de la nouvelle exploitation capitaliste. La communauté agraire occupait environ 140 millions de déciatines. A trente milles gros propriétaires fonciers dont chacun possédait en moyenne plus de 2000 déciatines revenaient un total de 70 millions de déciatines, c'est-à-dire autant qu'à environ 10 millions de familles paysannes, ou 50 millions d'êtres formant la population agraire. Cette statistique de la terre constituait un programme achevé du soulèvement paysan.

Un noble, Boborkin, écrivit en 1917 au Chambellan Rodzianko, le président de la dernière Douma d'Etat : « Je suis un propriétaire foncier et il ne me vient pas à l'idée que je doive perdre ma terre, et encore pour un but incroyable, pour expérimenter l'enseignement socialiste ». Mais les révolutions ont précisément pour tâche d'accomplir ce qui ne pénètre pas dans les classes dominantes.

A l'automne 1917, presque tout le pays était atteint par le soulèvement paysan. Sur 621 districts de la vieille Russie, 482 – c'est-à-dire 77% – étaient touchés par le mouvement. Le reflet de l'incendie du village illuminait l'arène du soulèvement dans les villes.

Mais la guerre paysanne contre les propriétaires fonciers, allez-vous m'objecter, est un des éléments classiques de la révolution bourgeoise, et pas du tout de la révolution prolétarienne ! Je réponds : tout à fait juste, il en fut ainsi dans le passé ! Mais c'est précisément l'impuissance de vie de la société capitaliste dans un pays historiquement arriéré qui s'exprime en cela même que le soulèvement paysan ne pousse pas en avant les classes bourgeoises de la Russie, mais au contraire les rejette définitivement dans le camp de la réaction. Si la paysannerie ne voulait pas sombrer, il ne lui restait rien d'autre que l'alliance avec le prolétariat industriel. Cette jonction révolutionnaire des deux classes opprimées, Lénine la prévit génialement, et la prépara de longue main.

Si la question agraire avait été résolue courageusement par la bourgeoisie, alors, assurément le prolétariat russe n'aurait nullement pu arriver au pouvoir en 1917. Venue trop tard, tombée précocement en décrépitude, la bourgeoisie russe, cupide et lâche, n'osa cependant pas lever la main contre la propriété féodale. Ainsi, elle remit le pouvoir au prolétariat, et en même temps le droit de disposer du sort de la société bourgeoise.

Afin que l'Etat soviétique se réalise, l'action combinée de deux facteurs de nature historique différente était par conséquent nécessaire : la guerre paysanne, c'est-à-dire un mouvement qui est caractéristique de l'aurore du développement bourgeois, et le soulèvement prolétarien qui annonce le déclin du mouvement bourgeois. En cela même réside le caractère combiné de la Révolution russe.

Qu'il se dresse une fois sur ses pattes de derrière et l'ours paysan devient redoutable dans son emportement. Cependant, il n'est pas en état de donner à son indignation une expression consciente. Il a besoin d'un dirigeant. Pour la première fois dans l'histoire du monde, la paysannerie insurgée a trouvé dans la personne du prolétariat un dirigeant loyal. Quatre millions d'ouvriers de l'industrie et des transports dirigeant 100 millions de paysans. Tel fut le rapport naturel et inévitable entre le prolétariat et la paysannerie dans la révolution.

La question nationale

La seconde réserve révolutionnaire du prolétariat était constituée par les nations opprimées, d'ailleurs également à composition paysanne prédominante. Le caractère extensif du développement de l'Etat, qui s'étend comme une tâche de graisse du centre moscovite jusqu'à la périphérie, est étroitement lié au retard historique du pays. A l'Est, il subordonne les populations encore plus arriérées pour mieux étouffer, en s'appuyant sur elles, les nationalités plus développées de l'Ouest. Aux 70 millions de Grands-Russes qui constituaient la masse principale de la population, s'adjoignaient successivement 90 millions d'« allogènes ».

Ainsi se composait l'empire dans la composition duquel la nation dominante ne constituait que 43% de la population, tandis que les autres 57% relevaient de nationalité, de culture et de régime différents. La pression nationale était en Russie incomparablement plus brutale que dans les Etats voisins, et à vrai dire non seulement de ceux qui étaient de l'autre côté de la frontière occidentale, mais aussi de la frontière orientale. Cela conférait au problème national une force explosive énorme.

La bourgeoisie libérale russe ne voulait, ni dans la question nationale, ni dans la question agraire, aller au-delà de certaines atténuations du régime d'oppression et de violence. Les gouvernements « démocratiques » de Milioukov et de Kérensky, qui reflétaient les intérêts de la bourgeoisie et de la bureaucratie grand-russe, se hâtèrent au cours des huit mois de leur existence précisément de le faire comprendre aux nations mécontentes : vous n'obtiendrez que ce que vous arracherez par la force.

Lénine avait très tôt pris en considération l'inévitabilité du développement centrifuge du mouvement national. Le Parti Bolchevik lutta opiniâtrement, pendant des années, pour le droit d'autodétermination des nations, c'est-à-dire pour le droit à la complète séparation étatique. Ce n'est que par cette courageuse position dans la question nationale que le prolétariat russe put gagner peu à peu la confiance des populations opprimées. Le mouvement de libération nationale, comme aussi le mouvement paysan, se tournèrent forcément contre la démocratie officielle, fortifièrent le prolétariat, et se jetèrent dans le lit de l'insurrection d'Octobre.

La révolution permanente

Ainsi se dévoile peu à peu devant nous l'énigme de l'insurrection prolétarienne dans un pays historiquement arriéré. Longtemps avant les événements, les révolutionnaires marxistes ont prévu la marche de la révolution et le rôle historique du jeune prolétariat russe. Peut-être me permettra-t-on de donner ici un extrait de mon propre ouvrage sur l'année 1905, Bilan et Perspectives : « Dans un pays économiquement plus arriéré, le prolétariat peut arriver plus tôt au pouvoir que dans un pays capitaliste progressif...

« La révolution russe crée... des conditions dans lesquelles le pouvoir peut passer (avec la victoire de la révolution, doit passer) au prolétariat même avant que la politique du libéralisme bourgeois ait eu la possibilité de déployer dans toute son ampleur son génie étatique.

« Le sort des intérêts révolutionnaires les plus élémentaires de la paysannerie... se noue au sort de la révolution, c'est-à-dire au sort du prolétariat. Le prolétariat arrivant au pouvoir apparaîtra à la paysannerie comme le libérateur de classe.

« Le prolétariat entre au gouvernement comme un représentant révolutionnaire de la nation, comme dirigeant reconnu du peuple en lutte contre l'absolutisme et la barbarie du servage...

« Le régime prolétarien devra dès le début se prononcer pour la solution de la question agraire à laquelle est liée la question du sort de puissantes masses populaires de la Russie. »

Je me suis permis d'apporter cette citation pour témoigner que la théorie de la révolution d'Octobre présentée aujourd'hui par moi n'est pas une improvisation rapide et ne fut pas construite après coup sous la pression des événements. Non, elle fut émise sous la forme d'un pronostic politique longtemps avant l'insurrection d'Octobre. Vous serez d'accord que la théorie n'a de valeur en général que dans la mesure où elle aide à prévoir le cours du développement et à l'influencer vers ses buts. En cela même consiste, pour parler de façon générale, l'importance inestimable du marxisme comme arme d'orientation sociale et historique. Je regrette que le cadre étroit de l'exposé ne me permette pas d'étendre la citation précédente d'une façon plus large, c'est pourquoi je me contente d'un court résumé de tout l'écrit de l'année 1905.

D'après ses tâches immédiates, la révolution russe est une révolution bourgeoise. Mais la bourgeoisie russe est anti-révolutionnaire. Par conséquent, la victoire de la révolution n'est possible que comme victoire du prolétariat. Or, le prolétariat victorieux ne s'arrêtera pas au programme de la démocratie bourgeoise ; il passera au programme du socialisme. La révolution russe deviendra la première étape de la révolution socialiste mondiale.

Telle était la théorie de la révolution permanente, édifiée par moi en 1905 et depuis exposée à la critique la plus acerbe sous le nom de « trotskysme ».

Pour mieux dire, ce n'est qu'une partie de cette théorie. L'autre, maintenant particulièrement d'actualité, réside dans l'idée suivante : les forces productives actuelles ont depuis longtemps dépassé les barrières nationales. La société socialiste est irréalisable dans les limites nationales. Si importants que puissent être les succès économiques d'un Etat ouvrier isolé, le programme du « socialisme dans un seul pays » est une utopie petite-bourgeoise. Seule une Fédération européenne, et ensuite mondiale, de républiques socialistes, peut ouvrir la voie à une société socialiste harmonieuse. Aujourd'hui, après l'épreuve des événements, je vois moins de raison que jamais de me dédire de cette théorie.

A suivre

Léon Trotsky, 7 novembre 1932
La Riposte 7 novembre 2018

TAP TAP
HAITIAN RESTAURANT



TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.
819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

CATERING & TAKE-OUT
Now 3 Locations in Brooklyn



2816 Church Avenue (b/t Nostrand & Rogers Aves.) 718.856.2100

8221 Flatlands Avenue (b/t E. 82 & 83 St.)
718.975.7488



1738 Flatbush Avenue (b/t Aves I & J)
718.258.0509

ETI Reliable
Income Tax Services
Ernst Blanchard
25+ years of experience
• Individual
• Corporation
• Self-Employed
• Non-Profits
• Partnerships
• LLCs
MONEY
We Speak: English, Kreyòl, French, Spanish
327 E. 52nd Street
(between Linden & Church)
Brooklyn, NY 11203
718.922.2537 office
917.681.6531 cell
Blanchardernst@gmail.com

L'Occident abandonne Julian Assange

Par Stefania Maurizi

Commençons par le chat. Qui aurait pensé qu'un de ces félins bien-aimés jouerait un rôle crucial dans l'affaire Julian Assange ? Et pourtant, voyez les derniers articles parus dans la presse. Les gros titres des médias grand public ne parlent pas d'un homme confiné dans un minuscule bâtiment au cœur de l'Europe depuis six ans sans aucune issue en vue, mais plutôt d'instructions venues de Quito lui demandant de nourrir son chat.

Voilà un homme qui court le risque grave d'être arrêté par les autorités britanniques puis extradé vers les USA et poursuivi pour ses publications. Un homme qui a été coupé de tout contact humain, à l'exception de ses avocats, et dont la santé se dégrade sérieusement en raison d'un confinement prolongé sans même une heure à l'air libre. Avec tout ça, n'y avait-il rien de plus important à couvrir que le chat ?

Mais il y a une histoire à raconter sur le chat d'Assange. Une des dernières fois que j'ai été autorisée à rendre visite à Julian Assange à l'ambassade de l'Equateur à Londres, avant que le gouvernement actuel de Lenin Moreno ne coupe tous ses contacts sociaux et professionnels, j'ai demandé au fondateur de WikiLeaks si son chat avait déjà essayé de s'échapper de l'ambassade puisque, contrairement à son compagnon humain, il pouvait facilement s'échapper du bâtiment sans risque d'être arrêté par Scotland Yard.

Assange n'a pas pris ma question avec la même légèreté que je l'avais posée et, au contraire, il s'est légèrement ému et m'a dit que lorsque le chat était petit, il avait effectivement tenté de s'échapper du bâtiment, mais en grandissant, il s'était tellement habitué au confinement que chaque fois qu'Assange avait essayé de donner le chat à des amis proches pour que l'animal profite de sa liberté, l'animal manifestait une peur des espaces ouverts. Le confinement a un impact profond sur le comportement et la santé de toutes les créatures, animaux comme humains.

La force

J'ai travaillé en tant que partenaire média de WikiLeaks pendant les neuf dernières années, et au cours de ces neuf années, j'ai rencontré Assange à de très nombreuses reprises, mais je ne l'ai rencontré qu'une seule fois en homme libre : c'était en septembre 2010, le jour même où la procureure suédoise a



Julian Assange

émis un mandat d'arrêt pour des allégations de viol [*affaire qui avait déjà fait l'objet d'une enquête et d'un non lieu par un procureur suédois - NdT].*

D'abord assigné à résidence avec un bracelet électronique autour de la cheville, il est entré à l'ambassade de l'Équateur à Londres le 19 juin 2012. Depuis, il est enfermé dans cette petite ambassade : un bâtiment déprimant, très petit, sans soleil, sans air frais, sans sorties à l'air libre. Dans mon pays, l'Italie, même les chefs mafieux qui ont étranglé un enfant et dissous son cadavre dans un baril d'acide passent une heure par jour à l'extérieur. Pas Assange.

Au cours de ces huit dernières années, je n'ai jamais entendu Julian Assange se plaindre : au moins en ma présence, il a toujours réagi avec force à l'énorme stress qu'il subit et chaque



Mike Pence vice-président des Etats-Unis et Lenin Moreno président de l'Équateur. Ce dernier envisage de retirer à Assange sa citoyenneté équatorienne

fois que j'ai contacté sa mère, Christine Assange, elle n'a jamais voulu discuter de ses sentiments personnels et des préoccupations quant à l'état de santé de son fils.

Mais malgré sa force, cette situation difficile mine gravement la santé physique et mentale d'Assange. Dans un éditorial paru dans The Guardian en janvier dernier, trois médecins respectés, Sondra S. Crosby, Chris Chisholm et Sean Love, ont tenté d'attirer l'attention sur ce problème, mais rien n'a changé. Assange reste enterré à l'ambassade dans des conditions extrêmement précaires en raison de l'absence totale de coopération des autorités britanniques qui ont toujours refusé de lui garantir un passage pour bénéficier de son asile en Équateur.

Ce manque de coopération de la part des autorités britanniques - qui peut être raisonnablement interprété comme un effort délibéré pour pousser Assange au désespoir, pour le détruire, pour qu'il sorte de l'ambassade et qu'ils puissent l'arrêter - a contribué à créer cette situation inextricable, où l'Équateur a essayé de trouver une solution avec diverses options, comme accorder à Assange un statut diplomatique pour qu'il puisse quitter l'ambassade protégé par une immunité diplomatique *[statut refusé par les autorités britanniques - NdT].* Mais en fin de compte, un petit pays comme l'Équateur ne peut pas faire grand-chose, et avec Lenin Moreno au pouvoir, l'intérêt de l'Équateur pour la protection d'Assange semble s'estomper au point que l'Équateur envisage de retirer à Assange sa citoyenneté équatorienne, l'un des plus importants boucliers qui protège le fondateur de Wikileaks d'une extradition vers les USA.

L'intérêt particulier du Royaume-Uni

Ayant passé les trois dernières années à me battre dans quatre pays - la Suède, le Royaume-Uni, l'Australie et les USA - pour avoir accès à toute la documentation sur l'affaire Assange et WikiLeaks, obtenue sous FOIA [*Freedom Of Information Act - loi sur la liberté d'accès à l'information - NdT],* j'ai obtenu quelques documents qui ne laissent aucun doute sur le rôle joué par les autorités britanniques dans la création de ce bourbier juridique et diplomatique. Pourquoi les autorités britanniques ont-elles fait cela ? Quel intérêt particulier, le cas échéant, ont-elles dans l'affaire Assange ?

J'emploie l'expression «intérêt particulier» parce que les documents révèlent que dès le début de l'affaire suédoise, les autorités britanniques ont déconseillé aux procureurs suédois d'adopter la seule stratégie d'enquête qui aurait pu aboutir à une solution rapide de l'enquête préliminaire : interroger le fondateur de WikiLeaks à Londres plutôt que de l'extrader vers Stockholm. C'est cette décision d'insister à tout prix sur l'extradition qui a conduit l'Australien à se réfugier à l'ambassade d'Équateur, en se battant bec et ongles, convaincu que s'il était extradé vers la Suède, il pourrait finir par être extradé vers les États-Unis.

Des documents révèlent que dès le début, les autorités britanniques ont qualifié l'affaire Assange d'inhabituelle. «Croyez-le, cette affaire n'est pas traitée comme une simple demande d'extradition «, ont-ils écrit le 13 janvier 2011 aux procureurs suédois. Quelques mois plus tard, un fonctionnaire britannique ajoutait : «Je crois qu'on n'a jamais rien vu de tel, que ce soit en termes de rapidité ou dans le caractère informel des procédures. Je suppose que cette affaire ne cessera d'étonner.» Quelle est donc la particularité de cette affaire ? Et pourquoi les autorités britanniques n'ont-elles pas cessé d'insister sur une extradition à tout prix ?

A un moment donné, même les procureurs suédois ont semblé exprimer des doutes quant à la stratégie juridique préconisée par leurs homologues britanniques. Les courriers électroniques que j'ai obtenus dans le cadre de la FOIA, courriers échangés entre les autorités britanniques et suédoises, montrent qu'en 2013, la Suède était prête à retirer le mandat d'arrêt européen en raison de la paralysie judiciaire et diplomatique que la demande d'extradition avait créée. Mais le Royaume-Uni n'était pas d'accord avec la levée du mandat d'arrêt : l'affaire a traîné en longueur pendant encore quatre ans, lorsque finalement le 19 mai 2017, la Suède a abandonné son enquête après que les procureurs suédois eurent interrogé Assange à Londres, comme celui-ci l'avait toujours demandé.

L'enquête suédoise est désormais close mais Assange reste confiné. Peu importe que le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire ait établi que le fondateur de WikiLeaks est détenu arbitrairement depuis 2010, et qu'il devrait être libéré et indemnisé. Le Royaume-Uni, qui encourage les autres États à respecter le droit international, se moque de la décision de cet organe des Nations Unies dont les avis sont respectés par la Cour européenne des droits de l'homme. Après avoir essayé d'en appeler de la décision de l'ONU et perdu l'appel, la Grande-Bretagne l'ignore, tout simplement. La détention arbitraire d'Assange n'est pas près de prendre fin.

Silences et soupçons

Il y a deux autres éléments troublants : le fait que les autorités britanniques ont détruit les courriels concernant l'affaire Assange, comme elles l'ont admis lors de mon litige devant le tribunal britannique, et le fait qu'elles ont toujours refusé de me fournir toute information sur d'éventuelles communications avec les autorités US sur l'affaire Assange, car elles soutiennent que confirmer ou nier de telles communications permettrait à Assange de savoir s'il existe ou non une demande d'extradition de la part des USA.

suite à la page(18)

Les forces israéliennes arrêtent un enfant palestinien de 8 ans près d'Al-Khalil/Hébron



L'arrestation d'Omar Rabie Abou Ayyash, âgé de huit ans

Les forces israéliennes ont arrêté un enfant palestinien de huit ans, vendredi après-midi, près de l'entrée de la ville de Beit Oummar, au nord du district occupé d'Al-Khalil/Hébron, en Cisjordanie. Selon des sources locales, les forces israéliennes auraient pris pour cible Omar Rabie Abou Ayyash, huit ans, et l'auraient arrêté près de l'entrée de la ville de Beit Ummar.

La raison de l'arrestation d'Ayyash reste inconnue.

Defense for Children International a indiqué que depuis 2000, au moins 8 000 enfants palestiniens ont été détenus et poursuivis dans un système de détention militaire israélien tristement célèbre pour les mauvais traitements et la torture systématiques infligés aux enfants palestiniens.

La Commission des affaires des prisonniers et anciens prisonniers de l'Autorité palestinienne (AP) a signalé, plus tôt en octobre, qu'Israël avait détenu 35 mineurs palestiniens en septembre 2018.

Le rapport d'août de la commission a documenté les témoignages d'un certain nombre d'enfants palestiniens pendant leur détention par les forces israéliennes et a révélé que ces enfants avaient été systématiquement battus et torturés pendant et après leur détention. Selon le groupe de défense des droits des prisonniers Addameer, 270 enfants palestiniens sont détenus dans des prisons israéliennes, dont 50 ont moins de 16 ans.

Maan News Agency
9 novembre 2018
Traduit par Fausto Giudice
Tlaxcala 11 novembre 2018

VENUS
RESTAURANT
NEW Location!
NEW Look!
Venus RESTAURANT
637 Rogers Avenue
(corner of Parkside Avenue)
Brooklyn, NY
"Venus, l'entroit idéal"
718-287-4949

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm
Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le 718-618-0920
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant



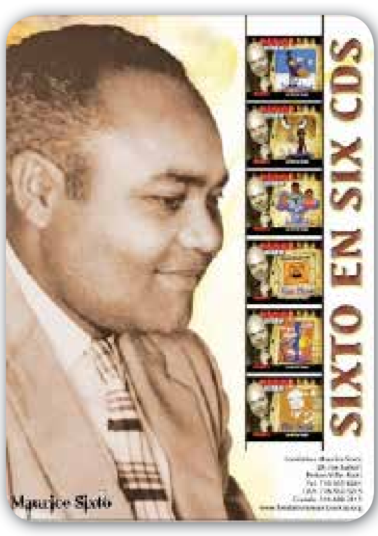
Five Stars Express Restaurant
"We Have the Taste!"
Légumes • Tassot • Griot • Poulet • Dinde • Poisson • Bouillon • Fritaille
Call us for your catering needs
Tel: 718.618.0433
347.615.0979
1347A Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210

L'oraliture haïtienne : identité (s), structure (s), mémoire (s) et représentations à travers le prisme des sciences humaines et sociales

Par Ethson OTILIEN

Le Centre Challenges, en partenariat avec le laboratoire LangSÉ de la Faculté de Linguistique Appliquée, la Faculté des Sciences Humaines de l'Université d'État d'Haïti et la Fondation Maurice A. Sixto, organise à Port-au-Prince, les 2, 3 et 4 mai 2019 un colloque international autour du thème mentionné ci-dessus en hommage à Maurice Sixto à l'occasion du centenaire de sa naissance. Ceci constitue un appel aux chercheurs, aux universitaires et aux personnes qui militent dans les secteurs culturels qui voudraient contribuer à cette manifestation scientifique.

L'oraliture, mot-valise forgé à la fin du XXe siècle, désigne à la fois un produit et une production communautaire et populaire caractéristique de sociétés à tradition dite orale. Elle se modèle sur les configurations mythologiques de la communauté où elle a cours. Selon Maximilien Laroche (1991 : 15), le terme « oraliture » a été proposé par Ernst Mirville, dans le journal *Le Nouvelliste* du 12 mai 1974 pour pallier les problèmes épistémologiques posés par l'expression « littérature orale » qui relève d'un oxymore et qui semble être liée à la prépondérance (ou à la préséance) accordée à l'écriture sur l'oralité à la faveur d'une tradition instituée par l'enseignement. Dans une interview accordée à Pierre-Raymond Dumas pour la revue *Conjonction*, Mirville indique que « l'oraliture est l'ensemble des créations non écrites et orales d'une époque ou d'une communauté, dans le domaine de la philosophie, de l'imagination, de la technique, accusant une certaine valeur quant à la forme ou au fond » (1984 : 162). Parmi diverses formes que peut prendre l'oraliture, Mirville précise : « les contes chantés, les contes devinettes, les prières, les chansons sacrées, les chants de travail, les chants de carnaval ou de rara, les chansons politiques, les audiences. » (Dumas, 1984 : 162). Par ailleurs, dans un article publié dans ce même numéro de *Conjonction*, l'auteur (Mirville, 1984) élargit la sphère de l'oraliture aux oraisons funèbres, aux « chante-pwent », aux chants de rondes des enfants, aux « chante-lwa », etc.



L'œuvre lodyansaire de Maurice Sixto en CD

Par surcroît, nous pouvons étendre la définition de Mirville aux mythes, aux récits mythologiques, aux adages, aux aphorismes, aux maximes, aux formules magico-religieuses, aux proverbes, aux sentences, aux histoires drôles et facéties, aux comptines, aux récits inspirés par l'actualité, aux cris des marchands, et à bien d'autres (voir Mouralis, 1975). Depuis les travaux initiés par Jean Price Mars (1928), en passant par ceux de Suzanne Comhaire-Sylvain (1937a ; 1937b ; 1938 ; 1951) et d'autres écrivains et chercheurs qui ont soit inventorié des chansons populaires orales et des contes, soit réservé quelques passages d'analyse aux genres oraux, le paysage de la recherche sur l'oraliture haïtienne à travers les sciences humaines et sociales reste un terrain quasiment vierge. En vue de lever ce voile sur l'oraliture haïtienne, nous proposons aux chercheurs des sciences humaines et sociales trois journées d'études et de réflexions sur cette vaste thématique.

Dans son article « *Du réalisme merveilleux des Haïtiens* », Jacques S. Alexis (1956 : 109) accorde une importance centrale à l'oraliture. Il est l'un des premiers à émettre quelques réflexions théoriques sur la *lodyans* comme objet littéraire. D'autres auteurs et chercheurs considèrent la *lodyans* comme un genre de récit spécifique à l'oraliture haïtienne, qui elle-même serait consubstantielle de la créolité (voir Bernabé, Chamoiseau & Confiant, 1989). Si ce genre n'est pas encore théoriquement bien décrit et défini, le riche corpus de *lodyans* traditionnelles et littéraires fait l'objet de réflexions dans quelques publications, dont (a? titre indicatif) P. Pompilus (1961), M. Laroche (1978), L. Comeau (2002), J. Jonassaint (2002), G. Anglade (2004a, 2004b, 2004c, 2005, 2007, 2010), E. Otilien (2012, 2018), F. Léger (2015, 2016), C. Dardompré (2018), etc. Ce sera l'occasion d'étudier le corpus des textes *lodyansaires* (oraux et écrits) à partir d'un cadre d'analyse large ayant recours à des critères qui prennent en compte des aspects formels et discursifs comme le début et la fin des *lodyans* ; la structure des séquences textuelles (narration, description, discours de pensée) ; la caractérisation des personnages et leurs fonctions ; le temps du récit (ordre, vitesse et fréquence) ; les niveaux du récit (narration extradiégétique, intradiégétique et métadiégétique) ; les aspects pragmatiques liés aux instances narratives et au contexte d'énonciation, tels que par exemple les implicites, les sous-entendus, les non-dits, la pause, l'hésitation, le débit, l'interjection et l'onomatopée, etc.; et la question de la scénographie, c'est-à-dire la scène « par laquelle l›œuvre elle-même définit la situation de parole dont elle prétend surgir » (Maingueneau, 2010 : 16). Sans vouloir avancer que la *lodyans* ne peut être exprimée et traduite dans une langue étrangère, ou adaptée en fonction des attributs des cultures, la forme canonique de ce genre s'exprime en général dans un code linguistique spécifique qui privilégie l'emploi du créole ou la créolisation de toute autre langue étrangère (français, anglais ou espagnol) utilisée pour son expression littéraire. Voilà un autre élément caractéristique fondamental du genre de la *lodyans* à ne pas négliger.


Charlot Lucien un acteur de la lodyans

Ce colloque est aussi l'occasion de rendre hommage à Maurice Sixto, pour son œuvre *lodyansaire* combien immense. L'année 2019 ramène en effet le centenaire de la naissance de ce maître de la parole, né en mai 1919, et le 35e anniversaire de sa mort survenue en mai 1984. L'héritage contemporain de Sixto regroupe diverses catégories de *lodyanseurs*, parmi lesquels d'anciens collaborateurs culturels, des imitateurs de talent, des interprètes originaux et des conteurs contemporains qui, de près ou de loin, se reconnaissent à travers l'influence du maître. Cette manifestation sera l'occasion de discuter de la valeur sociale multidimensionnelle, psycho-sociologique, didactique et esthétique de l'œuvre de Sixto.

À travers ce colloque, nous proposons aux chercheurs d›aborder les problèmes/la manifestation de l›identité haïtienne, voire caribéenne de souche africaine de notre oraliture, les structures en soubassement de ces productions. Il s›agira également d›étudier l›oraliture comme miroir et archive de la société, la représentation et la construction de la mémoire collective, et de sa fonction (Halbwachs, 1925 ; 1950 ; Nora, 1978). Les intéressés accorderont de l›attention aussi aux différents genres de l›oraliture et à leur organisation structurelle, lesquels se veulent des manifestations orales qui s›opèrent dans un cadre où la voix, la gestuelle, la scène et l›image de soi ont pour effets d›influer sur leur réception. On est, dès lors, en droit de chercher à savoir quels effets la mise en scène vise à provoquer sur la réception. Ce sera aussi l›occasion de questionner le concept d›oraliture, sa validité ou son opérationnalité dans la littérature scientifique. Toutes les questions épistémiques liées à ce mode de représentation et de transmission peuvent être abordées. L›étude de l›oraliture peut être appréhendée dans une perspective diachronique ou synchronique, c›est-à-dire en termes de variabilité et de stabilité, mais aussi en termes de mémoire, d›esthétique et de représentation.

Les six thématiques suivantes peuvent être abordées à l'occasion du colloque (mais non exclusivement). La démarche des contributeurs peut être diachronique ou synchronique.

Pensée analogique, mémoire (mémorisation), paroles de sagesse, savoirs, spiritualité dans l'oraliture haïtienne ;

Identités, genres, structures et esthétique dans l'oraliture haïtienne ;

Lodyans, poétique, structure, identité narrative et performance ;

L'œuvre *lodyansaire* de Maurice Sixto et son héritage contemporain ;

Oraliture et littérature, l'usage de l'oraliture dans les textes littéraires ;

Didactique et oraliture, l'usage de l'oraliture dans le système éducatif.

Les intéressés adresseront un résumé de 300 à 500 mots dans l'une des trois langues du colloque (créole haïtien, français et anglais) à **ethsotilien@gmail.com** et **frenandLeger@cunet.carleton.ca**. La police à utiliser est le Times New Roman, taille 12 points, interligne 1.5 point. Le résumé doit être accompagné d'une courte bio-bibliographie de l'auteur de la proposition.[1]

Pour les comités d'organisation et scientifique
Ethson OTILIEN, Coordonnateur national

Suite de la page (5)

avant la lettre. Mossadegh est renversé et emprisonné le 23 août 1953.

1973. Le marxiste Salvador Allende est convaincu qu'on pouvait arriver au gouvernement par la voie pacifique et, à partir de là, renverser les structures de l'État au bénéfice des majorités pauvres. Pour arriver à un tel but, on devait nationaliser les grandes industries, celles qui étaient aux mains des États-Unis, en priorité. Lors de l'élection présidentielle de 1970 au Chili, « la CIA se vit enjoindre de diriger tous ses efforts contre le marxiste Allende, contre la candidature duquel elle fut chargée d'organiser une vaste campagne de propagande.» (William Colby, chef de la CIA de 1973 à 1976. *Mémoires*). Henry Kissinger, alors conseiller à la Sécurité Nationale du président Richard Nixon, déclara pendant une réunion du Conseil national de sécurité sur le Chili, le 27 juin 1970 : « Je ne vois pas pourquoi nous devrions rester sans rien faire pendant qu'un pays sombre dans le communisme à cause de l'irresponsabilité de son peuple. » (Colby, ibid).

Le 3 novembre 1970, Allende prit ses fonctions de président. Une stratégie de déstabilisation du nouveau gouvernement fut alors mise à l'étude, et la Direction de l'Hémisphère Occidental de la CIA fut chargée de la mettre en œuvre. Dès lors, la CIA menait l'opération de désinformation et de sabotage économique la plus perfectionnée que l'on ait connue jusqu'alors au monde. Colby reconnaîtra dans la presse de son pays que ce fut une « expérience de laboratoire sur l'efficacité de l'investissement financier lourd pour discréditer et renverser un gouvernement.»

Une campagne internationale de diffamation et d'intrigues fut mise sur pied dont une bonne parte fut confiée à une vieille connaissance du président Nixon George H.W. Bush et des hommes de l'équipe de choc qui menaient l'opération. Bush réalisa cette tâche en tant qu'ambassadeur à l'ONU (sic), fonction qu'il occupa à partir de février 1971. Lorsqu'il fut nommé à ce poste, personne ne voulut se rappeler que quelques mois plus tôt, en tant que représentant à la Chambre du Texas, il avait réussi à faire rétablir dans cet État la peine de mort pour les « homosexuels récidivistes » (resic). Le 11 septembre 1973, eut lieu le sanglant coup d'Etat mené par le général Augusto Pinochet.

Revenons au discours du 2 novembre des *maffieusards*. Ils "appellent les trois branches du pouvoir ainsi que tous les autres acteurs de la vie nationale à un dialogue inclusif" – comme d'habitude, ce qui signifie en fait un dialogue qui privilégie leur seul poulain – . afin, entre autres : de renforcer les institutions nationales en charge de la reddition des comptes (...) et d'élaborer un calendrier électoral qui permette la tenue d'élections crédibles, libres et transparentes en octobre 2019 et garantisse la stabilité des institutions".

Reddition des comptes? Sans blague! Des siphonneurs des trois milliards de Petocaribe, dont probablement l'inculpé Jovenel, vont vraiment mettre en branle un autre Procès de la Consolidation? Qui veut tromper qui? Non, Madame Susan D. Page! Non, Madame Helen Meagher! N'allez pas nous prendre pour des canards sauvages! *Please*! Nous en avons assez des menteries, des tromperies, des *audaceries* du Core group, ce véritable cor aux pieds de la démocratie haïtienne qui veut et peut avancer sans vos leçons sous le masque hideux de promotion du dialogue.

Quelle mouche électorale vous a donc piqués, mesdames et messieurs pour anticiper dès maintenant des élections en 2019? De qui ou de quoi avez-vous peur? Pourquoi cette fuite en avant? Le cardinal Langlois vous a-t-il suggéré un autre éventuel accord El Rancho bis? Est-ce pour aguicher des candidats à la présidence qui n'attendent que le vent propice pour prendre la direction de la Gonâve? Est-ce une manoeuvre de diversion pour apaiser les masses qui y verraient l'occasion pour elles de se débarrasser de Jovenel " **en passant par les urnes et non par la violence"**. *Gade*, non, Core group, faites votre respect!

Maudit Core group, maudit cor aux pieds de la nation, vous nous empêchez de marcher, d'avancer sur le chemin de la démocratie et du développement **par nous et pour nous**. Vous ne vous imaginez pas comment nous rêvons de la solution chirurgicale pour vous exciser de notre monde de luttes pour un avenir meilleur. Car, nous ne resterons pas ainsi, les bras croisés, à vous regarder et vous laisser faire. Partez, *fwenk*!

Pour reprendre une chanson de Guy Durosier: " *fè chemen w, m ap fè pa m; orevwa*."

11 novembre 2018

Suite de la page (17)

Dans l'éventualité d'une demande d'extradition des USA, les autorités britanniques veulent pouvoir extrader Julian Assange comme un criminel.

Le fait qu'un rédacteur en chef ou un éditeur puisse être extradé pour ses publications devrait déclencher des signaux d'alarme et un débat public dans nos sociétés démocratiques, mais on n'assiste à rien de tel.

La situation de Julian Assange est très précaire. Ses conditions de vie à l'ambassade sont devenues insoutenables, et ses amis parlent comme s'il n'y avait plus d'espoir : «Lorsque les USA mettront la main sur Julian», disent-ils, comme s'il était acquis que les USA l'auront un jour et qu'aucun journaliste, aucun média, aucune ONG, aucune association de presse ne fera quoi que ce soit pour l'empêcher.

Depuis six ans qu'Assange languit dans l'ambassade, pas un seul grand média occidental n'a osé dire : on ne peut maintenir un individu enfermé pour une durée indéterminée. Ce traitement infligé à Julian Assange par le Royaume-Uni - et, plus généralement, par l'Occident - est non seulement inhumain, mais contre-productif.

Au cours de ces années, le média RT, financé par l'État russe, a largement couvert l'affaire Assange. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi la Russie est si extatique au sujet de l'affaire Assange. L'affaire fournit à la Russie la preuve qu'alors que l'Occident prêche sans cesse la liberté de la presse et le journalisme agressif, en réalité il écrase les journalistes et leurs sources qui dénoncent les crimes d'État aux plus hauts niveaux. Chelsea Manning a passé sept ans en prison, Edward Snowden a été contraint de quitter son pays et de demander l'asile à la Russie, Julian Assange a passé les six dernières années confiné dans un minuscule bâtiment et avec une santé qui se détériore gravement.

Il est temps d'arrêter cette persécution.

Consortiumnews.com
6 novembre 2018
Traduit par Viktor Dedaj
Le Grand Soir 8 Novembre 2108

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY/ LEGAL

Lung Cancer? And Age 60+? You And Your Family May Be Entitled To Significant Cash Award. Call 866-951-9073 for Information. No Risk. No Money Out Of Pocket.

ATTORNEY/ LEGAL

REAL ESTATE Attorney. Buy/Sell/ Mortgage Problems. Attorney & Real Estate Bkr, PROBATE/CRIMINAL/ BUSINESS- Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417 718 835-9300 LovellLawnewyork@ gmail.com

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (917) 336-1254

BUSINESS OPPORTUNITY

Have an idea for an invention/new product? We help everyday inventors try to patent and submit their ideas to companies! Call InventHelp®, FREE INFORMATION! 888-487-7074

CABLE & SATELLITE TV

Spectrum Triple Play! TV, Internet & Voice for $29.99 ea. 60 MB per second speed. No contract or commitment. More Channels. Faster Internet. Unlimited Voice. Call 1-855-977-7198

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

HEALTH

Suffering from an ADDICTION to Alcohol, Opiates, Prescription PainKillers or other DRUGS? There is hope! Call Today to speak with someone who cares. Call NOW: 1-833-880-6049

HEALTH

Everybody loves "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (203) 666-8650 or visit www.myrainlife.com/ rejuvenation.

HELP WANTED

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

AIRLINE CAREERS Start Here –Get trained as FAA certified Aviation Technician. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Call AIM for free information 866-296-7094

HELP WANTED

JOB OPPORTUNITY: $17 P/H NYC - $14.50 P/H LI If you currently care for your relatives or friends who have Medicaid or Medicare, you may be eligible to start working for them as a personal assistant. No Certificates needed. (347)462-2610 (347)565-6200

HELP WANTED

DRIVERS WANTED: Must Be Flexible & Professional, Sign on Bonus, CDL & NYCTLC A PLUS Seniors/Veterans offered discount. Call 516-861-2043 or email DR@DELUXTRANSPORTATION.COM

HELP WANTED

JOB OPPORTUNITY: $17 P/H NYC - $14.50 P/H LI If you currently care for your relatives or friends who have Medicaid or Medicare, you may be eligible to start working for them as a personal assistant. No Certificates needed. (347)462-2610 (347)565-6200

HOME IMPROVEMENT

Stay in your home longer with an American Standard Walk-In Bathtub. Receive up to $1,500 off, including a free toilet, and a lifetime warranty on the tub and installation! Call us at 1-844-286-6771

HOME IMPROVEMENT

BATHROOM RENOVATIONS. EASY, ONE DAY updates! We specialize in safe bathing. Grab bars, no slip flooring & seated showers. Call for a free in-home consultation: 888-657-9488.

MEDICAL SUPPLIES

Attention Viagra users: Generic 100 mg blue pills or Generic 20 mg yellow pills. Get 45 plus 5 free $99 + S/H. Guaranteed, no prescription necessary. Call 877-845-8068.

MEDICAL SUPPLIES

Have a CPAP machine for sleep apnea? Get replacement FDA approved CPAP machine parts and supplies at little or no cost! Free sleep guide included! Call 866-430-6489!

MISCELLANEOUS

A PLACE FOR MOM has helped over a million families find senior living. Our trusted, local advisors help find solutions to your unique needs at no cost to you. Call: 1-800-404-8852

MISCELLANEOUS

Earthlink High Speed Internet. As Low As $14.95/ month (for the first 3 months) Reliable High Speed Fiber Optic Technology. Stream Videos, Music and More! Call Earthlink Today 1-855-970-1623

MISCELLANEOUS

DIRECTV CHOICE All-Included Package. Over 185 Channels! ONLY $45/month (for 24 mos.) Call Now- Get NFL Sunday Ticket FREE! CALL 1-888-534-6918 Ask Us How To Bundle & Save!

REAL ESTATE

Sebastian, Florida (East Coast)Beach Cove is an Age Restricted Community where friends are easily made. Sebastian is an "Old Florida" fishing village with a quaint atmosphere yet excellent medical facilities, shopping and restaurants. Direct flights from Newark to Vero Beach. New manufactured homes from $114,900. 772-581-0080; www.beach-cove.com

REAL ESTATE

DOCKABLE LAKE LOTS FOR SALE! LAKE HICKORY, NORTH CAROLINA. Gated community in Western, NC. Offering underground utilities, fishing, boating, swimming & more. Call now! **(828)-312-3765** www.lakesvip.com

SERVICES

Guaranteed Life Insurance! (Ages 50 to 80). No medical exam. Affordable premiums never increase. Benefits never decrease. Policy will only be cancelled for non-payment. 855-686-5879.

SERVICES

COMPUTER ISSUES? FREE DIAGNOSIS by GEEKS ON SITE! Virus Removal, Data Recovery! 24/7 EMERGENCY SERVICE, In-home repair/On-line solutions . $20 OFF ANY SERVICE! 844-892-3990

DENTAL Insurance

Physicians Mutual Insurance Company

A less expensive way to help get the dental care you deserve!

CALL NOW! 1-855-225-1434

- Get help paying dental bills and keep more money in your pocket
- This is real dental insurance – NOT just a discount plan
- You can get coverage before your next checkup

Don't wait! Call now and we'll rush you a FREE Information Kit with all the details.

FREE Information Kit

1-855-225-1434
Visit us online at
www.dental50plus.com/nypress

Insurance Policy P150NY 6129 MB17-NM003Ec

LAND WANTED

CASH BUYER SEEKS LARGE ACREAGE AND FARMS 100 TO 5,000 ACRES IN THE CATSKILLS/SOUTHERN TIER/CENTRAL NY AREA

Call 888-722-3451

Or email: dvandermark@newyorklandandlakes.com

Brokers Welcome

Saving a Life EVERY 11 MINUTES

I'm never alone

Life Alert® is always here for me even when away from home.



One touch of a button sends help fast, 24/7.

Help at Home

Help On-the-Go

with GPS!

FREE! FIRST AID KIT WHEN YOU ORDER!

Life Alert®

Batteries Never Need Charging.

For a FREE brochure call:

1-800-404-9776

HOME HEALTH CARE COMPANY

Are you Compassionate? Looking for Bilingual Experienced HR, Coordinators, HCA Aides – career Growth-leading provider of HHA services throughout The Tri-State area, Nassau & Suffolk.

Computer & Communication skills a must

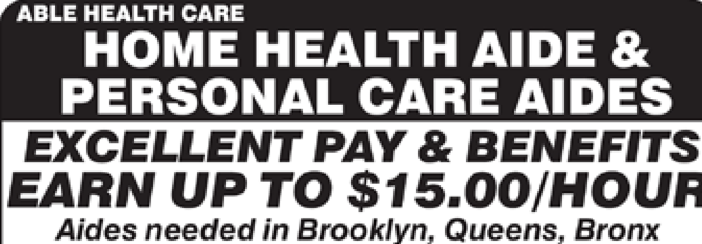
TOP SALARY & BENEFIT PACKAGE

Call 347-727-7200 Ext 312

Email: LVENNERI@TRIMEDHOMECARE.COM

1001401





EXCELLENT PAY & BENEFITS

EARN UP TO $15.00/HOUR

Aides needed in Brooklyn, Queens, Bronx
Immediate work for HHA's w/certificates

FREE Training Classes

Classes start June 4 in White Plains! Call for other areas!

Full Time, Part Time, Weekends
All Shifts - All Locations

SE HABLA ESPANOL

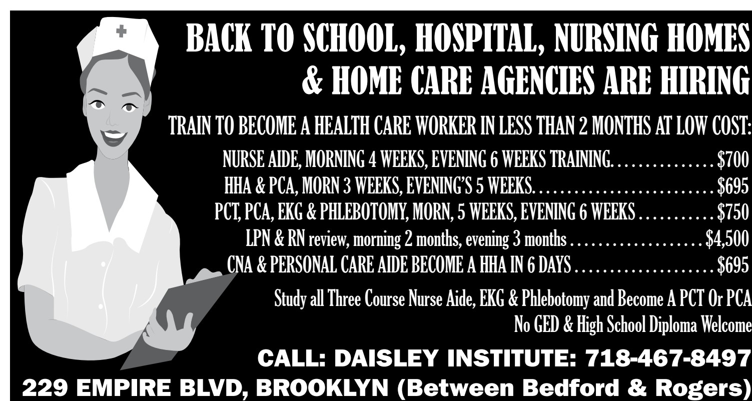
Great Benefits include Health Insurance Vacation, Sick Pay, Personal Days





Brooklyn 718-947-3693 Queens 718-947-3673
Nassau 516-634-2117 Suffolk 631-729-2384
Bronx/Westchester 914-470-9929
www.ablehealthcare.com





« Pleins Feux Sur »: Joe Jack (Gonaives, 1936)

Par Ed Rainer Sainvill

« L'homme orchestre »

Avant d'arborer sa vocation « d'entertainer » en plus d'une carrure de rénovateur; contribuant à remettre sur les pédales," La boite à musique" dans la première partie des années 1970. Joseph Jacques de son vrai nom est naturellement né aveugle. Son passage à l'Ecole des handicapés à Port-au-Prince lui a permis de s'initier à de multiples instruments '; l'abilitant à faire de la musique une vive passion. En 1959, il est envoyé à Boston, à l'établissement:"Perkins School For the Blind". Ses études complétées, il revient au bercail où pendant onze années il s'est distingué comme professeur d'anglais. En 1972, Durant un séjour à New-York, alors qu'il est plongé dans de vives réflexions qui le ramènent à ses fibres dodécaphoniques. Découvrant sur l'heure qu'il est aussi capable de se lancer dans l'arène du show-biz à la manière de ses cousins Edouard Richard (Original Shleu-Shleu) et, Robert Martino (Gypsies).

En se propulsant à corps perdu dans une galère dont il avait franchi la ligne échéante, et, Joe est plus jamais confiant dans son étoile .Sachant qu'il avait trouvé le meilleur exutoire pour faire naviguer sa mélancolie et mettre à nu son romantisme à la folie. En s'intronisant en artiste muti-facettes: Claviériste, accordéoniste, organiste, guitariste, vocaliste, compositeur. Pour se métamorphoser en un *''One man band''* pour un public taillé sur mesure. Entre ceux qui voulaient s'évader de la tonitruance ***mini*** et des big-band résurgents; ainsi que les romantiques durs à crever. Au momentum, il s'est appliqué à asperger la sonorité de son accordéon orchestral, instillée d'une voix drolatique s'apparentant à celle d'un *''rocker''* enrhumé, mais si instillée de ***spleen*** et de ***salvo*** pour atteindre plus d'un et antienné les multiples recoins de la ville.





Le chanteur Joe Jacques



Notamment à travers ses différents succès: ***En promenade, Tout Seul, Confession d'une femme, Bonjour, Fèm dous, M'pa kap anko, Depuis ce jour, Kwa pam, Ti menaj mwen, Voyou-voyelle, Professeur, Ma petite cage , Timidité, Lami Zabel, Michelle, Difisil pa bonè La dernière fois, Entre te voir et t'aimer etc.***

Avec aussi une expertise dans les potpourris, faisant de lui un *''performer ''* inassouvi dans sa physionomie d'Andrea Bochelli, et des explorations tonales marquées par la boite rythmique. Cet orchestre synthétique qui a permis toutes les dérivées, pour réduire au niveau de micriprocesseur les quintaux de l'échelle diatonique. D'un style dont il possède bien de secrets et l'affuble en porte-étendard et l'ultime ''Homme orchestre"; ralliant une base qui lui est acquise dans la perpétuation de l'air nostalgique. Au début des années 1980; il fait déjà son nid à New-York, comme partie prenante d'un exode qui prenait de l'ampleur. Là, il a tout de suite trouvé un auditoire en devenant tête d'affiche des célébrations communautaires dans de maintes performances; Incluant le Canada son homestead. Et dans quelques productions comprenant une œuvre en duo :***"Joe Jack rencontre Fédia Laguerre à New-York"***. Il y chante encore les affres de la solitude: *'Le téléphone ne sonne plus/Et les amis ne viennent presque plus me voir? Le silence me perce le cœur/Elle m'a laissé tout seul dans cet appartement…".*

C'est à Brooklyn qu'est sorti ce bobard, des diseurs de bonne aventure. L'anecdote raconte qu'il s'est donné dans un autre engagement, alors qu'il avait au préalable été payé pour un autre. Et lorsqu'on vint le prendre à l'endroit du second contrat, il s'est contenté de dire: « Se depoze yo depoze m la… » laquelle boutade a donné voie au hit *''Avèg''* du « System Band ». Wébert Sicot s'était mêlé à une similaire affaire. Lorsque après une prestation à Cabane Choucoune, alors qu'il avait été rénuméré par Marini Jr, il se fait à nouveau payé par Marini Sr. Ce qui lui avait valu le couplet:"Sa k *te di w touche 2 fwa?Bagay la tou piti, li dous…".* Pour en revenir à Joe, admettons qu'il aurait eu cette aventure, il est tout à fait certain qu'elle serait la machination des affairistes qui ont pris avantage de son infirmité.

Puis les vogues ambiantes l'ayant relégué à l'arrière plan, J.J entre quelques escalades au pays et fresques montréalaises a fini par baisser le rideau. Laissant derrière des souvenirs qui sont autant mémorables pour qu'un quidam de la presse ait étrangement annoncé sa mort non fondée sur les ondes de radio Caraïbes de Port-au-Prince en 2014. L'ancienne barde a dû lui-même venir mettre les choses au point; déclarant qu'il était bien en vie. Et que son retrait de la scène est dû à un accident cérébro-vasculaire souffert au début de ce millénaire; tout en compromettant sa mobilité. Espérons que l'artiste se porte bien aujourd'hui. De plus, son héritage est bien maintenu par les filiations successives qui se sont bien abreuvées de ses hits increvables: ***Fè m dous, Timidité, Ti professeur, Ma petite cage*** etc; qui sont autant un testament de ses traces indélébiles.

Résister c'est progresser

Pour la Liberté
Pas de trêve (à ceux qui sont) au « Planalto » (palais présidentiel)
Ecoute Brésil ! (*)

Lula, Libérateur du Peuple
Descend Nord-est (région d'origine de Lula), bénit soit le nouveau Monde Libre d'oppression
Esclave, métisse, mon cœur

Le grand cheval atroce
Ne fera pas taire notre voix, sa voix, ma voix
Le grand cheval atroce
Ne fera pas taire notre voix, sa voix, ma voix

Dans les rues, le cri est liberté
Sans toit, dans les champs, sans terre, identité
Nous allons coopérer pour progresser
Aimer cette Terre c'est vivre et résister

Ce n'est pas « fake », ce rêve, cette vision
Si réel, si sympa

Mon pays idéal
Il n'est pas « fake », si réel, si sympa

Nous allons lui enlever le bâillon
Et essayer d'éduquer ces gens qui chassent
Le Faible, le Pauvre, le Noir, l'Indien
Le Gay, Le Trans, Immigré,
La Femme

Que ces gens dépourvus de tendresse
Voués à l'amertume
Rejoignent notre Nation
En paix et communion

La société va le demander
La régression n'est point une solution
Résister c'est progresser
Résister c'est progresser

Musique et paroles – Paulo Correia
(*) João Vasco Almeida

Errata

La semaine dernière une erreur s'est malencontreusement glissée dans le titre de la rubrique «Pleins feux» de notre collaborateur Ed Rainer Sainvill. Il fallait lire «Pleins feux sur: Joe Archer» la star oubliée, au lieu de « Pleins feux sur: Jean Robert Jean Pierre». Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

